- 1 -

ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1961

du 18 avril au 10 novembre 1961

S É N A T

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».

ABREVIATIONS : *Doc.* (Documents parlementaires). — *Ann.* (Annales parlementaires).

A

Accidents du travail. — V. Sécurité sociale.

Accord monétaire européen. — V. Affaires étrangères/
Finances.

Administrations publiques.

PERSONNEL.

Proposition de loi déterminant la position administrative des agents ayant rempli ou appelés à remplir des obligations de milice en temps de guerre ou en temps de paix.

Doc. — N° 104 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 608 (19 juillet 1961).

TRAITEMENTS.

Proposition de loi tendant à la suppression de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 relatif aux allocations familiales allouées au personnel rétribué par l'Etat.

Doc. — N° 96 : Proposition de loi de M. Housiaux.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 608 (19 juillet 1961).

Affaires africaines.

DOMMAGES.

Proposition de loi relative à la réparation des dommages causés aux ressortissants belges par l'Organisation des Nations Unies.

Doc. — N° 143 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 667 (10 octobre 1961).

Affaires africaines (suite).

PERSONNEL D'AFRIQUE.

Projet de loi portant certaines mesures en faveur des agents de complément de l'Administration d'Afrique, des membres du personnel administratif, de maîtrise et spécialisé de l'Université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi et du personnel laïc agréé de l'enseignement libre au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, des membres du personnel d'Afrique du secteur parastatal ou assimilé et des agents temporaires de l'Administration d'Afrique.

Doc. — N° 117 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 124 : Rapport de M. Van Cauwelaert.

N° 127 : Amendement proposé par M. Hougardy.

N° 132 : Amendements proposés par M. de Stexhe.

Ann. — *Discussion générale* (19 juillet 1961).

Discussion générale jointe du projet de loi portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Discours de MM. A. GILSON, m.i.f.p. (concernant l'urgence des projets en cause, les critiques qui avaient été formulées à l'égard du projet introduit par le gouvernement précédent ; les impératifs qui doivent être conciliés, le sort des agents encore en activité au Congo, les avantages pécuniaires et les chances de reclassement réservés aux agents de carrière, le reclassement dans le privé, dans le secteur public et dans le cadre des activités d'assistance aux pays étrangers, la réservation d'un quota de 50 p.c. des emplois de recrutement vacants à l'Etat et dans les provinces et communes, la situation pécuniaire des agents reclassés dans les administrations publiques ; les dispositions relatives aux agents de complément, aux agents temporaires et aux agents des parastataux, le régime d'indemnisation et de reclassement de ces agents, les obligations des employeurs, le problème des associations sans but lucratif ; la charge financière constituée par les deux projets) ; pp. 609 à 612 ;

VAN CAUWELAERT, rapp. (demande que le ministre précise à quels fonctionnaires s'applique le statut qui était en vigueur avant le 30 juin 1960 ; concernant la difficulté que peuvent créer les personnes qui ne désirent pas adresser au gouvernement la requête dont il est question à l'article 7, l'application du quota) ; pp. 612, 613 ;

Observation de M. HOUSIAUX ; p. 613 ;

Affaires africaines. — PERSONNEL D'AFRIQUE
(suite).

LAHAYE (concernant les dépenses qu'entraîneront les projets, les lacunes dans les calculs repris dans le rapport de la Chambre des Représentants, le cas de hauts fonctionnaires qui se sont fait envoyer en mission en Belgique vers le 30 juin 1960, le problème du reclassement, la situation des agents engagés dans une institution internationale, le calcul des annuités prévues à l'article 12, l'épreuve d'admission prévue à l'article 6, le reclassement des magistrats de l'ex-Congo belge, le congé de transition accordé aux hauts fonctionnaires dont question à l'article 1^{er}, 5^o; l'allocation d'indemnités importantes aux présidents des parastataux); pp. 613 à 616;

Observations de MM. A. GILSON, HOUARDY, VAN CAUWELAERT et de STEXHE; pp. 613 à 615;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant les améliorations que contient le projet n° 618 par rapport au projet de loi déposé par le précédent gouvernement, la situation faite par le projet aux agents demeurés en Afrique, la présentation d'un projet de loi organisant l'assistance technique; les réserves qu'appelle le projet n° 617); pp. 616, 617;

Observation de M. A. GILSON; p. 616;

HOUARDY (concernant la hâte apportée à la discussion des deux projets, le sort des techniciens des parastataux demeurés au Congo, la réservation aux anciens agents de la colonie d'un quota de 50 p. c. des places vacantes dans les administrations publiques, l'incidence financière des projets); pp. 617, 618;

Observations de MM. A. GILSON, VAN CAUWELAERT, HOUSIAUX et HARMEGNIES; pp. 617, 618;

FLAMME (concernant le cas de fonctionnaires du cadre africain qui ont été détachés en Belgique); p. 619;

LAUWEREINS (concernant les références aux index du Congo et de la Belgique dans les articles 14, 15 et 16 du projet, la référence de M. LAHAYE à une note remise par un fonctionnaire au Ministre de la Justice); p. 619;

de STEXHE (déclare attendre la réponse du ministre à l'intervention du comte d'ASPREMONT LYNDEN); p. 619;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs; déclare ne pas accepter le reproche fait au gouvernement d'avoir voulu hâter le débat; traite notamment de l'application et de l'interprétation de l'article 7, du coût du projet n° 118, du reclassement des agents, de l'indemnité dégressive aux fonctionnaires qui se reclassent dans l'administration belge à l'échelon inférieur, du sort des agents restés en activité au Congo, du cas des agents des parastataux et de la situation des agents des parastataux encore en activité en Afrique); pp. 619 à 623;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT, HOUSIAUX, HOUARDY, LAHAYE, le comte d'ASPREMONT LYNDEN et HARMEGNIES; pp. 620 à 623;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 12.

Adoptés sans observations; pp. 640 à 645.

Art. 13.

Intervention de MM. HOUARDY, A. GILSON et HOUSIAUX; l'amendement de M. HOUARDY est retiré;

L'article est adopté; pp. 645, 646.

Art. 14 à 17.

Adoptés sans observations; pp. 646 à 648.

Art. 18.

Intervention de MM. de STEXHE, A. GILSON, HOUSIAUX et le PRESIDENT; l'amendement principal de MM. de STEXHE et le comte d'ASPREMONT LYNDEN est adopté; le premier amendement subsidiaire de MM. de STEXHE et le comte d'ASPREMONT LYNDEN est retiré; leur second amendement subsidiaire est adopté;

L'article ainsi amendé est adopté; pp. 648, 649.

Art. 19 et 20.

Adoptés sans observations; pp. 649, 650.

Art. 21.

Intervention de MM. de STEXHE et A. GILSON; observations de MM. ROLIN et VAN HOUTTE; l'amendement de MM. de STEXHE et le comte d'ASPREMONT LYNDEN est adopté;

L'article ainsi amendé est adopté; pp. 650, 651.

Affaires africaines. — PERSONNEL D'AFRIQUE
(suite).

Art. 22 et 23.

Adoptés sans observations; p. 651.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 651.

Vote (19 juillet 1961).

M. DIEPENDAELE justifie le vote de son groupe; observations de M. SLEDSSENS;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix contre 10 et 2 abstentions; pp. 651, 652.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

Projet de loi portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Doc. — N° 118: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 124: Rapport de M. Van Cauwelaert.

N° 125: Amendements proposés par M. Lahaye.

N° 126: Amendement proposé par M. Lahaye.

N° 128: Amendements proposés par M. Hougardy.

N° 129: Amendements proposés par M. Versé.

N° 131: Amendements proposés par M. de Stexhe.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du projet de loi portant certaines mesures en faveur des agents de complément de l'administration d'Afrique, des membres du personnel administratif, de maîtrise et spécialisé de l'université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi et du personnel laïc agrégé de l'enseignement libre au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, des membres du personnel d'Afrique du secteur parastatal ou assimilé et des agents temporaires de l'administration d'Afrique.

Discussion des articles (19 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations; pp. 623, 624.

Art. 6.

Intervention de MM. ORBAN, A. GILSON, m.i.f.p., VAN CAUWELAERT, VERMEYLEN, m.j., VERSE, le PRESIDENT, ROLIN, de STEXHE et HARMEGNIES; l'amendement de la commission est retiré;

L'article est adopté; pp. 624 à 628.

Art. 7.

Adopté sans observations; p. 628.

Art. 8.

Intervention de M. A. GILSON; l'amendement de M. HOUARDY est rejeté;

L'article est adopté; p. 629.

Art. 9.

Intervention de M. de STEXHE; l'amendement de MM. de STEXHE et le comte d'ASPREMONT LYNDEN est adopté;

L'article ainsi amendé est adopté; pp. 629, 630.

Art. 10.

L'amendement de M. HOUARDY est rejeté;

L'article est adopté; p. 630.

Art. 11.

Adopté sans observations; p. 630.

Art. 12.

Intervention de M. LAHAYE; les trois premiers amendements de M. LAHAYE sont rejetés; le quatrième amendement de M. LAHAYE est retiré;

Intervention de MM. A. GILSON et HOUARDY; la première partie de l'amendement de M. HOUARDY est retirée; la seconde partie de l'amendement de M. HOUARDY est rejetée;

L'article est adopté; pp. 630 à 632.

Art. 13 à 15.

Adoptés sans observations; pp. 632 à 634.

Art. 16.

Intervention de MM. LAUWEREINS et A. GILSON;

L'article est réservé; p. 634.

Art. 17 à 19.

Adoptés sans observations; pp. 634, 635.

Affaires africaines. — PERSONNEL D'AFRIQUE (suite).**Art. 20.**

L'amendement de M. HOUGARDY est rejeté ;
L'article est adopté ; p. 635.

Art. 21 et 22

Adoptés sans observations ; pp. 635, 636.

Art. 23.

Intervention de M. LAHAYE ; l'amendement de M. LAHAYE est rejeté ;

Intervention de MM. FLAMME et A. GILSON ;
L'article est adopté ; pp. 636, 637.

Art. 24 et 25.

Adoptés sans observations ; p. 637.

Art. 26.

Intervention de M. de STEXHE ; l'amendement de M. de STEXHE est adopté ;

L'article ainsi amendé est adopté ; p. 638.

Art. 27.

Adopté sans observations ; p. 638.

Art. 28.

Intervention de MM. VERSE et A. GILSON ; l'amendement de M. VERSE et consorts est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 638, 639.

Art. 29.

Adopté sans observations ; p. 639.

L'amendement de M. VERSE et consorts tendant à l'insertion d'un article 29bis est retiré ; p. 639.

Art. 30.

Adopté sans observations ; p. 639.

Art. 16 réservé.

Intervention de M. A. GILSON ;

L'article est adopté ; pp. 639, 640.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés ; p. 640.

Vote (19 juillet 1961).

M. DIEPENDAELE justifie le vote de son groupe ; observations de M. SLEDSSENS.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix contre 10 et 2 abstentions ; pp. 651, 652.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

RUANDA-URUNDI.**BUDGETS. — Exercice 1961.**

Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 122 : Exposé des motifs et projet de loi.

Affaires étrangères.**AGRICULTURE ET HORTICULTURE.****VIN.**

Projet de loi portant approbation de l'arrangement portant création, à Paris, d'un Office international du Vin, signé à Paris le 29 novembre 1924, et des décisions prises par le Comité créé en exécution de cet arrangement.

Doc. — N° 111 : Rapport de M. Chot.

Ann. — Discussion générale (19 juillet 1961).

Discours de M. CHOT, rapp. (concernant le double intérêt qu'a la Belgique d'être présente aux travaux de l'Office, l'absence de toute atteinte aux droits de la brasserie belge) ; p. 653 ;

Observation de M. ORBAN ; p. 653 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (19 juillet 1961).

Adopté sans observations ; p. 653.

Affaires étrangères. — AGRICULTURE ET HORTICULTURE (suite).**VIN (suite).****Vote (19 juillet 1961).**

L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix et 1 abstention ; pp. 658, 659.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ART DE GUERIR.

Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif à l'échange de substances thérapeutiques d'origine humaine, du Protocole et des Annexes au Protocole, signés à Paris le 15 décembre 1958.

Doc. — N° 37 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 juin 1961).

Adopté sans observations ; p. 389.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents ; p. 407.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE.

Ann. — Sont élus en qualité de délégués à l'Assemblée Parlementaire Européenne : MM. DE BLOCK, DEHOUSSE, TROCLET, P. DE SMET, DUVIEUSART, LEEMANS et MOTZ ; p. 33 (2 mai 1961).

BENELUX.**CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF.****Délégués belges.**

Ann. — MM. ADAM, DELPORT, MOREAU de MELEN, MUL-LIE, ORBAN, CROMMEN, CHOT, L. DESMET, MOULIN et WARNANT sont élus en qualité de membres effectifs du Conseil ; MM. NIHOUL, DE BOODT, LEEMANS, HAMB-YE, VERHAEST, BLOCK, ROELANTS, VAN BOGAERT, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et M. DE GRAUW sont élus en qualité de membres suppléants du Conseil ; p. 110 (16 mai 1961).

COMMUNICATIONS.**AVIATION.**

Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre la Belgique et la Suisse et de l'Annexe, signés à Berne le 24 mars 1960.

Doc. — N° 36 : Rapport de M. De Winter.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 juin 1961).

Adopté sans observations ; p. 388.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents ; p. 407.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CONSEIL DE L'EUROPE.

Projet de loi portant approbation du deuxième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Paris, le 15 décembre 1956.

Doc. — N° 21 : Rapport de M. Leynen.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 juin 1961).

Adopté sans observations ; p. 388.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents ; p. 407.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères (suite).

DROIT INTERNATIONAL PRIVE.

EXEQUATUR.

Projet de loi portant approbation de la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, signée à La Haye le 15 avril 1958.

Doc. — N° 112 : Rapport de M. Chot.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (19 juillet 1961).

Adopté sans observations ; p. 652.

Vote (19 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix et 1 abstention ; pp. 658, 659.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FINANCES.

ACCORD MONETAIRE EUROPEEN.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord Monétaire Européen et Annexe, signés à Paris, le 5 août 1955 ; b) Protocole d'application provisoire de l'Accord Monétaire Européen, signé à Paris, le 5 août 1955 ; c) Protocole additionnel n° 2 portant amendement à l'Accord Monétaire Européen, signé à Paris, le 27 juin 1958 ; d) Protocole additionnel n° 3 portant amendement à l'Accord Monétaire Européen, signé à Paris le 15 janvier 1960.

Doc. — N° 93 : Rapport de M. De Winter.

Ann. — *Discussion générale* (11 juillet 1961).

Discours de M. DE WINTER, rapp. (concernant la mise en vigueur de l'accord avant le vote par le Parlement, la liquidation de l'U.E.P.) ; p. 556 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (11 juillet 1961).

Adopté sans observations ; p. 556.

Vote (12 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 118 membres présents ; pp. 565, 566.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FORCES ARMEES.

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

Ann. — Six recommandations adoptées par l'Assemblée au cours de la première partie de sa septième session ordinaire qui s'est tenue à Londres du 29 mai au 1^{er} juin 1961. — Transmises par le Président de l'Assemblée ; p. 608 (19 juillet 1961).

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (O.C.D.E.).

Projet de loi portant approbation de la convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, des protocoles additionnels, du protocole relatif à la révision de la convention de Coopération économique européenne du 16 avril 1948 et du memorandum d'accord pour l'application de l'article 15 de la convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, signés à Paris, le 14 décembre 1960.

Ann. — L'urgence est décidée ; p. 653.

M. LEYNEN donne lecture de son rapport ; pp. 653, 654 (19 juillet 1961).

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (19 juillet 1961).

Adopté sans observations ; p. 654.

Vote (19 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix et 1 abstention ; pp. 658, 659.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères (suite).

PECHE.

Projet de loi portant approbation de la convention sur les pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est et de l'Annexe, signées à Londres le 24 janvier 1959.

Doc. — N° 38 : Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 juin 1961).

Adopté sans observations ; p. 389.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents ; p. 407.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Agents des pouvoirs publics. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

Agriculture.

ARBRES.

Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886, formant le Code rural.

Doc. — N° 86 : Proposition de loi de M. Uselding.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 537 (11 juillet 1961).

FONDS AGRICOLE.

Ann. — Rapport d'activité du Fonds agricole pour l'exercice 1960. — Transmis par le Ministre de l'Agriculture ; p. 25 (25 avril 1961).

SERVITUDES.

Proposition de loi relative à l'affranchissement des terres soumises aux servitudes de vaine pâture et de parcours.

Doc. — N° 11 : Proposition de loi de M. Van Hemelrijck.

N° 62 : Rapport de M. Sledsens.

N° 75 : Amendement proposé par M. Van Hemelrijck au texte présenté par la commission.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 110 (16 mai 1961).

Discussion générale (5 juillet 1961).

Intervention de MM. SLEDSSENS, rapp. (concernant l'amendement déposé par M. VAN HEMELRIJCK) et HEGER, m.a. ; p. 520 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 juillet 1961).

(Texte présenté par la commission).

Art. 1^{er}.

Adopté sans observations ; p. 520.

Art. 2.

Intervention de MM. HAMBYE et VAN HEMELRIJCK ; l'amendement de M. VAN HEMELRIJCK tendant à remplacer l'article 2 par un nouveau texte, est adopté ; pp. 520, 521.

L'article 2 amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; pp. 520, 521.

Vote (5 juillet 1961).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 103 voix et 2 abstentions ; pp. 531, 532.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Agriculture. — V. aussi Chasse.

Agriculture et horticulture. — V. Affaires étrangères.

Ajournement. — V. Chambres législatives-Sénat.

Aliénés.

Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1850, sur le régime des aliénés.

Doc. — N° 13 : Proposition de loi de M. Hambye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 218 (30 mai 1961).

Allocations familiales. — V. Sécurité sociale.**Anciens combattants. — V. Guerre.****Arbres. — V. Agriculture.****Armée.****CONTINGENT**

Projet de loi fixant pour l'année 1962 le contingent de l'armée.

Doc. — N° 155 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 164 : Rapport de M. Knops.

DEPENSES MILITAIRES.**COMMISSIONS DE CONTROLE.**

Proposition de loi concernant l'instauration d'un contrôle des dépenses militaires importantes.

Doc. — N° 27 : Proposition de loi de M. Flamme.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 242 (6 juin 1961).

MILICE.

Projet de loi modifiant les lois sur la milice.

Doc. — N° 18 : Projet réamendé par la Chambre des Représentants.

N° 28 : Rapport de M. Sledsens.

Ann. — Projet réamendé par la Chambre des Représentants ; p. 162 (24 mai 1961).

Discussion générale (7 juin 1961).

Discours de M. SLEDSSENS, rapp. (précise la portée du projet) ; p. 287.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 juin 1961).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations ; p. 287.

Vote (13 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix contre 1 ; p. 294.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Art de guérir. — V. Affaires étrangères.**Arts, sciences et lettres.****DROIT D'AUTEUR.**

Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.

Doc. — N° 133 : Proposition de loi de M. Derore.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 667 (10 octobre 1961).

Assemblée Parlementaire Européenne. — V. Affaires étrangères.**Aviation. — V. Affaires étrangères/Communications. — V. Communications.****B****Baux à loyer. — V. Droit civil.****Benelux. — V. Affaires étrangères.****Budgets. — Exercice 1961.****AFFAIRES AFRICAINES.**

Budget du Ministère des Affaires africaines pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 70 : Rapport de M. Housiaux.

Ann. — *Discussion générale (27 juin 1961).*

M. le PRESIDENT se réjouit de la libération des huit soldats belges qui étaient emprisonnés à Stanleyville ; p. 400.

Discours de MM. HOUSIAUX, rapp. (concernant la libération des huit soldats belges emprisonnés à Stanleyville ; la résolution du Conseil de sécurité de l'O.N.U. relative au retrait du Congo du personnel militaire et des conseillers politiques, l'accord conclu entre M. Kasavubu et le représentant de l'O.N.U. au Congo à propos de ce retrait ; le retrait d'officiers belges du Katanga, le rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies, la liquidation du ministère des Affaires africaines et la redistribution de ses diverses attributions, la nomination de trois fonctionnaires chargés de la rationalisation des services et organismes relevant du ministère des Affaires africaines et dont le maintien s'avère nécessaire, l'assistance culturelle, le sort des Belges rentrés du Congo, la politique gouvernementale tendant à favoriser la réconciliation au Congo, l'arrêté d'expulsion pris à l'égard d'un représentant du gouvernement de Stanleyville ; la résolution n° 1605 de l'O.N.U. relative au Ruanda-Urundi, l'obligation de procéder à une amnistie générale, le retour du Mwami Kigeri V, la participation des Nations Unies au maintien de l'ordre, la nécessité d'une politique concertée de l'Europe à l'égard des pays africains) ; pp. 401 à 404 ;

Observations de MM. SPAAK, v.p.m.m.a.étr., et DE WINTER ; pp. 402, 403 ;

VERMEYLEN, m.j. (concernant la mesure qui avait été prise à l'égard d'un citoyen congolais) ; pp. 407, 408 ;

GILLON (concernant la manifestation au retour des soldats belges emprisonnés à Stanleyville, les attaques dirigées contre la Belgique à l'O.N.U., l'attitude de l'U.R.S.S. et du Ghana, l'action de l'O.N.U. au Congo, l'inquiétude que suscite l'accession du Ruanda-Urundi à l'indépendance) ; pp. 408, 409 ;

GHEYSEN (concernant l'aide que les travailleurs indépendants rentrés du Congo attendent du gouvernement, le sort des planteurs, l'urgence de la création d'une coopérative agricole belge au Brésil, l'émigration en général) ; p. 409.

Reprise de la discussion générale (28 juin 1961).

Discours de MM. HOUARDY (concernant la libération des soldats belges emprisonnés à Stanleyville, la nomination de M. Stenmans, le sort des compatriotes revenus du Congo, la dette publique congolaise, les exportations vers le Congo, la fourniture de produits industriels dont le paiement serait différé, la dispersion des responsabilités ministérielles, le maintien de contacts étroits entre les nouveaux pays africains et l'Europe, la réalisation de l'Eurafric) ; pp. 430 à 432 ;

Observations de MM. DE WINTER, ORBAN, HOUSIAUX, SPAAK et VAN HEMELRIJCK ; pp. 430, 431 ;

VAN CAUWELAERT (concernant la dette congolaise, la liquidation du ministère des Affaires africaines, la reprise des relations diplomatiques avec le Congo, l'aide aux Belges revenus du Congo, le problème des cumuls de pensions et traitements, la libération des huit soldats emprisonnés à Stanleyville, l'enquête sur les circonstances qui ont abouti à l'arrestation de ces soldats, la situation au Ruanda, l'abandon du régime féodal, la nécessité d'un accord entre Bahutu et Batutsi à l'intervention du gouvernement belge) ; pp. 432 à 434 ;

Observation de M. HOUSIAUX ; p. 434 ;

SPAANK, v.p.m.m.a.étr. (concernant la libération des huit soldats belges emprisonnés à Stanleyville, l'enquête sur les circonstances de leur arrestation, les négociations qui ont abouti à leur libération ; la suppression du ministère des Affaires africaines, la répartition des attributions de ce ministère, la tâche de M. Stenmans, la réintégration du personnel belge d'Afrique, la situation au Ruanda-Urundi, le maintien de l'ordre lors des élections, la réconciliation au Congo, les rapports avec l'O.N.U.) ; pp. 448 à 451 ;

Budgets. — Exercice 1961. — AFFAIRES AFRICAINES (suite).

- Observations de MM. DIEPENDAELE et GILLON ; pp. 448 et 450 ;
- DIEPENDAELE (concernant la libération des soldats belges emprisonnés à Stanleyville, la mission humanitaire de deux délégués de la Volksunie au Congo en vue d'obtenir la libération des soldats, la manifestation au retour des soldats en Belgique, l'octroi d'un congé à ces soldats) ; pp. 451, 452 ;
- Observations de MM. VAN CAUWELAERT, DE WINTER, CROMMEN, DEKEYZER, VAN HOEYLANDT, DELOR, VAN BUGGENHOUT et TRAPPENIERS ; pp. 451, 452 ;
- SPAACK, v.p.m.m.a.étr. (concernant les négociations menées par le gouvernement précédent et le gouvernement actuel pour obtenir la libération des soldats emprisonnés à Stanleyville) ; pp. 452, 453 ;
- DIEPENDAELE (regrette les attaques lancées à la radiodiffusion-télévision contre la Volksunie) ; p. 453 ;
- Observation de M. DEKEYZER ; p. 453 ;
- LAHAYE (concernant la libération des huit soldats belges emprisonnés à Stanleyville, l'attitude de la Belgique envers la république du Congo, le sort du personnel belge au Congo, la situation des travailleurs indépendants revenus du Congo, l'exportation de biens de consommation vers le Congo, la situation au Ruanda-Urundi, l'élargissement des gouvernements actuels par l'entrée de l'opposition, le referendum sur le Mwami, l'armement inadéquat des soldats qui sont sur place, les problèmes à régler avant l'indépendance) ; pp. 453, 454 ;
- Observations de MM. HOUSIAUX et SPAACK ; p. 454 ;
- DE WINTER (concernant le règlement de fournitures belges faites au Congo, le paiement des rentes et le remboursement des emprunts conclus par la Belgique pour le Congo, la création d'une commission pour l'examen du problème) ; pp. 454, 455 ;
- MOREAU de MELEN (concernant la concentration d'effectifs militaires de l'O.N.U. en un point déterminé du territoire congolais, la discrimination établie par l'O.N.U. à l'égard de la Belgique, le maintien de l'ordre au Ruanda au moment des élections, la dernière résolution de l'O.N.U. sur le Ruanda) ; pp. 455, 456 ;
- HOUSIAUX (concernant les résolutions relatives au Ruanda adoptées par l'O.N.U., l'envoi d'une mission belge chargée de surveiller la manière dont vont se dérouler le referendum et les élections générales, la déclaration de M. Tshombé au sujet de la responsabilité des socialistes belges dans son arrestation à Coquilhatville) ; pp. 456, 457 ;
- de la VALLEE POUSSIN (concernant la situation au Parc Albert au Congo) ; p. 457 ;
- Observation de M. HOUSIAUX ; p. 457 ;
- SPAACK, v.p.m.m.a.étr. (répond aux orateurs, traite notamment de la reprise des relations diplomatiques avec le Congo, du statut du personnel belge au Congo, du rappel de personnes belges du Congo, du Ruanda-Urundi, des fournitures belges à payer par le Congo, des emprunts congolais, de la discrimination faite par l'O.N.U. à l'égard des Belges, de la répartition des attributions de l'ancien département des Affaires africaines en matière scientifique) ; pp. 457 à 459 ;
- Observations de MM. le PRESIDENT, LAHAYE et DE WINTER ; pp. 457, 458 ;
- La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (28 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 458.

Discussion des articles du projet de loi (28 juin 1961).

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; p. 459.

Vote (4 juillet 1961).

Le baron NOTHOMB justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix contre 1 et 17 abstentions ; p. 486.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Budgets. — Exercice 1961 (suite).

AGRICULTURE.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 19 : Rapport complémentaire de M. Heine.

Ann. — Discussion générale (25 mai 1961).

Discours de MM. MATERNE (concernant la rentabilité de l'agriculture, l'augmentation minime des revenus agricoles, la valorisation de l'écoulement de la production de froment indigène, la promotion de la consommation du beurre, la situation du Fonds agricole, le remembrement des terres, le mouvement coopératif agricole, la recherche scientifique, l'organisation des marchés) ; pp. 178 à 180 ;

HEGER, m.a. (concernant les prix pratiqués dans l'agriculture, la politique agricole offensive, l'abandon de l'autarcie, la conquête d'une place sur le marché international, la nécessité d'une spécialisation, la tâche de l'Institut économique agricole ; l'amélioration de la structure agricole, le remembrement et l'assainissement des terres ; la formation professionnelle, la recherche agricole, le Fonds d'investissement agricole) ; pp. 180 à 182 ;

Observations de MM. MATERNE et DE BLOCK ; pp. 181, 182 ;

DE BOODT (concernant la valorisation du froment et des céréales fourragères, l'octroi d'une ristourne aux éleveurs de volailles, la concurrence de l'élevage néerlandais sur le marché allemand ; l'encouragement de la production et de la vente de lait de qualité A et AA, la production de fromage, la fraude de beurre hollandais, la promotion de la consommation de beurre, l'assainissement des terres humides) ; pp. 182 à 186 ;

Observations de MM. le PRESIDENT, DE WINTER, SOBRY, DEKEYZER et SLEDSSENS ; pp. 182 à 185 ;

VANDER BRUGGEN (concernant la création d'un Fonds d'investissement agricole, le remembrement, la production laitière, la taxation de la margarine, la fraude de beurre ; les problèmes du froment et du houblon ; la lutte contre les épizooties, le prix des fermages) ; pp. 186, 187 ;

Observation de M. DE BOODT ; p. 186 ;

LAHAYE (concernant le problème du houblon, la création de coopératives de vente, le stockage en chambres frigorifiques, les importations et l'écoulement de la production indigène, les problèmes de la pêche maritime) ; pp. 187, 188 ;

MULLIE (concernant la culture du houblon, l'assainissement des terres de la vallée du Gaverbeek, le remembrement, les réquisitions de terrains agricoles, la politique des céréales) ; pp. 188, 189 ;

Observations de MM. SLEDSSENS, DE BOODT, DE BLOCK, DE WINTER et le PRESIDENT ; pp. 188, 189 ;

LACROIX (concernant la situation des agents qui ont été attachés à des parastataux et entrent au département de l'agriculture, l'emploi de chômeurs pour les travaux d'assainissement des terres) ; p. 189 ;

VANDENBUSSCHE (concernant les problèmes de l'orge de brasserie, l'octroi de primes, la recherche de débouchés sur le marché extérieur) ; pp. 189, 190 ;

BALTUS (concernant la situation des agriculteurs dans le pays de Herve, l'opportunité d'études scientifiques en vue de donner une orientation valable à l'économie du pays de Herve) ; pp. 190, 191 ;

DIEPENDAELE (concernant les problèmes de la culture houblonnière, les fonds promis pour la cueillette de 1960, l'octroi de crédits à bon marché, la réglementation du marché) ; pp. 191 à 193 ;

DE WINTER (concernant la nécessité d'un département bien étoffé, l'amélioration des terres, l'importation de farine de poisson) ; pp. 193, 194 ;

DEKEYZER (concernant les problèmes de la pêche maritime) ; p. 194 ;

SOBRY (concernant la nécessité d'assurer la parité de l'agriculture à l'égard de l'industrie, la politique agricole annoncée par le Premier Ministre, le problème de l'orge de brasserie, l'assainissement des terres hydromorphes, la lutte contre les épizooties, les expropriations) ; pp. 194 à 196 ;

DE BLOCK (concernant la nécessité d'une politique agricole offensive, le prix des fermages, le plan quinquennal, la création d'un bureau de programmation au département, la recherche de solutions par les intéressés, le problème du houblon, l'élevage et la production laitière) ; pp. 196, 197 ;

Observations de MM. DE WINTER et VAN CAUWELAERT ; p. 196 ;

Budgets. — Exercice 1961. — AGRICULTURE (suite).

HEGER, m.a. (répond aux orateurs; traite notamment de la pêche maritime, des problèmes du froment et des céréales secondaires, du houblon et de l'orge de brasserie, de la fraude de beurre, de la production de lait A et AA, du remembrement et de l'assainissement des terres, de la désignation d'un attaché agricole auprès du Marché commun); pp. 197 à 199;
Observations de M. DE WINTER; pp. 198, 199;
La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (25 mai 1961).

Intervention de M. le PRÉSIDENT (concernant la modification du texte du budget par la commission de l'Agriculture au cours de la précédente législature); p. 199.

Art. 1^{er} à 19.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 199.

Art. 20.

Intervention de MM. LEYSEN et HEGER; l'amendement de M. LEYSEN est adopté;

L'article, ainsi amendé, est adopté; pp. 200, 201.

Art. 21 à 27.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 201.

Art. 28.

L'amendement de M. LEYSEN est adopté;

Intervention de M. HEGER; l'amendement du gouvernement est adopté;

L'article, ainsi amendé, est adopté; pp. 201, 202;

Art. 29 à fin du tableau.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 202.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 203.

Discussion des articles du projet de loi (25 mai 1961).

Art. 1^{er} à 9.

Adoptés sans observations; pp. 203, 204.

Vote (30 mai 1961).

M. ORBAN justifie son vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix contre 2 et 18 abstentions; pp. 223, 224.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COMMUNICATIONS.

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 5-XVI: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale (7 juin 1961).

Discours de MM. BUSIEAU, m.p.t.t. (concernant l'importance des capitaux à investir, l'automatisation des téléphones, le déficit de l'administration des postes, les services prêtés à l'Etat sans rémunération, l'accroissement du trafic postal, les mesures nécessaires pour y faire face, la politique des bâtiments, de recrutement et de formation du personnel, les méthodes utilisées aux Postes, les relations publiques, les améliorations dans le fonctionnement de l'Office des Chèques postaux, la structure de l'administration des postes, les auxiliaires de la poste, l'automatisation du téléphone dans la région de Mouscron); pp. 266 à 268;

GILLON (concernant les retards considérables apportés à la première distribution du courrier); p. 268;

SIMOENS (concernant la liaison ferroviaire Bruges-Courtrai, la gare de Torhout, le manque de places assises dans les trains et autobus aux heures de pointe); pp. 268, 269;

DEKEYZER (concernant la révision du chapitre V de la loi unique, le nombre croissant d'accidents de la circulation, l'exploitation des chauffeurs professionnels, l'éclairage des routes, la ratification de la Convention de Genève de 1954 relative à la réglementation des transports, les problèmes des pêcheurs, la politique portuaire); pp. 269, 270;

DE BLOCK (concernant la scission du département, l'assurance d'un standard de vie convenable aux travailleurs des transports, les pensions à la S.N.C.B., la modernisation des chemins de fer, l'organisation de transports routiers par la S.N.C.B., la sécurité routière, l'organisation des transports

Budgets. — Exercice 1961. — COMMUNICATIONS (suite).

par la route, le problème de la navigation intérieure, la coordination des transports, le déficit des Postes, les rapports de l'administration des postes avec le public, la philatélie, la création d'une régie des postes, le problème de l'imprimerie nationale, l'automatisation des téléphones, les émissions de radio en fréquence modulée); pp. 270 à 274;

Observations de MM. VANDER BRUGGEN et BUSIEAU; p. 273;

SLEDSSENS (concernant les inconvénients du remplacement des chemins de fer vicinaux par des autobus sur la ligne Turnhout-Anvers, l'amélioration des liaisons téléphoniques dans le nord de la Campine); p. 274;

GOOSSENS (concernant la rationalisation des transports, l'amélioration de l'aéroport national); p. 274;

COPPENS (concernant divers problèmes intéressant le personnel des postes, l'électrification des lignes Bruxelles-Denderleeuw-Courtrai et Denderleeuw-Ath); pp. 274, 275;

PONTUS (concernant les revendications d'ordre professionnel du secteur cheminots de la C.G.S.P., le sort des veuves d'agents pensionnés); p. 275;

DERUELLES (concernant l'application du principe du minimum garanti, le problème de l'adaptation des pensions des anciens pensionnés aux barèmes fonctionnels actuellement applicables à la R.T.T. et à la S.N.C.B., la situation des veuves d'agents pensionnés); pp. 275, 276;

ROELANTS (concernant les conséquences du remplacement de trains par des autobus dans le nord de la province d'Anvers, le coût de ce remplacement, le prix payé au kilomètre aux exploitants d'autobus, le passage à la frontière hollandobelge); pp. 276, 277;

DIEPENDAELE (concernant les mauvais horaires dont pâtissent les travailleurs de la région d'Audenarde, Alost et Zottegem, les heures de service des gardes-convoi, l'électrification de la ligne Bruxelles-Courtrai, la concurrence entre les transports particuliers et la S.N.C.B., l'autoroute Anvers-France); pp. 277, 278;

BERTRAND, m.c. (répond aux orateurs; traite notamment des problèmes des chemins de fer, du rendement financier et commercial des divers trafics et du réseau, de la modernisation du matériel de traction, de l'électrification et de la diesellisation, de la mise hors service des voitures en bois, du matériel de transport de marchandises, de la simplification des lignes à trafic réduit, des réformes structurelles aux chemins de fer et de la diminution du personnel, du problème des pensions, de la normalisation des comptes, de l'amélioration des résultats d'exploitation de la S.N.C.B., de la ligne Ostende-Douvres, de l'extension de la flotte marchande, des problèmes de la pêche maritime et de la navigation intérieure, de la politique portuaire, de la situation de la Sabena, des aéroports de Deurne et Ostende, des transports routiers et de la sécurité routière, des conditions de transport des voyageurs en chemin de fer, de la ligne Bruges-Courtrai, des transports dans le nord de la Campine); pp. 278 à 284;

Observations de MM. COPPENS, JANSSEN, ADAM, TRAPPENIERS, VAN CAUWELAERT, DE BLOCK, SLEDSSENS et DEKEYZER; pp. 280 à 284;

BUSIEAU, m.p.t.t. (répond aux orateurs et traite de la distribution du courrier du matin, des services techniques de la radio et de la T.V., du déficit des Postes, des relations publiques de la poste, de l'imprimerie nationale, du téléx, de la péréquation des pensions des agents de la R.T.T.); pp. 284, 285;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT et ADAM; p. 284;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (7 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 285.

Discussion des articles du projet de loi (7 juin 1961).

Art. 1^{er} à 14.

Adoptés sans observations; pp. 285, 286.

Vote (13 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 108 voix contre 1 et 24 abstentions; p. 295.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — Exercice 1961 (suite).**COORDINATION DES REFORMES INSTITUTIONNELLES.**

Budget des Services du Ministre de la Coordination des réformes institutionnelles pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 32 : Rapport de M. Godin.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 371.

Discussion des articles du projet de loi (20 juin 1961).

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; p. 371.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 115 voix contre 2 et 20 abstentions ; pp. 406, 407.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

DEFENSE NATIONALE.

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 5-X : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale (28 juin 1961).

Discours du baron NOTHOMB (concernant la nécessité du rappel sur le territoire belge des forces d'intervention qui se trouvent en Allemagne, le danger de la guerre subversive) ; pp. 459, 460 ;

de MM. HOUARDY (concernant les économies sur le budget de la Défense nationale, la réduction de nos prestations à l'égard de l'O.T.A.N., l'achat des avions F 104 G, l'incorporation de la Belgique dans le pool de fabrication des avions, le sort des officiers) ; pp. 460, 461 ;

Observations de M. DE BOODT ; p. 461 ;

FLAMME (concernant les techniciens O.T.A.N., le logement des militaires en Allemagne, l'achat d'avions F 104 G, le contrôle des dépenses d'armement) ; pp. 461 à 463 ;

Observations de M. DE WINTER ; pp. 462, 463 ;

SEGRS, m.d.n. (répond aux orateurs ; traite notamment du problème de la stratégie de l'avant, des crédits supplémentaires pour la défense nationale, de l'achat des avions F 104 G, du contrôle des dépenses militaires) ; pp. 463 à 465 ;

Observations de M. VAN BUGGENHOUT ; p. 464 ;

LAHAYE (concernant l'achat de pièces détachées en trop grande quantité, le déclassement et la vente de ce matériel) ; p. 465 ;

DIEPENDAELE (concernant l'octroi d'un congé d'au moins deux mois aux soldats belges qui avaient été emprisonnés au Congo, l'équilibre linguistique dans le cadre des officiers) ; p. 465 ;

FLAMME (suggère que la commission de la Défense nationale étudie le problème du contrôle des dépenses militaires) ; p. 466 ;

SEGRS, m.d.n. (répond aux derniers orateurs) ; p. 466 ;

Observation de M. LAHAYE ; p. 466 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (28 juin 1961).

Titres I et III.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ;

Le vote sur les articles du titre II est réservé ; p. 466.

Discussion des articles du projet de loi (28 juin 1961).

Art. 1^{er} à 9.

Adoptés sans observations ; pp. 466, 467.

Art. 10.

L'article est réservé ; p. 466.

Art. 11 à 16.

Adoptés sans observations ; pp. 467, 468.

Discussion des articles réservés (4 juillet 1961).

Intervention de M. MACHTENS ;

Les articles du titre II du tableau et l'article 10 du projet sont adoptés (vote nominatif) ; pp. 485, 486.

Budgets. — Exercice 1961. — DEFENSE NATIONALE (suite).

Vote (4 juillet 1961).

Le baron NOTHOMB justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 131 voix contre 1 et 17 abstentions ; p. 486.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DOTATIONS.

Budget des Dotations pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 5-IV : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles du tableau (28 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 468.

Discussion de l'article unique du projet de loi (28 juin 1961).

Adopté sans observations ; p. 468.

Vote (4 juillet 1961).

Le baron NOTHOMB et M. DE BAECK justifient leur vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 4 abstentions ; pp. 486, 487.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

EMPLOI ET TRAVAIL.

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 5-XVIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale (20 juin 1961).

Discours de MM. DEKEYZER (concernant la sécurité du travail, le projet relatif aux garanties de sécurité que doivent présenter les machines, appareils et outils, l'inspection technique du travail, les barèmes des inspecteurs) ; pp. 364, 365 ;

SMET (concernant la mise au travail et la formation des handicapés, le recrutement d'un certain pourcentage de handicapés par les pouvoirs publics, la mise au travail d'ouvriers difficiles à placer, l'augmentation de l'intervention de l'Etat pour la mise au travail de chômeurs par les administrations publiques) ; pp. 365, 366 ;

DERUELLES (concernant l'accroissement du chômage, l'accroissement de la main-d'œuvre féminine, l'arrivée de nombreux jeunes travailleurs, les conséquences du renouvellement des méthodes de production pour les travailleurs âgés, la solution du problème par la réduction de la durée hebdomadaire du travail et la réduction de l'âge de la pension, la mise au travail des chômeurs, notamment par les pouvoirs publics, le problème des handicapés, la stabilité de l'emploi) ; pp. 366 à 368 ;

Observations de MM. SERVAIS, m.e.t., HARMEGNIES et DE WINTER ; pp. 367, 368 ;

JENNARD (concernant la situation des jeunes travailleurs qui fréquentent les écoles industrielles, l'apprentissage) ; p. 368 ;

SERVAIS, m.e.t. (répond aux orateurs ; traite notamment de la sécurité du travail, l'inspection technique, du problème des handicapés, de la mise au travail des chômeurs et de la réglementation du chômage, de la situation des jeunes travailleurs qui suivent les cours du soir, de l'apprentissage, de la réadaptation professionnelle) ; pp. 368 à 370 ;

Observations de MM. VAN CAUWENBERGHE, HARMEGNIES, DERUELLES et GODIN ; pp. 368 à 370 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 370.

Discussion des articles du projet de loi (20 juin 1961).

Art. 1^{er} à 6.

Adoptés sans observations ; pp. 370, 371.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 115 voix contre 2 et 20 abstentions ; pp. 406, 407.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — Exercice 1961 (suite).**FONCTION PUBLIQUE ET AFFAIRES CULTURELLES.**

Budget du Ministre de la Fonction publique et du Ministre Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 47 : Rapport complémentaire de M. Block (Crédits : Affaires culturelles).

N° 56 : Rapport de M. Sledsens (Crédits : Fonction publique).

Ann. — Discussion générale jointe à celle du budget du Ministère de l'Instruction publique, en ce qui concerne les Crédits « Affaires culturelles », et à celle du budget du Ministère de l'Intérieur en ce qui concerne les Crédits « Fonction publique ».

Discussion des articles du tableau (20 juin 1961).

Art. 1^{er} à 18.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 387.

Art. 19.

L'amendement du gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 387, 388.

Art. 20 à fin du tableau.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 388.

Discussion de l'article unique du projet de loi (20 juin 1961).

Adopté sans observations ; p. 388.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 115 voix contre 2 et 20 abstentions ; pp. 406, 407.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

GENDARMERIE.

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 5-XI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale (30 mai 1961).

Discours de MM. GILLON (justifie l'abstention du groupe libéral et exprime l'admiration du groupe pour la gendarmerie qui a préservé la liberté du travail) ; p. 236 ;

VANDENBERGHE (concernant une augmentation de l'effectif de la gendarmerie, la police de la circulation routière, les problèmes sociaux dus à la mise à la pension prématurée des gendarmes, le logement des gendarmes) ; pp. 236, 237 ;

DESMET L. (concernant le recrutement des gendarmes suppléants) ; p. 237 ;

SEGGERS, m.d.n. (répond aux orateurs et traite des tâches de la gendarmerie, de l'âge de mise à la pension, du logement des gendarmes, de la gendarmerie suppléante) ; pp. 237, 238 ;
La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (30 mai 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 238.

Discussion des articles du projet de loi (30 mai 1961).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations ; p. 238.

Vote (6 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 120 voix contre 2 et 11 abstentions ; p. 247.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 49 : Rapport de M. Vandekerckhove + Annexes.

Ann. — Discussion générale (13 juin 1961).

Discussion jointe des crédits relatifs aux Affaires culturelles contenus dans le budget du Ministre de la Fonction publique et du Ministre Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles pour l'exercice 1961.

Discours de MM. LAROCK, m.é.n.c. (concernant la dualité de dénomination du département de l'Education nationale et de la Culture, la dualité de sa direction, l'application du pacte scolaire, le coût de cette application, les nouvelles constructions scolaires, le planning nécessaire, la rationalisation nécessaire ;

Budgets. — Exercice 1961. — INSTRUCTION PUBLIQUE (suite).

l'octroi des « avantages sociaux » aux enfants des écoles primaires de l'Etat, les fournitures classiques dans les écoles subventionnées ; l'enseignement spécial pour les enfants inadaptés ; la rationalisation et le reclassement des écoles techniques ; la prolongation de la scolarité, la réforme de la structure de l'enseignement secondaire, la pratique renforcée de l'éducation physique ; l'expansion démocratique de l'enseignement, l'accès aux plus hautes études pour les plus aptes, le cloisonnement entre les enseignements moyen et technique, la formation des maîtres, le statut du personnel enseignant) ; pp. 307 à 310 ;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, MOUREAUX et de la VALLEE POUSSIN ; pp. 307 à 310 ;

VAN ELSLANDE, m.adj.é.n.c. (concernant l'équipement matériel de nos instituts de radio et télévision, la réception des émissions de radio et de télévision sur l'ensemble du territoire, l'amélioration et le renouvellement des studios régionaux, l'amélioration des programmes, la télévision scolaire, la télévision commerciale, l'intégration des émissions de radio et de télévision dans l'éducation populaire, les problèmes que pose l'éducation populaire quant au financement, à la structure et aux cadres) ; pp. 310 à 312.

Reprise de la discussion générale (14 juin 1961).

Discours de MM. VANDEKERCKHOVE, rapp. (concernant la comparaison entre les chiffres du budget originaire de 1960 et du budget de 1961, la discussion des crédits supplémentaires relatifs à l'enseignement en commission de l'Education nationale ; le développement démographique, la diminution du nombre de classes du 4^e degré, le développement de l'enseignement supérieur, la rationalisation nécessaire en particulier dans l'enseignement moyen et technique) ; pp. 314, 315 ;

Observations de MM. JESPERS et le PRESIDENT ; p. 315 ;

MOUREAUX (concernant le partage des attributions au sein du département de l'Education nationale, l'application du pacte scolaire, la rationalisation de l'enseignement, la réforme des études, la création d'une école normale supérieure, la démocratisation des études, le paiement des appointements au personnel enseignant qui a participé à la récente grève, la modification des lois universitaires votées sous la précédente législature) ; pp. 315 à 317 ;

Observations de MM. MOULIN, NOEL, FLAMME, HARMENGNIES et LAROCK ; pp. 315 à 317 ;

ROLIN (concernant le statut des kinésithérapeutes travaillant dans l'enseignement pour enfants paralytiques cérébraux) ; p. 317 ;

VAN HEMELRIJCK (concernant les compétences respectives des deux ministres, la conception du ministre en matière de neutralité de l'enseignement de l'Etat ; l'augmentation inquiétante du budget de l'Education nationale, la nécessité d'une rationalisation, la multiplication du nombre des centres d'orientation scolaire, le transport des élèves, la multiplication d'établissements nouveaux, la nécessité d'un plan d'extension des réseaux d'enseignement) ; pp. 317, 318 ;

Observations de M. HARMENGNIES ; pp. 317, 318 ;

GOOSSENS (concernant les nominations superflues qui ont été faites dans l'enseignement de l'Etat par le précédent ministre) ; p. 318 ;

Observations de MM. JESPERS et DE WINTER ; p. 318 ;

VANDERMEULEN (concernant la coopération scolaire, l'inspection médicale scolaire, les revendications de la C.G.S.P. pour le personnel enseignant, administratif et auxiliaire, l'enseignement maternel, l'éducation populaire) ; pp. 321, 322 ;

VANAUDENHOVE (concernant la nécessité d'améliorer les bâtiments des écoles de l'Etat, l'insuffisance des crédits de 1948 à 1954, la création d'un grand nombre de nouvelles écoles depuis 1955, la nécessité d'une rationalisation, la révision du pacte scolaire, l'utilisation de bâtiments provisoires, le transfert du service des bâtiments scolaires au ministère de l'Instruction publique) ; pp. 322 à 324 ;

Observations de M. VAN HEMELRIJCK ; p. 323 ;

GODIN (concernant l'attitude du ministre à l'égard de la grève des enseignants, la déclaration faite en 1948 par M. Huysmans, à l'époque Ministre de l'Instruction publique, au sujet de la grève des enseignants) ; p. 324 ;

Observation de M. BENOIT ; p. 324 ;

JENNARD (concernant la création d'écoles de pré-éducation, le cas des retardés pédagogiques, la constitution de cycles parallèles, le déchet dans l'enseignement secondaire, la nécessité d'une réforme de l'enseignement) ; pp. 324, 325 ;

Observations de MM. le PRESIDENT et LAROCK ; p. 325 ;

Budgets. — Exercice 1961. — INSTRUCTION PUBLIQUE (suite).

- GEORGE (concernant le cours de morale laïque, le régime de pensions des membres du personnel enseignant provincial, la dualité des chefs du département, la sanction d'activités de propagande contraires au pacte scolaire, le droit de grève du personnel enseignant) ; pp. 325, 326 ;
- Observations de MM. LAROCK et VAN HEMELRIJCK ; p. 326 ;
- HARMEGNIES (concernant le paiement des frais de fonctionnement aux communes et le remboursement à celles-ci des avances faites pour le paiement des suppléments aux instituteurs communaux) ; p. 326 ;
- HANOTTE (concernant la question des constructions scolaires, le contrôle des subsides accordés à l'enseignement subventionné, la rationalisation de l'enseignement technique, la création de sections nouvelles à l'Institut polytechnique de Mons) ; pp. 326, 327 ;
- STUBBE (concernant l'organisation des services d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux, la promotion de l'enseignement technique) ; pp. 327, 328 ;
- NOEL (concernant l'augmentation du budget de l'Education nationale, l'insuffisance des traitements des enseignants, la dualité à la direction du département ; l'application du pacte scolaire, le contrôle de l'utilisation des subventions, la démocratisation des études, la revalorisation de l'enseignement technique, le problème du 4^e degré, l'enseignement à horaire réduit, les normes de population ; les revendications du personnel enseignant affilié à la C.G.S.P. : suppression des titres IV et V de la loi unique et valorisation morale et matérielle de toutes les fonctions enseignantes ; l'envoi de trois inspecteurs belges au Katanga) ; pp. 328 à 331 ;
- Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, LAROCK, HOUSSIAUX et GILLON ; pp. 328 à 331 ;
- MOUREAUX (concernant l'envoi d'un inspecteur belge au Katanga) ; pp. 331, 332 ;
- Observations de MM. NOEL et le PRESIDENT ; pp. 331, 332 ;
- FLAMME (concernant la formation d'économistes et intendants, l'emploi des intendants diplômés formés dans les écoles d'Irchonwelz et de Wemmel ; l'octroi d'un statut au personnel enseignant) ; pp. 332, 333 ;
- Observation de M. LAROCK ; p. 332 ;
- DELBOUILLE (concernant la direction bicéphale du département, les conseils culturels, la lenteur des constructions scolaires, la situation des pensionnés de l'enseignement technique provincial, le crédit pour le Musée de la Vie wallonne, la subvention aux théâtres de comédie, la rationalisation de l'enseignement, la révision des barèmes du personnel enseignant de l'Etat, le problème des humanités, la révision des programmes et des méthodes de l'université, l'autonomie des universités) ; pp. 333, 334 ;
- Observation de M. JANNE ; p. 334 ;
- SLEDSSENS (concernant l'aide aux sociétés de musique, de chant et de théâtre amateur, la situation d'un licencié en histoire de l'art enseignant l'histoire musicale dans une académie communale de musique, les abus en matière de droits d'auteur) ; p. 334 ;
- ROELANTS (concernant la nécessité d'une coordination dans le domaine des constructions scolaires, la responsabilité de la construction d'écoles, les salles de gymnastique dans les écoles) ; pp. 334, 335 ;
- DE BLOCK (concernant le contrôle des services techniques de la radio-télévision, la concession des émetteurs en fréquence modulée, les dépenses faites pour l'envoi de correspondants de la radio à l'étranger, les émissions de télévision commerciales, le problème des loisirs, les bibliothèques publiques, l'université européenne) ; pp. 335 à 337 ;
- Observations de M. VAN ELSLANDE ; p. 336 ;
- de la VALLEE POUSSIN (concernant l'opportunité d'un plan de développement pour l'ensemble des problèmes de l'enseignement et de l'éducation, les subventions aux théâtres, l'établissement des nouveaux bâtiments de la R.T.B. sur la plaine d'Etterbeek) ; pp. 337, 338 ;
- Observation de M. DE BLOCK ; p. 337.

Reprise de la discussion générale (15 juin 1961).

Discours de MM. JANNE (concernant le partage de la gestion du département, la séparation des attributions de la recherche scientifique entre deux autorités ministérielles, la concentration du budget de la recherche scientifique au Ministère de l'Education nationale ; le rattachement au Ministère de l'Education nationale de la direction générale de l'enseignement et

Budgets. — Exercice 1961. — INSTRUCTION PUBLIQUE (suite).

- de la recherche scientifique de l'ancien Ministère des Affaires africaines, la prévision des besoins en « man power », la programmation de l'enseignement, la création d'une université à Anvers ; la création de centres d'études spécialisés à Anvers et dans le Hainaut, la rationalisation nécessaire de nos réseaux d'enseignement, le développement de l'enseignement post-gradué dans nos universités) ; pp. 340 à 344 ;
- Observations de M. LEYNEN ; p. 342 ;
- HENCKAERTS (concernant la réduction de certaines dépenses de l'enseignement de l'Etat, la liaison de cette réduction à une réduction des subsides à l'enseignement libre) ; p. 344 ;
- MOLTER (concernant la création d'une université à Anvers) ; p. 344 ;
- LEYNEN (concernant l'essaimage régional des universités existantes) ; pp. 344, 345 ;
- LAROCK, m.é.n.c. (répond aux orateurs et traite notamment des constructions scolaires, de l'application du pacte scolaire, des statistiques en matière d'enseignement universitaire, de la grève des enseignants, du contrôle des subsides, du statut des intendants dans les établissements d'enseignement de l'Etat, de la multiplication des centres médico-psycho-sociaux, du problème du transport des écoliers, de la structure du département, des compétences respectives des deux ministres, des principes en matière de nominations dans l'enseignement de l'Etat, de la notion de neutralité dans l'enseignement, du statut de la politique scientifique, de l'assistance culturelle aux pays en voie de développement, de la liaison avec les services de programmation générale, de l'exécution du pacte scolaire) ; pp. 345 à 349 ;
- Observations de MM. MOUREAUX, P. DE SMET, DE WINTER, NOEL, HARMEGNIES, VAN CAUWELAERT, VAN HEMELRIJCK, LEYNEN, ADAM, MOULIN et R. HOUBEN ; pp. 345 à 348 ;
- VAN ELSLANDE, m.adj.é.n.c. (répond aux orateurs et traite des problèmes de l'éducation populaire, du droit d'auteur, de la radio-télévision, de la construction de nouveaux studios de la R.T.B. à la plaine des manœuvres d'Etterbeek) ; pp. 349, 350 ;
- Observations de MM. DE BLOCK et GOOSSENS ; p. 349 ;
- La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (15 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 350.

Discussion des articles du projet de loi (15 juin 1961).

Art. 1^{er} à 16.

Adoptés sans observations ; pp. 350 à 352.

Vote (15 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 104 voix contre 1 et 22 abstentions ; p. 352.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

INTERIEUR.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 5-VIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — *Discussion générale (20 juin 1961).*

Discussion générale jointe du Budget du Ministre de la Fonction publique et du Ministre Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles pour l'exercice 1961 (Crédits : Fonction publique).

Discours de MM. A. GILSON, m.i.f.p. (concernant l'assainissement des finances communales, les mesures prévues dans la loi unique, les mesures envisagées pour la restitution d'un milliard aux communes, la fixation de la quote-part des Fonds des communes dans les impôts de l'Etat à un huitième, le maintien du principe de l'extension du pouvoir fiscal des communes, l'apurement des déficits du passé par des emprunts de consolidation, l'assouplissement de la tutelle administrative, le problème des cadres et barèmes communaux, la modification du titre IV de la loi unique, le problème de la déconcentration des pouvoirs) ; pp. 373 à 376 ;

Observations de MM. HARMEGNIES et REMSON ; pp. 374, 375 ;

HARMEGNIES (concernant la restitution d'un milliard aux communes, la liquidation des frais de fonctionnement des écoles aux communes en vertu du pacte scolaire, l'emploi de

Budgets. — Exercice 1961. — INTERIEUR (suite).

- chômeurs pour l'exécution de certains travaux communaux, l'assainissement des finances communales); pp. 376, 377;
- Observations de MM. HAMBYE, REMSON et A. GILSON; p. 376;
- SLEDESENS, rapp. (concernant l'épuration administrative, la charge de l'entretien des tribunaux de police, les problèmes de la fonction publique, la dépolitisation de l'administration); pp. 377, 378;
- de STEXHE (concernant la question linguistique, la fixation définitive de la frontière linguistique, le problème linguistique de la périphérie bruxelloise, les solutions adoptées dans certaines communes situées sur la frontière linguistique, le non-aboutissement de solutions autoritaires, le dépôt d'un projet tendant à résoudre la question linguistique sans création d'une nouvelle commission spéciale; le problème du maintien de l'ordre, la condamnation de la grève politique, les engagements gouvernementaux en la matière, la garantie de la liberté de travail); pp. 378 à 380;
- Observations de M. VAN CAUWELAERT; pp. 378, 379;
- DELIEGE (concernant l'organisation des services de protection contre l'incendie, la décentralisation des pouvoirs); pp. 380, 381;
- BONJEAN (concernant les pertes subies par les communes depuis la création du Fonds des communes, les charges croissantes des communes boraines, la diminution des rentrées fiscales de ces communes); p. 381;
- LAUWEREINS (concernant la suppression des crédits prévus pour la reconstruction d'une école technique officielle neutre); p. 382;
- TRAPPENIERS (concernant les cadres et barèmes communaux, la déconcentration, la protection civile, les taxes rémunératoires, le problème linguistique, le cas de Zaventem, le maintien de l'ordre); pp. 382, 383;
- A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs; traite notamment de l'épuration administrative, de l'organisation des services d'incendie, de l'assainissement des finances communales et de la responsabilité communale, de la déconcentration des pouvoirs, du problème linguistique, du maintien de l'ordre, de la réforme administrative); pp. 384 à 386;
- Observation de M. LAUWEREINS; p. 384;
- La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 386.

Discussion des articles du projet de loi (20 juin 1961).

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations; pp. 386, 387.

Vote (27 juin 1961).

M. SLEDESENS justifie son vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 115 voix contre 2 et 20 abstentions; pp. 406, 407.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

JUSTICE.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1961.

Ann. — Discussion générale (16 mai 1961).

- Discours de MM. GILLON (expose le point de vue du groupe libéral en ce qui concerne les votes sur les budgets); p. 110;
- VANDEKERCKHOVE (concernant les crimes commis par des malfaiteurs en liberté provisoire, la loi Lejeune, la procédure de libération conditionnelle, l'amélioration de la loi, l'information insuffisante des commissions administratives des prisons, la communication aux dites commissions des conditions mises à la libération, la personnalisation de ces conditions, la concurrence d'une procédure de libération conditionnelle et d'une mise en liberté provisoire, le contrôle de l'application des conditions, la prolongation de la durée de la période d'essai prévue dans la loi Lejeune); pp. 110 à 112;
- ROLIN (concernant le projet de réforme de la procédure judiciaire, la réforme de l'article 123sexies, la révision de la loi sur l'alcool, les problèmes de la tutelle des enfants, la protection de l'enfance malheureuse, la surveillance des homes privés, les homes de semi-liberté, la probation, la protection des malades mentaux, les problèmes des réfugiés, la participation de fonctionnaires du département à des conférences internationales); pp. 112 à 114;

Budgets. — Exercice 1961. — JUSTICE (suite).

- Observations de MM. ORBAN, de STEXHE, LILAR et MACHTENS; pp. 112, 113;
- de STEXHE (concernant la probation, l'application de l'article 13 de la loi sur l'assurance obligatoire en matière automobile, la réforme de la procédure, la liquidation des séqueles des grèves, l'usage des prérogatives de l'exécutif dans ce domaine); pp. 114 à 116;
- Observations de M. GEORGE; p. 115;
- VERMEYLEN, m.j. (répond aux orateurs, traite notamment de la réforme de la procédure judiciaire, la délinquance juvénile, l'article 123sexies, la loi sur l'alcool; des problèmes de l'enfance, de l'institut de Tournai pour malades mentaux, la participation aux conférences internationales, la procédure de libération conditionnelle, la libération provisoire des détenus pour faits de grève, la jurisprudence en la matière, du précédent de 1936); pp. 116 à 118;
- Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, HOUSIAUX, DE BAECK, ORBAN et le PRESIDENT; pp. 116 à 118;
- LILAR (concernant la protection de l'enfance, la probation, les barèmes dans la magistrature, la réforme de la procédure, la libération provisoire de condamnés pour faits de grève); pp. 118 à 120;
- Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, ORBAN, ROLIN, VERMEYLEN et VANDEKERCKHOVE; pp. 119, 120;
- DUA (concernant la disproportion entre le nombre des magistrats en région flamande et leur nombre dans la partie wallonne du pays, le régime de semi-liberté pour les détenus); pp. 120, 121;
- Observations de MM. le PRESIDENT et VERMEYLEN; p. 121;
- SLEDESENS (concernant la réforme des justices de paix, leur répartition, la fusion et le dédoublement de justices de paix, leur localisation au centre du ressort, l'extension de la compétence du juge de paix, la situation du personnel des greffes, les statistiques relatives à l'activité des justices de paix; la libération conditionnelle, la réintégration des anciens détenus dans la société, l'activité du « Bond zonder Naam » en faveur des anciens détenus); pp. 121 à 123;
- Observation de M. VERMEYLEN; p. 122;
- DUIVEUSART (concernant le reclassement des magistrats venant du Congo); p. 123;

Reprise de la discussion générale (17 mai 1961).

- Discours de MM. GENDEBIEN (concernant le sort des délinquants occasionnels, l'instauration de la probation, le problème du travail des détenus, la réforme de la loi sur la protection de l'enfance); pp. 126, 127;
- CHOT (concernant la réforme de la procédure civile et de l'organisation judiciaire, la loi sur la protection de l'enfance, la situation des établissements de défense sociale, la politique de clémence pour les faits de grève, la répression exceptionnelle des délits de grève); pp. 127 à 129;
- Observations de MM. MERCHERS, VERSE, REMSON, de STEXHE, DE BAECK, ORBAN, OBLIN et MOULIN; pp. 128, 129;
- ORBAN (concernant le paiement de la pension d'invalidité au détenu invalide de guerre bénéficiant d'une mesure de clémence, la réforme des régimes matrimoniaux, les libérations de grévistes et l'opposition socialiste à une limitation du droit de grève); pp. 129, 130;
- Observations de MM. CROMMEN et VERMEYLEN; p. 130;
- VERSE (concernant le reclassement des magistrats de l'ex-Congo belge); p. 131;
- MOREAU de MELEN (concernant la propriété morale de la rue, la dispense du stage notarial pour les avocats rentrés du Congo désireux d'entrer dans le corps notarial); p. 131;
- DE BAECK (concernant la comparaison entre les incidents de 1955 et les sabotages de décembre et janvier derniers; la mise en liberté provisoire, l'absence de contrôle en la matière, les statistiques en matière d'activité judiciaire, les nominations dans la magistrature, la circulaire ministérielle interdisant l'appel à une intervention politique, l'expérience du Conseil supérieur de la magistrature en France); pp. 131 à 133;
- Observation de M. ROLIN; p. 132;
- PONTUS (concernant le problème de la minorité d'expression allemande); p. 133;
- VERMEYLEN, m.j. (répond aux orateurs et traite de la participation de fonctionnaires du département à des conférences internationales, la réforme des justices de paix, la réintégra-

Budgets. — Exercice 1961. — JUSTICE (suite).

tion des détenus, la probation, la révision de la loi sur la protection de l'enfance, du reclassement des magistrats et avocats revenus du Congo, de la propreté morale de la rue, du droit de grâce et de la libération provisoire, du paiement des pensions d'invalidité à des anciens détenus, des régimes matrimoniaux, du droit de grève, des incidents de 1955, des délinquants occasionnels, du caractère économique et politique des grandes grèves, des nominations dans la magistrature); pp. 133 à 136;

Observations de MM. ROLIN, MOREAU de MELEN, DE BAECK, ORBAN, DE BOODT, DE WINTER; pp. 133 à 136;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (17 mai 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 136.

Discussion des articles du projet de loi (17 mai 1961).

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations; pp. 136, 137.

Vote (18 mai 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix contre 2 et 33 abstentions; pp. 148, 149.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PENSIONS.

Budget des pensions pour l'exercice 1961.

Ann. — Discussion générale (24 mai 1961).

Discours de MM. CHOT (concernant l'âge de la mise à la retraite des préposés des douanes, la situation de nombreux vérificateurs francophones dont l'avancement est stoppé parce qu'ils sont unilingues); p. 175;

TIELEMANS, m.adj.f. (répond à M. CHOT); pp. 175, 176;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (24 mai 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 176.

Discussion de l'article unique du projet de loi (24 mai 1961).

Adopté sans observations; p. 176.

Vote (25 mai 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 120 voix et 18 abstentions; p. 182.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PREVOYANCE SOCIALE.

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1961.

Ann. — Discussion générale (17 mai 1961).

Discours de MM. R. HOUBEN (concernant la programmation sociale générale; l'Institut national de la sécurité sociale, son autonomie, sa gestion, sa mission; le problème des pensions, le financement, la nécessité de réserves, l'âge de la pension; la réforme de l'assurance maladie-invalidité, les raisons de l'accroissement des charges, la collaboration des médecins; le problème de l'assurance chômage, le besoin de progrès social); pp. 137 à 141;

Observations de MM. VANDEPUTTE, MOULIN, SMET et REMSON; pp. 139, 140;

MOULIN (concernant le Fonds des handicapés, la refonte de la législation sur les maladies professionnelles, l'augmentation des pensions, la simplification de la procédure administrative d'examen des dossiers de pension, la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux pensionnés, l'unification des caisses d'allocations familiales); pp. 141, 142.

Reprise de la discussion générale (18 mai 1961).

Discours de MM. VANDEPUTTE (concernant le problème de la sécurité sociale des indépendants, la réforme du régime des allocations familiales pour indépendants, les critiques formulées à l'égard du système de cotisation, du champ d'application et de la différence entre le montant des allocations allouées aux salariés et aux indépendants; les remèdes: augmentation de l'intervention de l'Etat, augmentation des

Budgets. — Exercice 1961. — PREVOYANCE SOCIALE (suite).

cotisations, meilleure répartition des allocations); pp. 144 à 146;

Observations de MM. SOBRY et VANDER BRUGGEN; pp. 144, 145;

MERCHIERS (concernant la politique de progrès social que préconise le parti libéral, la nécessité des contacts entre milieux patronaux et syndicats; la table ronde chargée d'examiner l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, le timing des travaux de cette table ronde; l'augmentation des pensions de vieillesse, son financement, la perte de cotisations due aux grèves de décembre et janvier); pp. 146, 147;

Mlle DRIESSEN (concernant le paiement des allocations familiales pour des enfants placés dans des institutions, la confusion qui règne quant à la détermination des ayants droit et du montant des allocations, l'accélération de l'examen du projet de loi en la matière); pp. 147, 148;

M. BONJEAN (concernant l'âge d'octroi de la pension aux travailleurs des industries insalubres, l'examen des dossiers de pension, la preuve des années de travail, le cas des frontaliers et de leurs veuves, la situation financière des caisses de pensions de vieillesse des mineurs, la situation faite aux veuves d'ouvriers mineurs, la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux pensionnés, l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, le principe de la responsabilité de gestion des organismes assureurs); pp. 149 à 151.

Reprise de la discussion générale (24 mai 1961).

Discours de MM. JANNE (concernant l'instauration d'un régime de sécurité sociale en faveur des étudiants de l'enseignement supérieur, la recommandation de la Commission nationale des sciences en la matière, le projet de la Commission Cox et la proposition de loi de M. Jeunehomme, la charge qui résulterait de l'instauration du régime); pp. 162, 163;

Observations de MM. DEHOUSSE et de STEXHE; p. 163;

SMET (concernant les problèmes de la famille, la nécessité de songer plus spécialement aux familles nombreuses à l'occasion d'une meilleure répartition des ressources de la sécurité sociale, l'étude du professeur Coetsier sur l'enseignement moyen et universitaire, l'augmentation de l'allocation familiale à partir du troisième enfant, le paiement de l'allocation après l'âge de 21 ans; les pensions, l'exercice d'une activité professionnelle après la mise à la pension, la gratuité des soins de santé pour les pensionnés, la réforme de la réglementation du chômage); pp. 163 à 165;

Observations de M. LEBURTON, m.p.s.; p. 165;

DERUELLES (concernant la crise organique de la sécurité sociale, la liaison de la sécurité sociale à l'économie du pays, l'assurance d'un fonctionnement régulier du régime de la sécurité sociale dans l'avenir; la nécessité d'une coordination, l'unification de la législation, la suppression des sanctions pénales dans les dispositions d'ordre social, l'organisation du contrôle, l'instauration de juridictions du travail); pp. 165, 166;

Observations de M. ORBAN; p. 166;

MAÏSSE (concernant le problème des allocations familiales, la majoration des allocations de naissance; la diminution du nombre de travailleurs indépendants cotisants, la situation des administrateurs de sociétés non rémunérés, l'augmentation des cotisations, le financement de l'augmentation des pensions ouvrières); pp. 166, 167;

DE VUYST (concernant la réforme de l'assurance maladie-invalidité, l'insuffisance de l'assurance actuelle, la création d'un service national de santé, le droit à la santé, la situation difficile de l'assurance libre, les subventions de l'Etat à cette assurance); pp. 167, 168;

VAN CAUWELAERT (concernant les allocations familiales pour enfants abandonnés); pp. 168, 169;

VANDER BRUGGEN (concernant le paiement régulier des pensions, le droit des anciens combattants à la pension anticipée, le sort des malades et invalides tombant sous le régime de l'indemnisation ordinaire); p. 169;

ROOSENS (concernant les principes de base d'une réorganisation de l'assurance maladie-invalidité, les abus, la nécessité d'un contrôle absolument indépendant, certaines mesures envisagées à la conférence tripartite de l'assurance maladie-invalidité); pp. 169, 170;

Observations de M. DEVUYST; p. 170;

LEBURTON, m.p.s. (répond aux orateurs; traite de sa philosophie de la politique sociale, la programmation sociale, la coordination sociale, du progrès social en faveur de tous les

Budgets. — Exercice 1961. — PREVOYANCE SOCIALE (suite).

travailleurs ; concernant la transformation de l'O.N.S.S. en un Institut de sécurité sociale, l'assurance maladie-invalidité, les allocations familiales, l'augmentation des pensions, les retards dans l'examen des dossiers et la liquidation des pensions, le sort des handicapés, le pécule familial de vacances, la révision de la sécurité sociale, l'inspection sociale) ; pp. 170 à 174 ;

Observation de M. MOULIN ; p. 174.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (24 mai 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 174.

Discussion des articles du projet de loi (24 mai 1961).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations, pp. 174, 175.

Vote (25 mai 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 120 voix et 18 abstentions ; p. 182.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE.

Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 44 : Rapport de M. Ligot.

Ann. — *Discussion générale (20 juin 1961).*

Discours de MM. LIGOT, rapp. (concernant l'obscurité de ce budget, le maintien d'un poste intitulé « pour compte du Fonds permanent d'égalisation des budgets ») ; p. 372 ;

Observation de M. MOULIN ; p. 372 ;

TIELEMANS, m.adj.f. (répond au rapporteur) ; p. 372 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 372.

Discussion des articles du projet de loi (20 juin 1961).

Art. 1^{er} à 6.

Adoptés sans observations ; pp. 372, 373.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 115 voix contre 2 et 20 abstentions ; pp. 406, 407.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 5-XXI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — *Discussion générale (6 juin 1961).*

Discours de MM. DE GRAUW (concernant les revendications des groupements patriotiques, le déficit croissant des commissions d'assistance publique, la création d'un institut de l'asthme, le logement social) ; pp. 242, 243 ;

Observation de M. HARMEGNIES ; p. 243 ;

VERHAEST (concernant l'aide familiale, le logement social, l'Institut national de l'Education physique et des Sports, le doping, la discrimination faite à l'égard des établissements psychiatriques privés, l'augmentation des frais d'administration à l'O.N.E. et à l'O.N.I.G.) ; pp. 243 à 245 ;

TRAPPENIERS (concernant le sort des vieillards atteints de démence sénile, la création de sections qui leur seraient réservées dans les homes pour vieillards, les arrêtés royaux de décembre 1960 relatifs au logement social et à l'octroi de primes de construction) ; pp. 245, 246 ;

Mlle WIBAUT (concernant les services d'aides familiales, l'octroi des subsides) ; p. 246 ;

Budgets. — Exercice 1961. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).

M. MERCHERS (concernant la politique du logement, la diminution des crédits prévus pour l'octroi de primes à la construction, l'attribution d'une plus grande responsabilité aux sociétés de logement pour l'établissement des programmes de construction, l'activité des communes dans le domaine du logement, la création d'une association paritaire pour le logement social, le fonctionnement du Fonds Brunfaut, la situation à l'Institut de défense sociale de Tournai) ; pp. 248, 249 ;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant le contrôle des denrées alimentaires, les arrêtés relatifs au logement social, les asiles d'aliénés, l'asile de Tournai, les nominations qui y ont été faites, l'insuffisance des ressources des commissions d'assistance publique) ; pp. 249, 250 ;

Mlle DRIESSEN (concernant l'inspection médicale scolaire, la discrimination faite entre les institutions de l'O.N.E. et les institutions privées quant à la journée d'entretien, la lutte contre l'alcoolisme, le Fonds spécial d'assistance, les problèmes des institutions pour enfants handicapés) ; pp. 250, 251 ;

MM. HOUGARDY (concernant la protection des cours d'eau contre la pollution, les problèmes des victimes de la guerre, la centralisation des services s'occupant de ces victimes en une seule administration ; la pathologie concentrationnaire) ; pp. 251, 252 ;

Observations de MM. CLUSTERS, m.s.p.f., et MOULIN ; pp. 251, 252 ;

PONTUS (concernant l'indemnisation des soldats enrôlés de force dans la Wehrmacht) ; p. 252 ;

SMET (concernant les problèmes de la jeunesse, la construction d'habitations sociales, la diminution des crédits mis à la disposition des sociétés de logement, la distribution d'eau dans le pays de Waas, les crédits alloués à des cliniques en Wallonie et en Flandre) ; pp. 253, 254 ;

MOULIN (concernant l'octroi d'un jeton de présence aux membres des commissions d'assistance publique, le contrôle de la fabrication et des prix des spécialités pharmaceutiques, la construction d'habitations sociales, les distributions d'eau, la pollution des eaux) ; pp. 254, 255 ;

HAMBYE (concernant les problèmes de l'hospitalisation, le coût de la construction des hôpitaux, leur exploitation, la comptabilité des hôpitaux, les déficits des hôpitaux, les problèmes des établissements pour vieillards, le fonctionnement du Fonds spécial d'assistance) ; pp. 255, 256 ;

Observations de MM. MOULIN et le PRESIDENT ; pp. 255, 256 ;

CLUSTERS, m.s.p.f. (répond aux orateurs et traite notamment de la politique familiale, des aides familiales, de la politique du logement, des arrêtés relatifs aux loyers des logements sociaux, de l'octroi des crédits à la construction d'habitations sociales, des primes, de l'inspection médicale scolaire, du placement des enfants handicapés, de la lutte contre l'alcoolisme, du Fonds spécial d'assistance, de la programmation hospitalière, de la réforme de l'assistance publique, de l'allocation de jetons de présence aux membres des commissions d'assistance publique, des problèmes qui intéressent les victimes de la guerre, de la révision du barème des invalidités et de la pathologie concentrationnaire, de la distribution d'eau, de l'épuration des eaux résiduaires) ; pp. 256 à 261 ;

Observations de MM. SMET, le PRESIDENT, TRAPPENIERS, HOUGARDY et VERHAEST ; pp. 258 à 260 ;

VANDER BRUGGEN (concernant la distribution d'eau potable en Flandre Orientale) ; p. 261 ;

DIEPENDAELE (concernant l'octroi de primes à la construction à des personnes dont les revenus sont supérieurs aux maxima actuellement admis, l'augmentation des recettes fiscales qui en découlerait pour l'Etat) ; pp. 261, 262 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (6 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 262.

Discussion des articles du projet de loi (6 juin 1961).

Art. 1^{er} à 8.

Adoptés sans observations ; pp. 262, 263.

Vote (13 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 108 voix contre 1 et 24 abstentions ; p. 295.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — Exercice 1961 (suite).**SERVICES DU PREMIER MINISTRE.**

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 5-VI: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 382.

Discussion des articles du projet de loi (20 juin 1961).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations; p. 382.

Vote (27 juin 1961).

M. GILLON justifie le vote de son groupe;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 115 voix contre 16 et 7 abstentions; pp. 404, 405.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION.

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 45: Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 76: Rapport de M. Van Buggenhout + Annexes.

Ann. — *Discussion générale (4 juillet 1961).*

Discours de MM. MERLOT, m.t.p.r. (concernant l'impossibilité d'exécuter la totalité de ce qui a été prévu au budget pour l'année en cours, le projet de loi sur l'aménagement du territoire et le projet de plan d'investissements de quinze ans, la rentabilité des travaux, la répartition équitable des travaux publics entre les diverses régions du pays, les canaux du Hainaut, le plan incliné de Ronquières, la normalisation de la Sambre, les digues du canal Gand-Bruges, le problème de l'embouchure de la Dendre, les problèmes portuaires, les autoroutes Anvers-Liège et Bruxelles-Namur, la route d'Anvers à la côte, la route de la Wallonie et la route E 3); pp. 482 à 485;

Observations de MM. DELOR, ORBAN, DE BOODT, DEHOUSSE et HARMEGNIES; pp. 483, 484;

VAN BUGGENHOUT, rapp. (concernant la nécessité d'appuyer le nouveau plan d'investissements sur le plan de programmation du gouvernement); p. 487;

VANAUDENHOVE (concernant le projet de loi sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'abandon du plan d'investissements de quinze ans du précédent gouvernement, la réalisation de la route de Wallonie et de la route E 3, le financement de la construction de cette route, la création d'une intercommunale mixte); pp. 487 à 490;

Observations de MM. ORBAN, HAMBYE, MERLOT, LEYNEN, VAN BUGGENHOUT et P. DE SMET; pp. 489, 490;

MERLOT, m.t.p.r. (concernant le dépôt, avant la fin de l'année, du projet relatif aux investissements et à leur financement); p. 490;

Observation de M. ORBAN; p. 490;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant la sauvegarde de la chapelle Saint-Georges à Bruxelles); p. 490;

MM. GILLON (concernant la sauvegarde de la chapelle Saint-Georges); p. 491;

de la VALLEE POUSSIN (s'associe à l'intervention de Madame VANDERVELDE et de M. GILLON); p. 491;

DELOR (concernant les routes du Brabant wallon, la réalisation de la transversale Enghien-Hannut, la réalisation de réseaux d'égouts dans le Brabant wallon, la situation de certains bâtiments scolaires dans cette région; les investissements de 1961, le remaniement du plan d'investissements, la répartition équitable des crédits entre le Nord et le Sud du pays, l'exécution de la mise des voies d'eau au gabarit de 1350 tonnes, la réalisation de l'autoroute de Wallonie); pp. 491 à 493;

Observations de MM. ORBAN et MERLOT; p. 493;

SLEGTEN (concernant l'importance du tronçon Lummen-Eisden de l'autoroute E 39); p. 493;

HERCOT (concernant le tracé de la route de Wallonie, la route de la Basse-Sambre, les travaux communaux subsidiés, le canal de Charleroi-Bruxelles, le problème de la Sambre, les dangers d'inondation); pp. 493 à 495;

Budgets. — Exercice 1961. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION (suite).

CLAEYS (concernant le maintien du niveau d'eau de l'Escaut et du canal de Gand à Terneuzen, la création d'une station d'épuration des eaux de la Lys à Astene, l'autoroute E 3, la restauration du plafond d'une salle de l'hôtel de ville de Gand, la reconstruction de ponts à Gand, l'exécution de la loi Brunfaut, la construction d'un tunnel sous le canal Gand-Terneuzen pour la route d'Anvers à la côte, la Moervaart); pp. 495, 496;

DUVIEUSART (concernant la programmation générale des travaux publics, les autoroutes, la priorité absolue de la route de Wallonie, le financement envisagé pour la réalisation de l'autoroute E 3); pp. 496, 497;

Observation de M. DE BOODT; p. 496;

DE WINTER (concernant l'assortiment de la priorité et de l'importance économique du travail à accomplir); p. 497;

Observations de M. DUVIEUSART; p. 497;

DIEPENDAELE (concernant l'urgence de la réalisation de l'autoroute E 3, l'amélioration des conditions de transport des travailleurs, la création de centres administratifs modernes en province); pp. 497, 498;

Observation de M. ORBAN; p. 498;

HAMBYE (concernant le volume des crédits d'engagement en matière de dépenses extraordinaires; l'utilisation des crédits pour la construction d'autoroutes, la cité administrative, le parc industriel de Ghlin; le retard dans l'exécution des travaux, la révision de l'organisation et du cadre des comités d'acquisition pour compte de l'Etat, l'insuffisance des services d'étude et de conception, la disette financière dans laquelle se trouve l'Etat belge, la route de Wallonie, les problèmes hydrauliques du Borinage, le plan incliné de Ronquières); pp. 499 à 501;

Observations de MM. ORBAN et VAN BUGGENHOUT; pp. 499, 500.

DEVUYST (concernant le problème que pose le pont sur le canal de Willebroek, à Vilvorde); p. 501;

FLAMME (concernant la priorité de la route de Wallonie, l'ouverture d'un chantier entre la frontière française et Tournaï); pp. 501, 502;

Observations de M. VANAUDENHOVE; p. 502.

Reprise de la discussion générale (5 juillet 1961).

Discours de MM. VAN DEN STORME (concernant la répartition géographique des crédits, la détermination de la priorité par la rentabilité, les études de rentabilité, l'établissement d'un programme de travaux économiquement justifié, la répartition par province des travaux actuellement en exécution, le groupe de travail pour l'étude préliminaire à la création de la route E 3); pp. 507, 508;

Observation de M. VAN CAUWELAERT; p. 508;

SCHEIRE (concernant la nécessité de la réalisation de la route Anvers-Eeklo-Knokke, la liaison entre les rives du nouveau canal maritime à Zelzate; la remise en état des routes dans le nord de la Flandre Orientale, le problème de l'approvisionnement en eau pour l'industrie); pp. 508, 509;

VAN DONINCK (concernant le problème des ponts provisoires sur les voies d'eau de Campine notamment à Herenthals et à Ravels, l'élargissement du canal Albert); pp. 509, 510;

MOREAU de MELEN (concernant la priorité à accorder aux autoroutes); p. 510;

Observation de M. DE BOODT; p. 510;

MERLOT, m.t.p.r. (répond aux orateurs, traite notamment du problème du maintien *in situ* de la chapelle de Nassau dans le complexe de l'Albertine, de la construction d'un nouveau pont sur le canal à Vilvorde, de la route Anvers-Knokke et du tunnel sous le canal Gand-Terneuzen, des travaux à exécuter à Gand, des routes du Brabant wallon, de la construction d'écoles dans le Brabant wallon, de la Sambre et de la Basse-Meuse, de la cité administrative, des comités d'acquisition, du problème des eaux du Borinage, du plan incliné de Ronquières, de la reconstruction de ponts sur le canal Albert, des investissements et des routes de Wallonie et E 3, du problème posé par le canal Mons-Condé, du financement de la construction de la route E 3); pp. 510 à 514;

Observations de MM. VAN BUGGENHOUT, P. DE SMET, HARMEGNIES, HAMBYE, DE WINTER, ORBAN, LEYNEN, DUVIEUSART et ADAM; pp. 511 à 514;

DE WINTER (concernant le remembrement des parcelles de terre de culture lors de la construction d'autoroutes); pp. 514, 515;

Observations de MM. SLESENS et SOBRY; pp. 514, 515;

Budgets. — Exercice 1961. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION (suite).

HARMEGNIES (concernant la réalisation de l'autoroute Bruxelles-Paris) ; p. 515 ;
La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (5 juillet 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 515.

Discussion des articles du projet de loi (5 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 12.

Adoptés sans observations ; pp. 515 à 517.

Vote (5 juillet 1961).

MM. GOOSSENS, DUVIEUSART et MATERNE justifient leur vote ; observations de MM. le PRESIDENT, REMSON et HARMEGNIES ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix contre 6 et 18 abstentions ; pp. 517, 518.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

VOIES ET MOYENS ET RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 20 : Rapport de M. Adam.

Ann. — Discussion générale (30 mai 1961).

Discours de MM. ADAM, rapp. (concernant l'élaboration du budget par le gouvernement précédent dans la perspective des dispositions de la loi unique, les prévisions de suppléments de recettes, les réductions de crédits qui furent opérées, le rétablissement de la vérité budgétaire, la nécessité de réduire le recours à l'emprunt ; les crédits supplémentaires annoncés par le gouvernement, le financement des dépenses nouvelles, le contrôle plus serré des dépenses faites pour l'instruction publique et la défense nationale ; les dépenses qui vont résulter de la revalorisation de la fonction publique, de la réintégration des anciens fonctionnaires du Congo, des majorations de pensions ; la diminution du chômage, les subventions à la S.N.C.B. ; la diminution des recettes d'accises) ; pp. 219 à 222 ;

Observations de MM. DEQUAE, m.f., LACROIX, MOUREAUX, ROLIN, TRAPPENIERS et HARMEGNIES ; pp. 220, 221 ;

HOUGARDY (concernant les crédits supplémentaires annoncés, la réalisation d'économies, les abus du chômage et de l'assurance maladie-invalidité, le financement de l'augmentation des pensions, le précompte, l'accroissement du déficit budgétaire, la couverture de la gestion ordinaire de l'Etat par les recettes ordinaires) ; pp. 222 à 224 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, DEQUAE, FLAMME et HERCOT ; pp. 222, 223 ;

JANSSEN (concernant la fraude fiscale, les holdings à l'étranger, les résultats obtenus grâce à la loi du 23 février 1954, le montant de la fraude en Belgique, la proportion entre les impôts directs et les impôts indirects, le devoir de conscience de payer l'impôt, l'opportunité d'une amnistie à l'occasion de la réforme fiscale, l'augmentation de la dette publique ; les conditions d'une politique financière saine : équilibre du budget, stabilité de la monnaie ; la nécessité d'économies) ; pp. 224 à 229 ;

Observations de MM. REMSON, ORBAN, ROLIN, PHILIPS, VAN HEMELRIJCK et ADAM ; pp. 225 à 229 ;

SCOKAERT (concernant la rigidité de la structure des dépenses, les crédits supplémentaires prévus pour l'éducation nationale et la défense nationale, l'augmentation de la taxe de transmission, le précompte, la réforme fiscale, l'avis du Comité de l'épargne mobilière, le subside-intérêt qui serait alloué par l'Etat pour la réalisation du complexe sidérurgique de Zelzate) ; pp. 229, 230 ;

Observations de MM. DE BOODT et CROMMEN ; p. 230 ;

ADAM (concernant la confiance accordée au gouvernement par le groupe socialiste) ; p. 231 ;

DEQUAE, m.f. (concernant les estimations des dépenses et recettes pour l'exercice 1961, l'impasse budgétaire, le danger de la dette flottante, les crédits supplémentaires envisagés par le gouvernement, la consolidation d'une partie de la dette flottante extérieure, la confiance dans le nouveau gouvernement, les crédits supplémentaires pour l'enseignement et la

Budgets. — Exercice 1961. — VOIES ET MOYENS ET RECETTES EXTRAORDINAIRES (suite).

défense nationale, la limitation de l'accroissement de la dette publique ; répond aux orateurs et traite notamment du précompte, de la fraude fiscale, de l'assainissement financier) ; pp. 231 à 234 ;

Observations de MM. HOUGARDY, VAN HOUTTE, TRAPPENIERS, MOUREAUX, VAN HEMELRIJCK et ROLIN ; pp. 231 à 234 ;

CROMMEN (concernant l'établissement d'une industrie sidérurgique en Flandre) ; p. 234 ;

SCOKAERT (déclare qu'il n'est pas adversaire de l'industrialisation de la Flandre mais bien de l'octroi de subsides-intérêts) ; pp. 234, 235 ;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK et VANDEKERCKHOVE ; p. 235 ;

CLAEYS (concernant l'octroi d'une aide de l'Etat en vue de l'établissement d'une entreprise sidérurgique le long du canal de Gand à Terneuzen) ; p. 235 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (30 mai 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 235.

Discussion des articles du projet de loi (30 mai 1961).

Art. 1^{er} à 12.

Adoptés sans observations ; pp. 235, 236.

Vote (6 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix contre 10 et 10 abstentions ; pp. 246, 247.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — V. aussi Affaires africaines/Ruanda-Urundi.**Bureau définitif. — V. Chambres législatives — Sénat.****C****Caisse d'amortissement. — V. Finances/Dette publique.****Caisse de dépôts et consignations.**

Ann. — Rapport sur les opérations de la caisse pendant l'année 1960. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 218 (30 mai 1961).

Rapport sur les opérations de la caisse pour l'exercice 1960. — Transmis par le Ministre des Finances ; pp. 665, 666 (10 octobre 1961).

Caisse nationale de Crédit professionnel. — V. Commerce et Industrie.**Cession de créances. — V. Droit civil/Vente.****Chambres législatives.**

Ann. — Par message du 27 avril 1961 la Chambre des Représentants fait connaître au Sénat qu'elle s'est constituée dans sa séance de ce jour ; p. 28 (2 mai 1961).

PROJETS ET PROPOSITIONS CADUCS.

Proposition de loi portant diverses dérogations à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés.

*Doc. — N° 9 : Proposition de loi de M. Troclet.
N° 31 : Rapport de M. Uselding.*

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 110 (16 mai 1961).

Pas de discussion générale.

Chambres législatives. — PROJETS ET PROPOSITIONS CADUCS (suite).

Discussion de l'article unique (14 juin 1961).

Adopté sans observations; p. 320.

Vote (14 juin 1961).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; p. 321.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

Doc. — N° 17: Rapport de M. De Man.

Ann. — L'urgence est décrétée; p. 149;

M. DE MAN donne lecture de son rapport; p. 153 (18 mai 1961).

Discussion générale (18 mai 1961).

Intervention de MM. VAN HEMELRIJCK (concernant la date d'entrée en vigueur de la loi), le PRESIDENT, VERMEYLEN, m.j. et ROLIN; pp. 153, 154.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (18 mai 1961).

Art. 1^{er}.

Adopté sans observations; p. 154.

Art. 2.

L'amendement du gouvernement tendant à l'insertion d'un article 2, est adopté; p. 154.

Vote (18 mai 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 120 membres présents; p. 154.

Le projet de loi, amendé, est renvoyé à la Chambre des Représentants.

Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

Doc. — N° 33: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 43: Rapport de M. Leemans.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (14 juin 1961).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations; p. 314.

Vote (14 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; p. 321.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi portant diverses dérogations à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1893, relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

Doc. — N° 84: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 100: Rapport de M. Rolin.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (11 juillet 1961).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations; pp. 552 à 555.

Vote (12 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 118 membres présents; p. 565.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Chambres législatives — Sénat.

AJOURNEMENT.

Ann. — Le Sénat s'ajourne au mardi 2 mai à 15 heures; p. 26 (25 avril 1961).

M. GILLON, au nom de son groupe, félicite et remercie le PRESIDENT; fait l'éloge des services du Sénat; MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK, au nom de leur groupe,

Chambres législatives — Sénat. — AJOURNEMENT (suite).

s'associent à ces paroles; M. le PRESIDENT remercie, s'associe à l'éloge rendu aux membres du personnel et exprime sa sympathie toute particulière à M. le Greffier, éloigné des travaux par suite d'une opération et à MM. les Sénateurs LEEMANS et LIGOT, victimes d'accidents d'automobile. Il souhaite à tous d'heureuses vacances. Le Sénat s'ajourne au mardi 3 octobre 1961; pp. 659, 660 (19 juillet 1961).

BUREAU DEFINITIF.

Ann. — *Nomination du Bureau définitif* (25 avril 1961).

M. ROLIN, au nom du groupe socialiste, présente la candidature de M. Paul STRUYE aux fonctions de président; M. VAN HEMELRIJCK déclare que le candidat présenté par le groupe socialiste est également le candidat du groupe P.S.C.;

M. STRUYE est proclamé président du Sénat; p. 23.

M. VAN HEMELRIJCK présente les candidatures de M. CROMMEN comme premier vice-président du Sénat, M. MOREAU de MELEN comme deuxième vice-président et M. WARNANT comme troisième vice-président;

MM. CROMMEN, MOREAU de MELEN et WARNANT sont proclamés respectivement premier, deuxième et troisième vice-présidents; p. 23.

M. ROLIN propose de réélire les secrétaires sortants et d'élire en outre MM. L. DESMET, GOOSSENS et VANDER BRUGGEN; M. VAN HEMELRIJCK déclare que le groupe P.S.C. se rallie à cette proposition;

MM. JESPERS, MOULIN, DEMARNEFFE, L. DESMET, GOOSSENS et VANDER BRUGGEN sont proclamés secrétaires; p. 23.

M. VAN HEMELRIJCK, au nom du groupe P.S.C., présente les candidatures de MM. VAN BUGGENHOUT, DE MAN et OBLIN aux fonctions de questeur; M. ROLIN, au nom du groupe socialiste, présente les candidatures de MM. HARMEGNIES et MACHTENS;

MM. VAN BUGGENHOUT, DE MAN, HARMEGNIES, OBLIN et MACHTENS sont proclamés questeurs; p. 23.

COMMISSIONS PERMANENTES.

Ann. — *Nomination des membres de la commission permanente de vérification des pouvoirs*; p. 3 (18 avril 1961).

La constitution des commissions permanentes est ajournée; p. 26 (25 avril 1961).

M. le PRESIDENT donne connaissance des attributions des commissions permanentes telles qu'elles ont été déterminées par le Bureau; le baron NOTHOMB appelle l'attention sur les inconvénients que présente la suppression de la commission des Affaires culturelles; intervention de MM. le PRESIDENT, ROLIN, MACHTENS (concernant des modifications à la composition des commissions) et GILLON (qui demande qu'une présidence de commission revienne au groupe libéral); pp. 31, 32 (2 mai 1961).

Modification dans la composition des commissions des Classes moyennes, des Pétitions et de la Justice; p. 62 (9 mai 1961).

Modification dans la composition de la commission des Affaires économiques et de l'Energie; p. 604 (13 juillet 1961).

COMMISSIONS SPECIALES.

Ann. — *Désignation des membres qui feront partie de la commission du Règlement et de la commission du Travail parlementaire*; p. 62 (9 mai 1961).

DECES.

Ann. — M. le PRESIDENT:

Rend hommage à la mémoire du Professeur Bordet, ancien sénateur; p. 24 (25 avril 1961);

Rend hommage à la mémoire de M. Roger de Looze, ancien ministre; M. LEFEVRE, p.m., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement; p. 70 (10 mai 1961);

Chambres législatives — Sénat. — DECES (suite).

- Rend hommage à la mémoire de M. Frans Van Cauwelaert, Ministre d'Etat; M. VERMEYLEN, m.j., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement; p. 125 (17 mai 1961);
- Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur Heine; M. VERMEYLEN, m.j., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement; p. 479 (4 juillet 1961);
- Rend hommage à la mémoire de M. Paul Tschoffen, Ministre d'Etat, ancien sénateur; M. LEBURTON, m.p.s., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement; pp. 537, 538 (11 juillet 1961);
- Rend hommage à la mémoire de S. Em. le Cardinal Van Roey et de M. Hammarskjöld; M. SPINOY, m.a.éc.é., s'associe à ces hommages, au nom du gouvernement; p. 662 (10 octobre 1961);
- Rend hommage à la mémoire de M. Maurice Servais, ancien sénateur; M. SPINOY, m.a.éc.é., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement; p. 663 (10 octobre 1961).

DIVERS.

- Ann.* — M. le PRESIDENT rend hommage à M. Camille Huysmans, Ministre d'Etat, à l'occasion de son nonantième anniversaire; p. 178 (25 mai 1961).

LISTES.

- Doc.* — N° 1: Liste alphabétique des membres du Sénat.
N° 2: Liste des sénateurs.
N° 3: Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi.
N° 4: Liste des commissions permanentes.

ORDRE DES TRAVAUX.

- Ann.* — M. le PRESIDENT demande si le débat sur le budget de l'Instruction publique peut être entamé ce jour quoique les annexes au budget n'aient pas été distribuées; intervention de MM. LAROCK, m.é.n.c., VANDEKERCKHOVE, rapp., MOUREAUX, CROMMEN, JESPERS et LEYNEN; pp. 306, 307 (13 juin 1961).
- M. P. DE SMET demande au Sénat de traiter en premier lieu le projet de loi qui tend à relever de la caducité le projet concernant la réforme de la comptabilité de l'Etat; p. 314 (14 juin 1961).

OUVERTURE DE LA SESSION.

- Ann.* — Le baron de DORLODOT, doyen d'âge, remercie ses collègues pour leur aimable accueil et déclare ouverte la session extraordinaire de 1961; p. 3 (18 avril 1961).
- M. le PRESIDENT prononce une allocution et déclare le Sénat constitué; dit qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants; pp. 23, 24 (25 avril 1961).

QUESTIONS ORALES.

- Ann.* — M. ROLIN interroge le Ministre de la Justice concernant la transmission par la gendarmerie belge à la Sûreté à l'étranger, de renseignements sur l'activité politique de citoyens belges; M. VERMEYLEN, m.j., répond; pp. 618, 619 (19 juillet 1961).

RELATIONS EXTERIEURES.

- Ann.* — M. le PRESIDENT:
Salue la présence de deux ministres du Burundi, MM. Joseph Cimpaye et Jean Ntidendereza et leur souhaite la bienvenue au Sénat; p. 272 (7 juin 1961).
- Annonce qu'il a adressé au Président de la Chambre des Représentants du Chili les félicitations et les compliments fraternels et affectueux du Sénat, à l'occasion du 150^e anniversaire de la République du Chili; p. 479 (4 juillet 1961).
- Salue la présence de MM. Monsarrat, Minvielle et Gravier, Questeurs du Sénat français; p. 510 (5 juillet 1961).

SEANCE EXTRAORDINAIRE.

- Ann.* — *Manifestation d'hommage à MM. DE BOODT, HARMEGNIES, MOULIN, SOBRY, P. DE SMET et le baron NOTHOMB, à l'occasion de leurs vingt-cinq années de mandat sénatorial* (27 juin 1961).

Chambres législatives — Sénat. — SEANCE EXTRAORDINAIRE (suite).

- Discours de MM. le PRESIDENT (donne lecture du télégramme du Roi et rend hommage aux jubilaires dont il retrace la carrière); pp. 410 à 413;
- VERMEYLEN, m.j. (s'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu aux jubilaires); p. 413;
- P. DE SMET et HARMEGNIES (remercient au nom des jubilaires); pp. 413 à 415.

VALIDATION DES POUVOIRS.

- Ann.* — *Validation des pouvoirs des sénateurs effectifs et suppléants élus par le corps électoral le 26 mars 1961 et des sénateurs élus par les conseils provinciaux* (18 avril 1961).

- M. VERHAEST, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans les arrondissements d'Anvers et de Malines-Turnhout, ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial d'Anvers); les conclusions de ce rapport sont adoptées;

- Sont élus sénateurs effectifs: MM. LILAR, JESPERS, SLEDSENS, DE BAECK, PAIRON, DE BRUYNE, DEKEYZER, BLOCK, WYN, ROOSENS, VAN IN, DE BOODT, LEYSEN, BUTS, F. HOUBEN et ROELANTS;

- Sont élus sénateurs suppléants: M. DE GRAEF, Mme VAN GASTEL-Ep. DORIKENS, MM. DONSE, DE GROOF, VERBERT, le comte LE GRELLE, MM. DEQUEECKER, CLIJMANS, PEETERS, BROOS, Mme TAMBUIYSER-Vve COOLS, MM. LESSELIERS, VAN ACHTER, MAES, VERMEYLEN, CORNELIS, VERBRUGGEN, GOOVAERTS et HULSELMANS;

- Un délai de huit jours est accordé à MM. VERBAET, VERMEIREN, VAN VERDEGHEM, KUNNEN et LUYTEN pour justifier de leur éligibilité;

- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. LEEMANS, NEEFS, VAN DONINCK, DEHANDSCHUTTER, REINTJENS et MAGE;

- Les sénateurs effectifs et provinciaux, sauf M. WYN, prêtent serment; pp. 4 à 6.

- M. NIHOUL, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans les arrondissements de Bruxelles, Louvain et Nivelles, ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial de Brabant); les conclusions de ce rapport sont adoptées;

- Sont élus sénateurs effectifs: MM. HOUARDY, DE GRAUW, MOUREAUX, VAN HEMELRIJCK, STRUIYE, DE WINTER, NEYBERGH, VAN CAUWELAERT, VERSE, MACHTENS, VERMEYLEN, WIARD, FRANCK, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. TRAPPENIERS, DEVUYST, VANAUDENHOVE, DELPORT, VAN DER BORGHT, DECOUX, DELOR et CAMBY;

- Sont élus sénateurs suppléants: Mme CISELET-Vve WAGENER, M. SCHALCKENS, Mme D'HOORE-Ep. BOCKSTAEL, MM. HENRY, SCHOLUPPE, NIEUWBOURG, BARTELOUS, VAN EECKHOUDT, MALHERBE, DE KEYSER, POPY, LEEMANS, VAN DE MOORTELE, BRIOT, VANHAVERE, SMETS, BAENTS, VANDE WOUDE et VRANCKX;

- Un délai de huit jours est accordé à M. LONTIE, Mme BOETS-Ep. POUELMANS, MM. HENSKENS, VANHERCK et Mme GUILMOT-Ep. FLAMAND pour justifier de leur éligibilité;

- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. R. HOUBEN, MOTZ, P. DE SMET, WARNANT, DEBUCQUOY, WILLEMS, GILIS, SCOKAERT et STEPS;

- Les sénateurs effectifs et provinciaux, sauf Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et M. MOTZ, prêtent serment; pp. 6 à 8.

- M. DE BRUYNE, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans les arrondissements de Bruges, Courtrai-Ypres, Roulers-Tielt et Furnes-Dixmude-Ostende ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial de Flandre Occidentale); les conclusions de ce rapport sont adoptées;

- Sont élus sénateurs effectifs: MM. BOGAERT, SIMOENS, SOBRY, LAUWEREINS, DE MAN, GHEYSEN, VERMANDELE, GILLON, DE CLERCK, STUBBE, SAELENS et DERORE;

Chambres législatives — Sénat. — VALIDATION DES POUVOIRS (suite).

- Sont élus sénateurs suppléants: MM. LIPPENS, IDE, DE VREESE, PORTA, Mlle DOOM, MM. BOUDOLF, CAESTECKER, ROSSEEL, TYTGAT, VANDENHENDE, VANACKER, SEYNAEVE, CASIER, LANNOY, DEHULLU, DOMICENT, COEMAN, DEVOS, BREYNE, LEFEBVRE, DECOCK;
- Un délai de huit jours est accordé à MM. CORVELEYN, VANLOO et VANRAES pour justifier de leur éligibilité;
- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. MARTENS, VAN BUGGENHOUT, VANDENBERGHE, VANDENBUSSCHE et LAHAYE;
- Les sénateurs effectifs et provinciaux prêtent serment; pp. 8 à 10.
- M. SLEDSSENS, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans les arrondissements de Gand-Eeklo, Termonde-Saint-Nicolas et Audenarde-Alost ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial de Flandre Orientale); les conclusions de ce rapport sont adoptées;
- Sont élus sénateurs effectifs: MM. MERCHERS, CLAEYS, VERHAEST, SCHEIRE, DUA, CROMMEN, VERSPEETEN, VAN CAUTEREN, VAN LAEYS, SMET, GOOSSENS, COPPENS, SANTENS, VANDER BRUGGEN et DIEPENDAELE;
- Sont élus sénateurs suppléants: MM. MARCHAND, CNUIDDE, FONCKE, DE CORDIER, WINDEY, VERHELST, DE VUYST, HEYERICK, VAN BOGAERT, LOOTENS, Mme CNUIDDE-Ép. PANTE, MM. BEHAEGEL, DE VISCHER, LEMMENS, VERSCHULDEN, MOENS, VAN HAVER, VAN HOEYLANDT, PAUL, VAN CAENEGHEM, MATTHYS, DE BISSCHOP, VERLEYSSEN, STAES, COOL et DE LONGIE;
- Un délai de huit jours est accordé à M. ROTSAERT de HERTAING pour justifier de son éligibilité;
- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. ORBAN, LAGAE, VAN DEN STORME, PEDE, VAN HOEYLANDT et VERSIEREN;
- Les sénateurs effectifs et provinciaux, sauf MM. GOOSSENS et VERSIEREN, prêtent serment; pp. 10 à 12.
- M. DELOR, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans les arrondissements de Mons-Soignies, Charleroi-Thuin et Tournai-Ath ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial de Hainaut); les conclusions de ce rapport sont adoptées;
- Sont élus sénateurs effectifs: MM. OBLIN, HARMEGNIES, DEBAISE, BONJEAN, JENNARD, NOEL, DESCAMPS, Mlle WIBAUT, MM. MOULIN, GEORGE, DUVIEUSART, GENDEBIEN, REMSON, VAN CAUWENBERGHE, DELIEGE et HERCOT;
- Sont élus sénateurs suppléants: MM. LECLERCQ, HENNEBERT, LEMAL, DUBOIS, VINET, STIEVENART, DELMOTTE, DEMOULIN, DOYEN, DEGOUYS, CROMBIN, VANDERBREUCQ FLAMME, VLAEMINCK, MORIAME, PINKERS, DERBAIX, le HARDY de BEAULIEU, BERNARD, LERICHE, MEUNIER et PAPART;
- Un délai de huit jours est accordé à MM. BERSEZ, BERTINCHAMPS et CANON pour justifier de leur éligibilité;
- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. L. DESMET, HANOTTE, FLAMME, LIGOT, le baron de DORLODOT et M. HAMBYE;
- Les sénateurs effectifs et provinciaux, sauf M. GEORGE, prêtent serment; pp. 12 à 14.
- M. NEYBERGH, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans les arrondissements de Liège, Huy-Waremme et Verviers ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial de Liège); les conclusions de ce rapport sont adoptées;
- Sont élus sénateurs effectifs: MM. MAISSE, MOREAU de MELEN, HENCKAERTS, TROCLET, ALLARD, RAS-SART, DELBOUILLE, HOUSIAUX, DELMOTTE, GODIN, BALTUS et VANDERMEULEN;
- Sont élus sénateurs suppléants: MM. BUISSERET, POURET, NIHOUL, SALMON, SERVAIS M., Mme MELIN-Ép. GUILMAIN, MM. BAILLY, THOMAS, BOSSOWAERTS, LAMBERT, LECOQ, OVART, MATTART, Mme FETTWEIS-Ép. LITT, MM. VIEILLEVOYE, DENIS, LENTZ, LACASSE et MIESSEN;
- Un délai de huit jours est accordé à M. PIRLET pour justifier de son éligibilité;

Chambres législatives — Sénat. — VALIDATION DES POUVOIRS (suite).

- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. NIHOUL, HEINE, BEULERS, LERUSE et PONTUS;
- Les sénateurs effectifs et provinciaux prêtent serment; p. 14 à 16.
- M. VERSPEETEN, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial de Limbourg); les conclusions de ce rapport sont adoptées;
- Sont élus sénateurs effectifs: MM. MONDELAERS, DEMARNEFFE, HEYLEN, le chevalier de SCHAETZEN et M. MAES;
- Sont élus sénateurs suppléants: MM. VAN RAEMDONCK, MARTENS, HAFFMANS, VAN SCHOENBEEK, SMEETS, HEYMANS, RUTTEN et DEBUYST;
- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. LEYNEN, CUSTERS et SLEGTEN;
- Les sénateurs effectifs et provinciaux prêtent serment; pp. 16, 17.
- M. MAISSE, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial de Luxembourg); les conclusions de ce rapport sont adoptées;
- Sont élus sénateurs effectifs: le baron NOTHOMB, MM. LEDOUX et CHARDOME;
- Sont élus sénateurs suppléants: MM. RENQUIN, d'OTREPPE de BOUVETTE, PATAR, SCHREDER, COURTOIS et EVEN;
- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. ADAM, USELDING et PONCIN;
- Les sénateurs effectifs et provinciaux prêtent serment; pp. 17, 18.
- M. REMSON, rapp. (donne lecture du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection des sénateurs effectifs et suppléants élus dans l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville ainsi que des sénateurs élus par le conseil provincial de Namur); les conclusions de ce rapport sont adoptées;
- Sont élus sénateurs effectifs: M. HEGER, le comte d'ASPREMONT LYNDEN, MM. LACROIX, CUVELLIER et FERON;
- Sont élus sénateurs suppléants: MM. DELVAUX, BARBEAUX, EVRARD, MEUNIER, BENOIT et LORENT;
- Un délai de huit jours est accordé à MM. de WOUTERS de BOUCHOUT, PHILIPS et ADAM pour justifier de leur éligibilité;
- Sont élus sénateurs provinciaux: MM. BERTINCHAMPS, MATERNE et BENOIT;
- Les sénateurs effectifs et provinciaux prêtent serment; pp. 18, 19.
- Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. GOOSSENS, GEORGE et MOTZ prêtent serment; p. 22 (25 avril 1961).
- Validation des pouvoirs et prestation de serment des sénateurs élus par le Sénat (25 avril 1961).*
- M. DUA, rapp. (donne lecture du rapport de la Commission de Vérification des pouvoirs sur l'élection de vingt-trois sénateurs dont la nomination appartient au Sénat); les conclusions de ce rapport sont adoptées;
- Sont élus sénateurs: MM. BUSIEAU, DEHOUSSE, MOLTER, ROLIN, VAN BOGAERT, DERUELLES, JANNE, KNOPS, CHOT, DE BLOCK, SEGERS, VAN HOUTTE, SERVAIS, PHILIPS, de STEXHE, MULLIE, VANDEKERCKHOVE, VANDEPUTTE, de la VALLEE POUSSIN, JANSSEN, Mlle DRIESSEN, MM. VREVEN et GILSON;
- Ces sénateurs prêtent serment; p. 22.
- Prestation de serment.*
- M. VERSIEREN prête serment; p. 314 (14 juin 1961).
- M. WYN prête serment; p. 363 (20 juin 1961).
- Vérification des pouvoirs des sénateurs-suppléants ayant obtenu un délai pour justifier de leur éligibilité.*
- Doc. — N° 6: Rapport de M. Allard.
- Ann. — *Validation des pouvoirs des sénateurs suppléants dont l'admission a été ajournée (9 mai 1961).*
- Les conclusions du rapport de la commission de Vérification des pouvoirs sont adoptées; en conséquence, sont élus séna-

Chambres législatives — Sénat. — VALIDATION DES POUVOIRS (suite).

teurs suppléants : MM VERBAET, VERMEIREN, VAN VERDEGHEM, LUYTEN, LONTIE, Mme BOETS-Ep. POUELMANS, MM. HENSKENS, VANHERCK, Mme GUILMOT-Ep. FLAMAND, MM. CORVELEYN, VANRAES, ROTSAERT de HERTAING, BERSEZ, BERTINCHAMPS, CANON, PIRLET, de WOUTERS de BOUCHOUT, PHILIPS et ADAM; M. Vanloo n'ayant pas atteint l'âge requis et M. Kunnen n'ayant pas produit les preuves de son éligibilité, leurs pouvoirs n'ont pas été validés; p. 36.

Ann. — Validation des pouvoirs de M. Georges BEAUDUIN appelé à remplacer M. le Sénateur Heine, décédé.

M. REMSON donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales; les conclusions de ce rapport sont adoptées;

M. BEAUDUIN prête serment; p. 663 (10 octobre 1961).

Charbon. — V. Commerce et Industrie.**Chasse.**

Projet de loi en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier.

Doc. — N° 67: Rapport de M. Adam.

N° 88: Amendements proposés par M. Henckaerts.

Discussion générale (5 juillet 1961).

Discours de MM. ORBAN (concernant la charge de la preuve, le fondement juridique du projet, la simplification de la procédure); p. 521;

HEGER, m.a. (se rallie à la justification donnée par M. ORBAN); p. 521;

ADAM, rapp. (se rallie à l'avis de M. ORBAN); p. 521;
La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 juillet 1961).

Art. 1^{er}.

Intervention de MM. HENCKAERTS, ADAM, HEGER, HAMBYE et VAN HEMELRIJCK; observations de MM. ORBAN, TROCLET, HOUSIAUX et GODIN; l'amendement de M. HENCKAERTS et consorts est rejeté;
L'article est adopté; pp. 521 à 524.

Art. 2.

Adopté sans observations; p. 524.

Art. 3.

L'amendement de M. HENCKAERTS est retiré;
L'article est adopté; p. 524.

Art. 4 et 5.

Adoptés sans observations; p. 524.

Vote (5 juillet 1961)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 102 voix contre 1 et 6 abstentions; p. 532.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Chemins de fer. — V. Communications.**Commerce et Industrie.****CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL.**

Ann. — Un exemplaire du bilan et du compte de profits et pertes de la Caisse, arrêtés au 31 décembre 1960. — Transmis par le Directeur général de la Caisse; pp. 666, 667 (10 octobre 1961).

Commerce et Industrie.**CHARBON.**

Ann. — Cinq projets de convention relatifs à la mise en exploitation par voie d'amodiation de certaines parties de la « Kempense Staatsconcessie ». — Transmis par le Ministre des Affaires économiques; p. 25 (25 avril 1961).

Projet de loi instituant un directoire de l'industrie charbonnière.

Doc. — N° 99: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 119: Amendements présentés par le Gouvernement
Annexe.

N° 146: Rapport de M. De Winter + Annexes.

N° 147: Amendement présenté par le Gouvernement au texte présenté par la commission.

N° 148: Amendement proposé par M. De Block au texte présenté par la commission.

N° 149: Amendement proposé par M. de la Vallée Poussin au texte présenté par la commission.

N° 150: Amendement proposé par M. Leynen au texte présenté par la commission.

N° 151: Amendement proposé par M. Leynen au texte présenté par la commission.

N° 152: Amendements proposés par M. Moureaux au texte présenté par la commission.

N° 153: Amendement proposé par M. Orban au texte présenté par la commission.

N° 154: Amendements présentés par le Gouvernement au texte présenté par la commission.

Ann. — *Discussion générale* (10 octobre 1961).

Discours de MM. DE WINTER, rapp. (concernant l'évolution de la situation dans le secteur de l'énergie, la concurrence entre le charbon et le pétrole, la crise et l'assainissement du secteur charbonnier belge, la politique énergétique à suivre, la création d'un directoire de l'industrie charbonnière, l'examen du projet en commission); pp. 667, 668;

WARNANT (concernant les amendements apportés au projet du gouvernement, la crise charbonnière, l'augmentation de la consommation de combustibles liquides, la diminution de la rentabilité de nos charbonnages, l'isolement du marché charbonnier belge, l'absence d'une politique énergétique à long terme de la C.E.C.A., le contrôle du secteur énergétique par l'Etat, la tâche temporaire du directoire, le rôle du Conseil national consultatif, les pouvoirs du directoire en matière de fermetures de charbonnages, la prise de participations dans des centrales thermiques, la création de comptoirs de vente, l'application d'amendes en vertu de l'article 7, la soumission du directoire à la loi relative au contrôle des parastataux, le budget du directoire, la composition du Conseil national des charbonnages, la nomination de commissaires du gouvernement auprès des industries charbonnières bénéficiaires de subsides); pp. 668 à 672;

Observations de MM. HARMEGNIES, LEYNEN, DE BLOCK et P. DE SMET; pp. 669 à 672;

L. DESMET (concernant les raisons qui justifient le directoire, la clarification nécessaire de la situation charbonnière, le manque de plan d'ensemble pour l'exploitation rationnelle des charbonnages, l'absence de reconversion dans les régions touchées par les fermetures de puits, les avis de personnalités des milieux industriels au sujet du directoire et des interventions de l'Etat, l'avis de MM. Jussiant, P. van der Rest et Charles Roger au sujet de l'industrie charbonnière, le compromis qu'est le projet de loi en cause); pp. 672 à 674;

Observations de MM. WARNANT, DE WINTER et LEYNEN; pp. 672 à 674;

VAN BUGGENHOUT (doute de l'efficacité du projet; concernant l'absence de pouvoirs de la C.E.C.A. pour régler l'importation de charbon dans la Communauté, l'adaptation des salaires et des conditions de travail des mineurs dans les pays de la Communauté, la nécessité de modifier le traité de la C.E.C.A.); pp. 674, 675;

Observations de M. ROLIN; p. 675;

DE BLOCK (rend hommage au rapporteur et souligne l'ampleur des travaux consacrés au projet par la commission; concernant l'isolement du marché charbonnier belge, les causes de la crise charbonnière en Belgique, l'avenir de l'industrie charbonnière, le caractère temporaire de l'abondance d'énergie, l'augmentation probable du prix des produits pétroliers, les

Commerce et Industrie. — CHARBON (suite).

subsidés d'ordre économique octroyés aux charbonnages, la protection des charbonnages belges par la réglementation des importations, les prix plus élevés des charbons belges, les salaires payés aux travailleurs des mines dans les pays de la C.E.C.A., la nécessité de grosses unités de production, l'attitude de la presse à l'égard du problème charbonnier, la position de la F.I.B., la nécessité de l'assainissement du secteur charbonnier, les pouvoirs du directoire, la collaboration des propriétaires des mines); pp. 675 à 680;

Observations de MM. le PRESIDENT, DE WINTER, VAN BUGGENHOUT et WARNANT; pp. 676 à 679;

NOEL (concernant le profond remaniement du projet en commission, l'absence d'un nouvel exposé du ministre au moment de la présentation du nouveau texte du projet à la commission, la modification de la situation dans les charbonnages depuis juillet, le mandat réduit du directoire, l'atténuation de ses pouvoirs, l'absence d'une réforme de structure); pp. 680, 681;

Observations de MM. JANNE et SPINOY, m.a.éc.é.; p. 681; DIEPENDAELE (demande la création de deux directoires régionaux, l'un pour le bassin minier de Campine, l'autre pour les bassins miniers du sud du pays); pp. 681, 682;

Observations de MM. DE WINTER et SPINOY; pp. 681, 682.

Reprise de la discussion générale (11 octobre 1961).

Discours de MM. JANNE (concernant la diminution de la production des bassins du sud du pays, la diminution de la main-d'œuvre, le rendement et les prix de revient dans les mines belges, la mauvaise structure de l'industrie charbonnière belge, la mentalité protectionniste, la nécessité de nouvelles fermetures de puits, la loi du 24 janvier 1958, les faiblesses du Conseil national des charbonnages, le projet de loi déposé en juin 1960 par le précédent Ministre des Affaires économiques, la limitation de la durée du directoire, l'octroi au directoire du moyen d'établir lui-même les programmes d'investissements, la composition et les pouvoirs du directoire, les centrales minières); pp. 684 à 687;

Observations de MM. DE BLOCK et LEYNEN; p. 687;

LEYNEN (concernant la concurrence des produits pétroliers, le rôle du directoire, la garantie d'une certaine capacité de production, la valorisation du charbon par les producteurs eux-mêmes, la transformation du charbon en énergie électrique dans le bassin minier de Campine, la composition des conseils du directoire); pp. 687, 688;

SPINOY, m.a.éc.é. (concernant le but du directoire, la nécessité d'arriver à une situation qui permette l'intégration de l'industrie charbonnière belge dans la C.E.C.A., la possibilité d'une politique commerciale commune de la C.E.C.A., l'abandon de la politique d'octroi de subsides, le caractère pragmatique du directoire, son rôle, la politique énergétique, la diminution de notre capacité de production, l'effort à faire en vue de la modernisation de nos mines); pp. 688 à 690;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 octobre 1961).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}

Intervention de MM. SPINOY, ORBAN, DE WINTER, DUVIEUSART, ROLIN, DE BLOCK, GODIN, JANNE, LEYNEN, de STEXHE et FLAMME; observations de MM. DELMOTTE, P. DE SMET et le PRESIDENT; l'amendement de M. DE BLOCK et consorts est rejeté (vote nominatif);

Intervention de M. LEYNEN; observations de MM. le PRESIDENT, VAN HEMELRIJCK, ORBAN et SPINOY; l'amendement du gouvernement qui devient l'article 1^{er} est adopté (vote nominatif);

Les amendements de MM. GODIN et LEYNEN sont rejetés; pp. 690 à 696.

Art. 2 et 3.

Adoptés sans observations; pp. 696, 697.

Art. 4.

Intervention de MM. DE BLOCK et DE WINTER; l'amendement de M. DE BLOCK est rejeté;

Intervention de MM. LEYNEN, DE WINTER, SPINOY et WARNANT; observations de MM. DE BLOCK et JES-PERS; l'amendement du gouvernement est adopté; l'amendement de M. LEYNEN est retiré;

Commerce et Industrie. — CHARBON (suite).

Intervention de MM. de STEXHE et SPINOY;
L'article amendé est adopté; pp. 697 à 700.

Art. 5.

Adopté sans observations; pp. 700, 701.

Art. 6.

Intervention de MM. DE WINTER et SPINOY;
L'article est adopté; pp. 701, 702.

Art. 7.

Intervention de MM. ORBAN, MOUREAUX, ROLIN, de STEXHE et SPINOY; observations de MM. DE BLOCK, TRAPPENIERS, VAN HEMELRIJCK, DE-HOUSSE, DE BAECK, le PRESIDENT, DE WINTER, WARNANT, LACROIX, OBLIN; l'amendement de M. de la VALLEE POUSSIN est adopté;

L'article est renvoyé en commission et le vote est réservé; pp. 702 à 707.

Art. 8 à 24.

Adoptés sans observations; pp. 707 à 710.

Reprise de la discussion des articles (12 octobre 1961).

Art. 7 (réservé).

Intervention de M. DE BAECK; observations de M. le PRESIDENT (concernant une modification de forme); le paragraphe 2 proposé par la commission est adopté;

L'article amendé est adopté; pp. 712, 713.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 713.

Intervention de M. ROLIN; p. 713.

Vote (12 octobre 1961).

MM. DE BLOCK et NOEL justifient leur vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 114 voix contre 9 et 6 abstentions; pp. 713, 714.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COMMERCE EXTERIEUR

Projet de loi portant ratification de cinq arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par celle du 30 juillet 1934.

Doc. — N° 145: Exposé des motifs et projet de loi.
N° 162: Rapport de M. Goossens.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur.

Doc. — N° 165: Exposé des motifs et projet de loi.

EXPANSION ECONOMIQUE.

Ann. — Rapport sur l'application en 1959 et 1960 des dispositions de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, ainsi que de la législation antérieure relative à l'expansion économique. — Transmis par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie; p. 666 (10 octobre 1961).

SOCIETES D'INVESTISSEMENT.

Projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées.

Doc. — N° 161: Exposé des motifs et projet de loi.

OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE.

Ann. — Rapport sur l'activité de l'Office pour l'exercice 1960. — Transmis par le Directeur général de l'Office; p. 666 (10 octobre 1961).

Commerce et Industrie (suite).**REGLEMENTATION DU COMMERCE.****CONCESSIONS DE VENTE EXCLUSIVE.**

Projet de loi relatif à la résiliation unilatérale des concessions de vente exclusive à durée indéterminée.

Doc. — N° 113: *Projet amendé par la Chambre des Représentants.*

N° 130: *Rapport de M. Verhaest.*

Ann. — *Projet amendé par la Chambre des Représentants*; p. 580 (13 juillet 1961).

Discussion générale (19 juillet 1961).

Intervention de M. VERHAEST, rapp. (qui rappelle le vote unanime du projet à la Chambre et en commission); p. 657.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 6.

Adoptés sans observations; pp. 657, 658.

Vote (19 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix et 1 abstention; pp. 658, 659.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

VENTES PUBLIQUES.

Proposition de loi sur l'organisation de ventes publiques de marchandises neuves ou usagées.

Doc. — N° 115: *Proposition de loi de M. Warnant.*

Ann. — *Prise en considération. — Renvoi en commission*; p. 608 (19 juillet 1961).

Commerce extérieur. — V. *Affaires étrangères.* — V. *Commerce et Industrie.*

Commissions de contrôle. — V. *Armée/Dépenses militaires.*

Commissions permanentes. — V. *Chambres législatives — Sénat.*

Commissions spéciales. — V. *Chambres législatives — Sénat.*

Communes.**COMMUNES RURALES.****GARDES CHAMPETRES.**

Proposition de loi modifiant les articles 51 et 58 du Code rural.

Doc. — N° 23: *Proposition de loi de M. Allard.*

Ann. — *Prise en considération. — Renvoi en commission*; p. 291 (12 juin 1961).

Communications.**AVIATION.****REGIE DES VOIES AERIENNES.**

Ann. — *Bulletin relatif aux transferts de crédits opérés au budget de 1960 de la Régie.* — *Transmis par le Ministre des Communications*; p. 666 (10 octobre 1961).

Communications (suite).**CHEMINS DE FER.****S.N.C.B.**

Ann. — *Bilan et compte de profits et pertes de la société au 31 décembre 1960.* — *Transmis par le Ministre des Communications*; p. 536 (11 juillet 1961).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de Fer Belges.

Doc. — N° 142: *Proposition de loi de M. Deruelles.*

Ann. — *Prise en considération. — Renvoi en commission*; p. 667 (10 octobre 1961).

NAVIGATION.**CREDIT MARITIME.**

Ann. — *Rapport sur les opérations de crédit au cours de l'exercice 1960.* — *Transmis par le Ministre des Communications*; p. 666 (10 octobre 1961).

POSTES.

Ann. — *Rapport sur l'activité de la Poste pendant l'année 1960, comprenant le rapport sur les résultats de la gestion du service des chèques et virements en compte courant.* — *Transmis par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*; p. 666 (10 octobre 1961).

Communications. — V. aussi *Affaires étrangères.*

Comptabilité. — V. *Droit commercial.*

Comptabilité de l'Etat. — V. *Finances.*

Concessions de vente exclusive. — V. *Commerce et Industrie/Réglementation du commerce.*

Congés culturels. — V. *Travail.*

Conseil de l'Europe. — V. *Affaires étrangères.*

Conseils régionaux. — V. *Droit public.*

Contingent. — V. *Armée.*

Contrat d'emploi (de droit congolais). — V. *Procédure civile/Décisions rendues au Congo.*

Contrat de travail. — V. *Travail.*

Contrats « de brasserie ». — V. *Droit commercial.*

Cour des Comptes.

Ann. — *Transmission au Sénat et renvoi à la commission des Finances de:*

- 1° la délibération du Conseil des Ministres du 13 janvier 1961, n° 1141, concernant une pension de survie à des veuves;
- 2° les délibérations du Conseil des Ministres des 4 novembre 1960, n° 1116 et 17 mars 1961, n° 1148; concernant les différends survenus entre ce collège et le Ministre de la

Cour des Comptes (suite).

Défense nationale, d'une part, et le Ministre des Finances, d'autre part ; 3° les délibérations du Conseil des Ministres des 10 août 1960, 3 février 1961, 17 février 1961 et 17 mars 1961, sous les n°s 1078, 1144, 1146, 1147, 1152, 1153, 1154, 1155 et 1156 relatives à des dépenses en marge des budgets ; p. 26 (25 avril 1961) ;

- la délibération du Conseil des Ministres du 13 février 1961, n° 1145, relative à des dépenses en marge du budget ; p. 28 (2 mai 1961) ;
- les délibérations prises par le Conseil des Ministres le 26 mai 1961, n°s 1157, 1158 et 1159 relatives à des dépenses en marge de budgets ; p. 363 (20 juin 1961) ;
- 1° la délibération du Conseil des Ministres du 26 mai 1961, n° 1160 relative à des dépenses en marge du budget ; 2° les délibérations du Conseil des Ministres des 20 janvier et 17 mars 1961, n°s 1142 et 1150, concernant les différends survenus entre ce collègue et le Ministre des Travaux publics ; p. 399 (27 juin 1961) ;
- les délibérations prises par le Conseil des Ministres, le 12 juin 1961, n°s 1161, 1162, 1163 et 1164 relatives à des dépenses en marge de budgets ; p. 481 (4 juillet 1961) ;
- les délibérations prises par le Conseil des Ministres le 23 juin 1961, n°s 1165, 1166 et 1167, relatives à des dépenses en marge de budgets ; p. 608 (19 juillet 1961).
- 1° les délibérations du Conseil des Ministres des 20 juillet, 11 et 25 août, 1^{er} et 15 septembre 1961 (n°s 1170, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192 et 1193), relatives à des dépenses en marge du budget ; 2° les délibérations du Conseil des Ministres des 17 mars, 7 juillet et 11 août 1961 (n°s 1149, 1151, 1169 et 1180) concernant les différends survenus entre ce collègue et les Ministres des Finances et des Travaux publics ; 3° la délibération du Conseil des Ministres du 6 septembre 1961 (n° 1186) en vue de l'octroi d'une pension de survie à des veuves qui ont contracté mariage après l'admission de leur mari au bénéfice d'une pension militaire ; 4° la délibération du Conseil des Ministres du 7 juillet 1961 (n° 1168) relative à l'octroi d'une pension d'orphelin de guerre ; p. 665 (10 octobre 1961).

Crédit maritime. — V. Communications/Navigation.**Crédits provisoires. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.****Crédits supplémentaires. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.****D****Décès. — V. Chambres législatives — Sénat.****Décisions rendues au Congo. — V. Procédure civile.****Déclarations gouvernementales. — V. Gouvernement.****Dégâts causés par le gros gibier. — V. Chasse.****Dépenses militaires. — V. Armée.****Déportés. — V. Guerre.****Dettes publiques. — V. Finances.****Divers. — V. Chambres législatives — Sénat.****Domages. — V. Affaires africaines.****Droit civil.****BAUX A LOYER.**

Proposition de loi tendant à modifier les articles 1736, 1757, 1758, 1759 et 1762 du Code civil, relatifs aux baux à loyer.

Doc. — N° 29 : Proposition de loi de M. Deruelles.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 291 (13 juin 1961).

PATERNITE ET FILIATION.**ENFANTS NATURELS.**

Proposition de loi modifiant l'article 331 du Code civil relatif à la légitimation.

Doc. — N° 73 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 481 (4 juillet 1961).

TUTELLE.

Proposition de loi complétant les dispositions du Code civil en matière de tutelle.

Doc. — N° 114 : Proposition de loi de M. Lahaye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 608 (19 juillet 1961).

VENTE.**CESSION DE CREANCES.**

Proposition de loi autorisant certaines institutions de crédit à acquiescer des créances de ressortissants belges sur des débiteurs établis au Congo.

Doc. — N° 120 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 667 (10 octobre 1961).

Droit commercial.**COMPTABILITE.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement comptable des entreprises.

Doc. — N° 24 : Proposition de loi de M. Deruelles.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 291 (13 juin 1961).

CONTRATS DITS « DE BRASSERIE ».

Projet de loi relatif à certaines clauses des contrats dits « de brasserie ».

Doc. — N° 74 : Rapport de M. Camby.

Ann. — Pas de discussion générale.

Rejet du projet (5 juillet 1961).

Art. 1^{er}.

L'article n'est pas adopté ; p. 520.

Le projet de loi est rejeté.

Droit commercial (suite).**SOCIETES.**

Projet de loi supprimant la forme de société dénommée « Union du Crédit ».

Doc. — N° 138 : Exposé des motifs et projet de loi.
N° 141 : Rapport de M. Hambye.

SOCIETES BELGES DE DROIT COLONIAL.

Projet de loi, modifiant la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement en Belgique.

Doc. — N° 158 : Exposé des motifs et projet de loi.

Droit d'auteur. — V. Arts, sciences et lettres.**Droit international privé. — V. Affaires étrangères.****Droit pénal.****REHABILITATION.**

Proposition de loi modifiant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation des condamnés.

Doc. — N° 163 : Proposition de loi de M. Orban.

SURETE DE L'ETAT.

Projet de loi relatif à l'épuration civique.

Doc. — N° 30 : Exposé des motifs et projet de loi + Annexe + Erratum.

N° 50 : Rapport de M. Rolin.

N° 54 : Amendements proposés par M. Lilar.

N° 55 : Amendement présenté par le Gouvernement.

Ann. — *Discussion générale* (13 juin 1961).

Discours de MM. ROLIN, rapp. (concernant la répression nécessaire d'atteintes à la sûreté de l'Etat en temps de guerre, les limites qui s'imposent à la répression ; les moyens de résoudre le problème de la répression : amnistie ou réhabilitation ; la mesure ayant pour objet le seul relèvement des incapacités introduite dans la législation en 1948 ; le double objet du projet en discussion ; les innovations quant au contenu des incapacités, à l'échelle des durées de déchéance encourue par les inciviques et à la possibilité de restitution des droits par la voie judiciaire ; les mesures temporaires prévues par le projet, l'importance morale et politique du nombre de voix que le projet recueillera) ; pp. 291 à 293 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, VERMEYLEN, VANHAEST, DE BAECK et DEHOUSSE ; pp. 292, 293 ;

VAN HEMELRIJCK (concernant l'avis de la majorité du groupe P.S.C. quant à la solution définitive du problème de la répression, l'absence de solution en matière d'épuration administrative) ; pp. 293, 294 ;

Observation de M. VANDEPUTTE ; p. 293 ;

DE BAECK (concernant l'inclusion définitive dans notre législation d'une disposition légale résultant d'un arrêté-loi, les modifications proposées en matière d'expression de la pensée, l'insuffisance du projet, la formalité requise pour l'obtention de la réhabilitation, le maintien de la déchéance des droits politiques pour ceux qui ont été condamnés à des peines criminelles, la nécessité de l'amnistie) ; pp. 294 à 297 ;

Observations de MM. STUBBE, VERMEYLEN, VANDEPUTTE, DE WINTER, SLEDSSENS, ROLIN, ORBAN, VAN HEMELRIJCK et LACROIX ; pp. 296, 297 ;

LILAR (concernant l'opportunité d'un large accord sur le projet en discussion, la formalité prévue pour l'obtention de la réhabilitation, la limite de trois ans introduite pour la différenciation entre les condamnés) ; pp. 297, 298 ;

Observations de MM. DE WINTER et VAN HEMELRIJCK ; p. 298 ;

VERMEYLEN, m.j. (concernant l'opportunité de réviser les mesures prises en temps de guerre ou immédiatement après,

Droit pénal. — SURETE DE L'ETAT (suite).

la déchéance établie par l'article 123 définitif, la formalité de la requête prévue pour la réhabilitation, le cas de ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle ; souhaite un vote unanime du projet) ; pp. 298 à 300 ;

Observations de MM. DE BAECK, DE WINTER, VAN HEMELRIJCK et le PRESIDENT ; pp. 298, 299 ;

DIEPENDAELE (concernant l'insuffisance du projet, la nécessité de liquider les séquelles de la guerre) ; p. 300 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (13 juin 1961).

Art. 1^{er}.

Intervention de M. VERMEYLEN ; l'amendement du gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 300 à 302.

Art. 2 et 3.

Adoptés sans observations ; p. 302.

Art. 4.

Intervention de MM. GEORGE, GILLON, VERMEYLEN, VANAUDENHOVE et VAN HEMELRIJCK ;

Observations de MM. le PRESIDENT, ROLIN et LILAR, le paragraphe 2 est adopté ;

Intervention de MM. LILAR, le PRESIDENT, ROLIN et VERMEYLEN ; les amendements de M. LILAR et consorts sont rejetés (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 303 à 305.

L'article 1^{er}, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 305.

Vote (14 juin 1961).

MM. GILLON, ROLIN, DE BAECK et DEHOUSSE justifient leur vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix contre 22 et 21 abstentions ; pp. 318, 319.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi relatif à l'épuration civique.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles et rejet du projet de loi (13 juin 1961).

Art. 1^{er}.

L'article n'est pas adopté.

Le projet de loi est rejeté ; p. 306.

Droit public.**CONSEILS REGIONAUX.**

Proposition de loi portant création d'un Conseil consultatif pour la Flandre et d'un Conseil consultatif pour la Wallonie.

Doc. — N° 157 : Proposition de loi de M. Simoens.

NATIONALITE.

Proposition de loi relative à l'acquisition ou au recouvrement de la nationalité belge par les étrangers nés ou domiciliés sur le territoire de la République du Congo ou par les Congolais ayant eu en Belgique leur résidence habituelle.

Doc. — N° 59 : Proposition de loi de M. Rolin.

N° 107 : Rapport de M. De Baeck.

N° 135 : Amendement présenté par le Gouvernement.

Ann. — *Prise en considération. — Renvoi en commission* : p. 364 (20 juin 1961).

Discussion générale (19 juillet 1961).

Intervention de M. DE BAECK, rapp. (qui se déclare d'accord avec l'amendement du Gouvernement) ; p. 654.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 juillet 1961).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}.

Adopté sans observations ; p. 654.

Droit public. — NATIONALITE (suite).*Art. 2.*

L'amendement du Gouvernement est adopté ;
L'article ainsi amendé est adopté ; pp. 655, 656.

Art. 3 à 7.

Adoptés sans observations ; p. 656.
L'article 2 amendé est remis aux voix et définitivement adopté ;
p. 656.

Vote (19 juillet 1961).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 109 voix et
1 abstention ; pp. 658, 659.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

E**Enfants naturels. — V. Droit civil/Paternité et filiation.****Enseignement.**

Proposition de loi tendant au développement de l'enseignement technique vespéral et accordant des facilités aux « travailleurs-étudiants ».

Doc. — N° 14 : Proposition de loi de M. Debucquoy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 242 (6 juin 1961).

ENSEIGNEMENT SPECIAL.

Proposition de loi tendant à accorder un statut organique à l'enseignement spécial.

Doc. — N° 40 : Proposition de loi de M. Gendebien.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 363 (20 juin 1961).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Proposition de loi portant modification de certains diplômes délivrés par les universités et les institutions d'enseignement supérieur belges.

Nouvel intitulé : *Proposition de loi portant modification des grades et titres conférés par des institutions d'enseignement, avec la mention « coloniale ».*

Doc. — N° 46 : Proposition de loi de M. Van Cauwelaert.
N° 91 : Rapport de M. Janne.

Ann. — Prise en considération (20 juin 1961).

M. VAN CAUWELAERT demande que la proposition soit votée avant les vacances parlementaires ;

La proposition de loi est prise en considération et renvoyée à la commission de l'Éducation nationale et de la Culture ; pp. 363, 364.

Discussion générale (11 juillet 1961).

Discours de MM. JANNE, rapp. (concernant la portée de la proposition, les diplômes délivrés dans le passé) ; p. 551 ;
VAN CAUWELAERT (concernant le vote de la proposition) ; p. 551 ;

Observation de M. le PRESIDENT ; p. 551 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 juillet 1961).
(Texte présenté par la commission).

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; p. 552.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 552.

Vote (12 juillet 1961).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 118 membres présents ; pp. 565, 566.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi modifiant la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

Doc. — N° 140 : Exposé des motifs et projet de loi.

Enseignement. — ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (suite).**EQUIVALENCE DE DIPLOMES ET TITRES.**

Proposition de loi complétant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, en faveur de certains diplômés de l'enseignement technique secondaire supérieur.

Doc. — N° 7 : Proposition de loi de M. Jespers.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 110 (16 mai 1961).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.**EQUIVALENCE DE DIPLOMES ET TITRES.**

Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les grades délivrés par la Faculté Polytechnique de Mons, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Doc. — N° 123 : Proposition de loi de M. Hanotte.

PERSONNEL ENSEIGNANT.

Proposition de loi tendant à accorder aux membres du personnel enseignant des établissements subventionnés un régime de congé de maladie ou de maternité fixé en fonction de leur rémunération réelle.

Doc. — N° 85 : Proposition de loi de M. Van Cauwenberghé.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 537 (11 juillet 1961).

Épargne.**OBLIGATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS.**

Proposition de loi organisant une forme d'épargne au moyen d'obligations sur biens immobiliers avec incorporation de la plus value.

Doc. — N° 137 : Proposition de loi de M. Vandekerckhove.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 667 (10 octobre 1961).

Équivalence de diplômes et titres. — V. Enseignement/Enseignement supérieur. — V. Enseignement/Enseignement technique.**Étrangers.**

Proposition de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.

Doc. — N° 58 : Proposition de loi de M. Rolin.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 399 (27 juin 1961).

Exequatur. — V. Affaires étrangères/Droit international privé.**Expansion économique. — V. Commerce et Industrie.****F****Finances.****COMPTABILITE DE L'ETAT.**

Projet de loi modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

Doc. — N° 90 : Rapport de M. Leemans + Annexes.

Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).**CREDITS PROVISOIRES.**

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1961.

Doc. — N° 71 : Rapport de M. Lacroix.

Ann. — Discussion générale (27 juin 1961).

Discours de M. LACROIX, rapp. (concernant la limitation des nouveaux crédits provisoires à une période de quatre mois) ; p. 399 ;

Intervention de MM. le PRESIDENT (concernant le vote des budgets par le Sénat avant les vacances parlementaires), DEQUAE, m.f. (concernant les raisons pour lesquelles de nouveaux crédits provisoires sont demandés), GILLON, HARMEGNIES et LACROIX ; pp. 399, 400 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (27 juin 1961).
(Texte présenté par la commission).*

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; p. 400.

Vote (27 juin 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix contre 14 et 7 abstentions ; pp. 405, 406.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Projet de loi portant premier ajustement des prévisions budgétaires pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 69 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 94 : Rapport de M. Ligot + Annexes.

Ann. — Discussion générale (11 juillet 1961).

Discours de MM. HOUARDY (concernant le manque de justification des crédits supplémentaires sollicités pour l'instruction publique, la défense nationale et les affaires africaines, les économies qui avaient été prévues par le gouvernement précédent, la nécessité d'une rationalisation des dépenses) ; pp. 544, 545 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, VAN CAUWELAERT, DEQUAE, m.f. et STUBBE ; pp. 544, 545 ;

NIHOUL (concernant l'application de la loi unique du point de vue de la fiscalité de l'Etat, la nécessité de contenir les dépenses de l'Etat dans des normes raisonnables) ; pp. 545, 546 ;

Observations de M. DEQUAE ; pp. 545, 546 ;

P. DE SMET (concernant la justification des crédits supplémentaires par la politique du nouveau gouvernement, les dépenses supplémentaires pour l'instruction publique, la note de la commission de l'Education nationale et de la Culture, le contrôle par le Parlement, l'assistance du Ministre des Finances aux réunions de la commission du Pacte scolaire) ; p. 546 ;

Observation de M. VANDEKERCKHOVE ; p. 546 ;

de la VALLEE POUSSIN (concernant la répartition de la responsabilité financière entre les membres du gouvernement, l'assainissement des dépenses de l'Etat, la réduction du train de vie de l'Etat, la réforme fiscale) ; pp. 546, 547 ;

Observations de MM. DE WINTER et HOUARDY ; p. 547 ;

DEQUAE, m.f. (concernant la présentation d'un feuillet de crédits supplémentaires au milieu de l'année, l'établissement d'une situation financière, la dette publique ; répond aux orateurs et traite notamment des crédits supplémentaires demandés pour l'instruction publique, la défense nationale et les affaires africaines, de l'application des mesures fiscales de la loi unique, de la restitution d'un milliard au Fonds des communes, de l'admission du Ministre des Finances aux réunions de la commission du Pacte scolaire, de la diminution de l'impasse budgétaire) ; pp. 547 à 549 ;

Observations de MM. P. DE SMET, DE BLOCK, LEYNEN, ADAM, DE WINTER, TRAPPENIERS et STUBBE ; pp. 547 à 549 ;

ADAM (concernant la justification du crédit supplémentaire de 200 millions sollicité pour la S.N.C.B.) ; p. 549 ;

Observation de M. HOUARDY ; p. 549 ;

DEQUAE, m.f. (concernant la récupération des dommages subis par la S.N.C.B. à la suite des grèves de décembre 1960 et janvier 1961) ; pp. 549 et 550 ;

Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).**CREDITS SUPPLEMENTAIRES (suite).**

Observations de MM. ADAM et HOUARDY ; p. 550 ;
La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (11 juillet 1961).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 550.

Discussion des articles du projet de loi (11 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 8.

Adoptés sans observations ; pp. 550, 551.

Vote (12 juillet 1961).

M. VAN LAEYS justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 100 voix contre 12 et 14 abstentions ; p. 566.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DETTE PUBLIQUE.**CAISSE D'AMORTISSEMENT.**

Ann. — Il sera procédé au cours d'une prochaine séance à la désignation d'un membre du Sénat pour faire partie de la commission chargée de surveiller les opérations de la Caisse ; p. 62 (9 mai 1961). — M. FRANCK est nommé membre de la Commission de surveillance ; p. 144 (18 mai 1961).

Rapport sur les opérations d'amortissement de la Dette publique effectuées en 1960. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 481 (4 juillet 1961).

ORGANISMES ET SERVICES DECLARES NULS.

Ann. — Rapports rédigés par le Comité de liquidation pour le deuxième semestre 1960. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 25 (25 avril 1961).

Rapports rédigés par le Comité de liquidation pour le premier semestre 1961. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 666 (10 octobre 1961).

REDRESSEMENT FINANCIER.

Projet de loi modifiant certaines dispositions du Titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et rapportant la loi du 28 février 1961 complétant l'article 75 de la loi communale.

Doc. — N° 78 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 101 : Rapport de M. Neybergh.

N° 102 : Amendement proposé par M. de Stexhe.

N° 106 : Amendements proposés par M. Merchiers.

Ann. — Discussion générale (13 juillet 1961).

Discours de MM. NEYBERGH, rapp. (concernant la très large déconcentration du pouvoir d'approbation des décisions des conseils communaux ayant trait à la fixation des cadres et aux traitements du personnel, les amendements déposés, la suppression de la loi du 28 février 1961) ; pp. 592, 593 ;

de STEXHE (propose de reporter le débat à la séance du mardi suivant, le Ministre de l'Intérieur étant retenu à la Chambre des Représentants) ; p. 593 ;

Observation de M. le PRESIDENT ; p. 593 ;

Intervention de MM. MERCHIERS, HARMEGNIES, VERMEYLEN, m.j. et GILLON ; p. 593 ;

TRAPPENIERS (concernant la nécessité du projet, les différences entre provinces en matière de traitements, les situations spéciales qui se présentent dans certaines communes, le reclassement) ; pp. 593, 594 ;

SLEDSSENS (regrette que l'administration ait voulu prendre une sorte de revanche à l'égard d'une initiative parlementaire ; concernant l'accélération de l'examen des dossiers et l'unité de jurisprudence) ; p. 594 ;

Observations de MM. le PRESIDENT et DE BOODT ; p. 594 ;

de STEXHE (concernant l'objectif du titre IV de la loi unique, les mesures qu'elle contenait en matière de cadres et de statut pécuniaire du personnel des communes, l'objectif du

Finances. — REDRESSEMENT FINANCIER (suite).

projet en discussion, l'établissement des dispositions générales prévues par l'article 2, les abus possibles, son amendement à l'article 3, l'article 9 du projet prévoyant la consultation syndicale obligatoire et le projet pendant à la Chambre relatif au statut syndical des agents des provinces et des communes) ; pp. 594 à 597 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, HERCOT, VAN CAUWENBERGHE, MOULIN, VAN CAUWELAERT et A. GILSON, m.i.f.p. ; pp. 595 à 597 ;

MERCHIERS (concernant les raisons qui ont incité le ministre à proposer une modification de la loi unique, les cadres pléthoriques de certaines communes, l'établissement de normes pour les cadres communaux, l'omission de la référence aux barèmes de l'Etat pour la fixation des rémunérations du personnel communal, la consultation syndicale, l'abrogation de la loi du 28 février 1961) ; pp. 597, 598 ;

NIHOUL (concernant les pouvoirs donnés aux gouverneurs par la délégation de tutelle) ; p. 598 ;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs et traite notamment de la nécessité de revenir sur le titre IV de la loi unique, de l'établissement de normes, de la référence aux conditions existant pour les agents de l'Etat, du délai dans lequel seront définies les règles générales, de la déconcentration des pouvoirs envisagée dans le projet, du contrôle de l'application des règles générales, du régime transitoire nécessaire, de la consultation syndicale, du retrait de la loi du 28 février 1961, d'une adaptation de texte) ; pp. 598 à 600 ;

Observations de MM. HOUARDY, MERCHIERS, NIHOUL, VAN CAUWELAERT et HARMEGNIES ; pp. 598, 599 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (13 juillet 1961).

Art. 1^{er}.

Adopté sans observations ; p. 600 ;

Art. 2.

L'amendement de MM. MERCHIERS et DE GRAUW est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 600.

Art. 3.

L'amendement de MM. MERCHIERS et DE GRAUW est rejeté ;

Intervention de MM. de STEXHE et A. GILSON ; l'amendement de M. de STEXHE est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 600, 601.

Art. 4 à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 601, 602.

Art. 8.

L'article est adopté avec une modification d'ordre purement matériel ; p. 602.

Art. 9.

Intervention de MM. de STEXHE et A. GILSON ;

L'article est adopté ; pp. 602, 603.

Art. 10.

L'article est adopté ; p. 603.

Vote (13 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 92 voix contre 6 et 1 abstention ; p. 603.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Finances. — V. aussi Affaires étrangères.**Finances provinciales et communales. — V. Provinces.****Fonds agricole. — V. Agriculture.****Forces armées. — V. Affaires étrangères.****Fusion de sociétés. — V. Impôts/Impôts directs — Revenus.****G****Gardes champêtres. — V. Communes/Communes rurales.****Gouvernement.**

Ann. — Copies de trois arrêtés royaux, en date du 25 avril 1961, relatifs à la démission et à la nomination des membres du gouvernement. — Transmises par le Premier Ministre ; p. 28 (2 mai 1961).

DECLARATION GOUVERNEMENTALE.

Ann. — Déclaration (2 mai 1961).

Discours de M. LEFEVRE, p.m. (concernant l'avenir de la Belgique, l'importance de sa position dans le monde, la politique belge à l'égard du Congo, le règlement durable des relations entre Wallons et Flamands, l'accélération du développement économique, le rôle de l'Etat dans ce domaine, le retour à une situation budgétaire nette, la programmation économique, la politique agricole, le progrès social, la révision constitutionnelle, la réforme de la structure gouvernementale, le fonctionnement des administrations publiques, le droit de grève des agents des services publics, l'assurance de la liberté du travail ; les mesures qui seront prises avant la fin de l'année : la création de conseils culturels dotés de compétences réelles, la fixation définitive de la frontière linguistique, le recensement, l'équilibre linguistique dans les services publics, l'augmentation temporaire des impôts indirects et la lutte contre la fraude fiscale, la réforme fiscale, la réorganisation des marchés financiers, le projet relatif aux sociétés d'investissements, la création d'un directoire charbonnier, la réduction du coût de l'énergie électrique, le Bureau de programmation économique, l'augmentation de la pension des ouvriers, la réforme de l'assurance contre le chômage, la création d'un Institut national de la Sécurité sociale, la solution du problème de la répression, la liquidation des séqueles des grèves, le réexamen des titres IV et V de la loi du 14 février 1961, la révision de la législation en matière linguistique, la réforme de la fiscalité directe et indirecte, un plan coordonné d'investissements publics, la transformation des grands organismes consultatifs, la politique familiale) ; pp. 28 à 31.

Discussion (9 mai 1961).

Discours de MM. GILLON (concernant l'accord signé lors de la constitution du précédent gouvernement, le régime électoral belge, la composition actuelle de la majorité, les positions prises par les partis avant les dernières élections, les pertes de voix subies par le P.S.C. et le parti socialiste, la composition du gouvernement et le dosage en son sein, les mutations des ministres GILSON et SEGERS ; l'imprécision de la déclaration à propos de la défense nationale, des classes moyennes, du Congo et de la question linguistique) ; pp. 36 à 39 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, VANDER BRUGGEN, HANOTTE, MOULIN, MACHTENS, ORBAN, WARANT, ROLIN et FLAMME ; pp. 36 à 38.

VAN HEMELRIJCK (concernant l'état d'esprit du groupe P.S.C., sa position à l'égard du gouvernement P.S.C.-P.S.B., le rétablissement de l'autorité de l'Etat, l'éloignement croissant entre le parlement et l'opinion publique, l'avenir du pays, la solution des problèmes en suspens, la sobriété de la déclaration gouvernementale en matière de politique familiale, les problèmes linguistiques, l'article 123sexies, les questions financières, la nécessité de l'assainissement de certains secteurs, la politique économique et agricole, la nécessité d'une programmation en matière d'enseignement, le choix du chef de cabinet du Ministre de l'Education nationale, le Congo, l'importance du facteur démographique dans le relèvement économique de la Belgique) ; pp. 39 à 41 ;

Observations de MM. TRAPPENIERS et le PRESIDENT ; pp. 41, 42 ;

ROLIN (concernant l'appui du groupe socialiste au gouvernement, les raisons de la position socialiste, l'association des P.S.C. et P.S.B. rendue possible par le pacte scolaire, la composition du gouvernement, la répartition des compétences spécialement en matière d'affaires congolaises, la majoration de la taxe de transmission, le coût de l'électricité, la réforme des institutions, les rapports entre le Ministre de l'Education nationale et son adjoint, l'article 123sexies ; la politique extérieure de la Belgique, la rationalisation dans le domaine des institutions internationales, l'O.T.A.N., la réalisation de l'Eu-

Gouvernement. — DECLARATION GOUVERNEMENTALE (suite).

- rope unie, la politique à l'égard du Congo et des Nations Unies, le désarmement, les relations Est-Ouest, la coopération avec les jeunes nations afro-asiatiques, l'admission de la Chine communiste à l'O.N.U.) ; pp. 42 à 45 ;
- Observations de MM. ORBAN et le PRESIDENT ; pp. 42 à 45 ;
- MOUREAUX (concernant les mesures qu'il avait prises après les grèves de janvier 1961, la levée de ces mesures par le Ministre de l'Education nationale) ; pp. 45, 46 ;
- LAROCK, m.é.n.c. (répond à M. MOUREAUX) ; pp. 46, 47 ;
- Observations de MM. GODIN, ADAM, ORBAN, VANAU-DENHOVE et VERSE ; pp. 46, 47 ;
- MOUREAUX (demande au Ministre de l'Education nationale de produire les dossiers litigieux à la commission compétente) ; p. 47 ;
- LAROCK, m.é.n.c. (déclare que les dossiers seront mis à la disposition de la commission) ; p. 47 ;
- P. DE SMET (concernant le déficit budgétaire, les charges fiscales, la politique en matière d'investissements, les charges nouvelles, l'augmentation des pensions, la dette publique, la réforme fiscale, le maintien des prérogatives du parlement en matière d'impôts directs) ; pp. 47, 48 ;
- JANNE (concernant la situation économique du pays, le récent rapport de la F.I.B. à ce sujet, la vulnérabilité de l'économie belge, le premier programme quinquennal, le recensement, l'élaboration annuelle d'un budget économique national, la société nationale d'investissements, un directoire charbonnier, le Bureau de programmation, la réduction du coût de l'électricité, les investissements publics, la réforme des holdings, la politique scientifique, le financement de la recherche scientifique) ; pp. 48 à 50 ;
- ROOSENS (concernant le caractère vague et superficiel de la déclaration gouvernementale, la politique portuaire, la question congolaise, les relations entre Wallons et Flamands, les communes limitrophes de l'agglomération bruxelloise, l'autonomie culturelle, les séquelles de la répression, les problèmes sociaux et familiaux, les réductions des dépenses, la réforme de l'assurance maladie-invalidité) ; pp. 50 à 53 ;
- Observation de M. LEFEVRE, p.m. ; p. 52 ;
- DUVIEUSART (concernant les tentatives antérieures d'allier les forces sociales chrétiennes et socialistes, les problèmes posés par les événements de décembre 1960 et janvier 1961, la défense des institutions démocratiques et parlementaires, l'opération de redressement entreprise par le gouvernement Eyskens, l'opportunité d'un gouvernement d'union nationale pour la solution d'importants problèmes, l'abandon des principes précis d'assainissement énoncés dans la loi unique, les problèmes que pose la dualité linguistique) ; pp. 53 à 55 ;
- Observations de MM. MOULIN, DELOR et LEFEVRE ; pp. 53, 54 ;
- MOULIN (concernant le Fonds de reclassement des handicapés, la réparation due aux victimes des maladies professionnelles, le sort des malades invalides, l'augmentation de la pension de vieillesse, l'accélération de l'examen des dossiers pour les carrières mixtes, l'octroi des pensions anticipées) ; pp. 55, 56 ;
- Intervention de MM. le PRESIDENT (concernant la prolongation de la séance et la clôture de la liste des orateurs) et GILLON ; p. 56 ;
- Discours de MM. ORBAN (concernant le malaise provoqué au sein du parti social chrétien par l'alliance du P.S.C. et du P.S.B., l'absence de contact avec le parti libéral en vue de la constitution d'un gouvernement P.S.C.-libéral, les mesures en vue d'assurer l'ordre, le droit de grève des agents des services publics, les problèmes de la responsabilité syndicale) ; pp. 56 à 59 ;
- Observation de M. LEFEVRE ; p. 57 ;
- LAHAYE (concernant la concordance de la déclaration gouvernementale et de l'exposé des motifs de la loi unique sur nombre de points, le sort des fonctionnaires coloniaux, l'épargne belge investie dans les emprunts congolais, la politique à l'égard du Congo, l'appui à un état unitaire ou à un régime fédéral, l'arrestation de M. Tshombe, l'attitude du gouvernement à l'égard de la politique anti-belge des Nations Unies, le sort des militaires belges emprisonnés à Stanleyville, les problèmes des classes moyennes, la fiscalité et les investissements) ; pp. 59 à 61 ;
- Observation de M. LEFEVRE ; p. 60 ;

Gouvernement. — DECLARATION GOUVERNEMENTALE (suite).

SLEDSSENS (concernant la nécessité d'une politique agricole cohérente, le problème des terres, les expropriations, les prix, l'exportation de produits de l'agriculture et de l'horticulture, la répartition équitable de la prospérité entre les villes et les campagnes) ; pp. 61, 62.

Reprise de la discussion (10 mai 1961 — matin).

- Discours de MM. DE WINTER (concernant la programmation, l'expansion économique, la création d'un climat favorable aux investissements, la mise en application de l'augmentation des taxes assimilées au timbre, la soumission des autres arrêtés d'exécution de la loi unique aux commissions parlementaires compétentes, le projet de loi relatif aux sociétés d'investissements, le paiement des rentes et l'amortissement des emprunts congolais, le déséquilibre linguistique au ministère des Affaires étrangères) ; pp. 63 à 66 ;
- DELBUILLE (concernant les problèmes wallons, le prix de l'électricité, la réforme des institutions, la solution fédéraliste, la création d'un Sénat paritaire, l'adaptation du nombre de sièges, la décentralisation sur le plan économique) ; pp. 66 à 68 ;
- Observations de MM. LEYNEN, ROLIN, LEFEVRE, HARMENGNIES et ORBAN ; p. 67 ;
- HOUGARDY (concernant l'effritement de la majorité, le renforcement de l'autorité de l'Etat, la réforme de la fiscalité, les problèmes sociaux, le reclassement des anciens coloniaux, la situation des porteurs d'emprunts congolais, la question linguistique, la suppression du recensement linguistique, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, les problèmes qui intéressent les prisonniers politiques, résistants et anciens combattants) ; pp. 68 à 70 ;
- Observations de MM. DE BLOCK et FLAMME ; pp. 68 à 70 ;
- VANDEPUTTE (concernant les problèmes des classes moyennes, la paix sociale et l'ordre, la sécurité sociale des indépendants, une politique d'établissement) ; p. 71 ;
- Observations de M. DE BLOCK ; p. 71 ;
- DE BAECK (concernant le rétablissement de l'autorité de l'Etat, la liquidation des séquelles des grèves, le paiement des traitements à des grévistes pour la période de grève, les mises en liberté provisoire, l'adaptation de la loi de 1948) ; pp. 71 à 73 ;
- Observations de MM. le PRESIDENT, VERSPEETEN et DE BLOCK ; p. 72 ;
- REMSON (concernant la situation des malades invalides, la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux pensionnés, veuves et invalides, l'adaptation de l'indemnité du malade invalide) ; p. 73 ;
- DE GRAUW (concernant le problème linguistique, la situation dans la périphérie bruxelloise, le respect des droits des francophones, la modification du régime linguistique de l'agglomération bruxelloise) ; pp. 74, 75 ;
- Observations de MM. DE BOODT, VERHAEST, DE BLOCK et LEFEVRE ; pp. 74, 75 ;
- NIHOUL (concernant l'assainissement des finances publiques, les emprunts de 1961, l'hémorragie financière due à l'assurance maladie-invalidité, la réforme fiscale, le découpage du Ministère de l'Education nationale) ; pp. 75, 76 ;
- Observation de M. DEQUAE, m.f. ; p. 75 ;
- BLOCK (concernant les condamnations des ouvriers grévistes, la situation linguistique dans les cadres supérieurs au ministère des Affaires étrangères, les problèmes belgo-néerlandais relatifs aux voies d'eau, la politique des travaux publics, l'urbanisme, la politique du logement, la révision des arrêtés de décembre 1960) ; pp. 76, 77 ;
- GODIN (concernant une formule de gouvernement tripartite, la sauvegarde de l'autorité de l'Etat, l'élaboration d'un statut des syndicats, le choix des ministres) ; pp. 77, 78 ;
- Observations de MM. LEFEVRE, DE BLOCK, MOULIN et le PRESIDENT ; pp. 77, 78 ;
- VAN CAUWENBERGHE (concernant le problème du logement social, les arrêtés Meyers et le projet de loi relatif au code du logement social, la nécessité d'une politique du logement) ; pp. 78, 79.
- Reprise de la discussion (10 mai 1961 — après-midi).*
- Discours de MM. PONTUS (concernant les problèmes de la population belge d'expression allemande, l'indemnisation des soldats enrôlés de force dans la Wehrmacht, la révision des mesures d'épuration) ; pp. 81, 82 ;

Gouvernement. — DECLARATION GOUVERNEMENTALE (suite).

VANAUDENHOVE (concernant l'opposition constructive du parti libéral, la large majorité parlementaire qui soutient le gouvernement, la situation économique brillante dont hérite le gouvernement, l'élévation du standard de vie par l'économie libre, les réalisations du gouvernement précédent; rend hommage à M. Eyskens; concernant la loi unique, la constitution du gouvernement, les mesures d'amnistie prises en faveur des grévistes, le raffermissement de l'autorité de l'Etat, la nécessité d'assainir les finances publiques, l'assainissement dans les secteurs des chemins de fer, de l'assurance maladie-invalidité et du chômage, les dépenses pour l'enseignement); pp. 82 à 86;

Observations de MM. FLAMME, DE BLOCK, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. LEFEVRE, ROLIN, HARMEGNIES, VANDER BRUGGEN, DE BOODT et LAROCK, m.é.n.c.); pp. 83 à 86;

LEFEVRE, p.m. (concernant la nécessité de résoudre des problèmes vitaux pour le pays, l'absence d'objections de principe contre une alliance P.S.C./P.S.B., le problème de la restauration de l'ordre et de l'autorité, les rapports entre les communautés flamande et wallonne, la politique congolaise, la politique financière et économique, la politique scientifique du gouvernement, la politique sociale); pp. 86 à 89;

Observations de MM. VANAUDENHOVE, ORBAN et ROLIN; pp. 86 à 88;

NOEL (concernant l'application de la loi unique par ceux qui l'ont combattue, l'importance de la majorité, la politique à l'égard du Congo, la reconnaissance de la Chine populaire, la politique scolaire, la politique économique, le maintien de l'industrie charbonnière, l'expérience de Probeldom, le contrôle des entreprises, l'augmentation de la taxe de transmission, le relèvement des salaires, la réglementation du droit de grève); pp. 89 à 92;

Observations de MM. DE BLOCK, HARMEGNIES et ROLIN; pp. 90, 91;

le baron NOTHOMB (concernant l'opportunité d'un gouvernement d'union nationale dans la crise que traverse actuellement la Belgique, l'opposition d'une partie du groupe social chrétien à la coalition gouvernementale); pp. 92, 93;

Observations de MM. HARMEGNIES et DE BOODT; p. 92;

HARMEGNIES (concernant la restitution du milliard enlevé au Fonds des communes par la loi unique, l'application de la loi du 4 avril 1958, la mise au travail de chômeurs par les communes); p. 93;

DEQUAE, m.f. (concernant le problème budgétaire de 1961, le «découvert», les crédits supplémentaires à prévoir, la compression des dépenses de l'Etat, les prévisions de recettes pour 1961, les difficultés de trésorerie, la dette flottante étrangère, la réforme fiscale); pp. 93 à 95;

Observations de MM. ROLIN, DE WINTER et P. DE SMET; pp. 94, 95;

le baron DORLODOT (concernant l'opposition d'une majorité des électeurs P.S.C. à la formule gouvernementale actuelle, les réformes de structure annoncées, l'opportunité d'une formule d'union nationale); pp. 95, 96;

Observations de M. REMSON; p. 95;

DE BOODT (concernant le problème des relations entre Flamands et Wallons, la situation linguistique au ministère des Affaires étrangères et à l'armée en particulier dans le cadre des officiers supérieurs, la politique congolaise du gouvernement); pp. 96, 97;

Observations de MM. ROLIN et DE WINTER; pp. 96, 97;

MACHTENS (concernant la situation financière des communes, les cadres communaux, les logements sociaux, les relations entre Wallons et Flamands, le régime linguistique dans l'agglomération bruxelloise et la périphérie); pp. 97 à 99;

Observations de M. DE BOODT; pp. 97, 98;

de la VALLEE POUSSIN (concernant le rétablissement de l'autorité de l'Etat, la structure du gouvernement, la nomination de sous-secrétaires d'Etat à la réforme fiscale et au reclassement des Belges rapatriés du Congo, la réforme administrative, la question linguistique); pp. 99, 100;

Observation de M. DE WINTER; p. 100;

FLAMME (concernant la réorganisation de l'armée, la réalisation d'économies à la Défense nationale, les réformes économiques, la note de la F.I.B.); pp. 100, 101;

MOREAU de MELEN (concernant les événements de décembre et de janvier derniers, l'opportunité d'un gouvernement d'union nationale); p. 101;

Gouvernement. — DECLARATION GOUVERNEMENTALE (suite).

HANOTTE (concernant l'application des titres IV et V de la loi unique, l'âge de l'admission à la pension pour les agents des services publics, l'augmentation de la retenue pour la caisse des veuves et orphelins); pp. 101, 102;

R. HOUBEN (concernant les attributions du Ministre de l'Education nationale et de la Culture et du Ministre-adjoint, l'application du pacte scolaire, la portée du vote de confiance au gouvernement); pp. 102, 103;

VERSPEETEN (concernant l'application des titres IV et V de la loi unique, leur révision, l'exercice du droit de grève dans les services publics, la révision des barèmes, les autres problèmes qui intéressent les agents des services publics); pp. 103, 104;

de STEXHE (concernant la faiblesse du programme gouvernemental notamment en matière de mesures d'ordre, les conflits entre les ministres, la reconstitution de l'unité du parti socialiste, l'opposition de l'aile wallonne du P.S.C. due à la gravité des événements de décembre et janvier derniers dans les provinces wallonnes, la solution de la question linguistique); pp. 104, 105;

Observations de MM. HARMEGNIES et ORBAN; p. 105;

VERSE (concernant la carence de la déclaration à propos de maintien de l'ordre et de garantie de la liberté de travail, la suppression du recensement linguistique, les projets du gouvernement en matière financière); pp. 105, 106;

Observation de M. SLEDSSENS; p. 105;

FAYAT, m.adj.a.étr. (concernant le déséquilibre linguistique au ministère des Affaires étrangères); p. 106;

VAN LAEYS (concernant les dangers de l'augmentation des impôts; l'augmentation de la dette publique); p. 106;

LEFEVRE, p.m. (concernant la politique agricole du gouvernement, le sort des agents rapatriés d'Afrique, les problèmes spéciaux des cantons de l'Est); p. 106;

Un ordre du jour de confiance est déposé par MM. VAN HEMELRIJCK et ROLIN; pp. 106, 107.

Vote sur l'ordre du jour (10 mai 1961).

MM. SOBRY, LEYNEN, DIEPENDAELE, JANSSEN, ADAM et P. DESMET justifient leur vote;

L'ordre du jour de confiance est adopté par 120 voix contre 32 et 13 abstentions; pp. 107, 108.

Greffiers. — V. Organisation judiciaire/Personnel judiciaire.

Guerre.

ANCIENS COMBATTANTS.

SOINS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES.

Proposition de loi relative à l'octroi de soins médicaux et pharmaceutiques gratuits aux titulaires de la carte du feu.

Doc. — N° 34: Proposition de loi de M. De Boodt.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission: p. 364 (20 juin 1961).

DEPORTES.

RENTE DE DEPORTATION.

Proposition de loi tendant à instituer une rente de déportation.

Doc. — N° 66: Proposition de loi de M. Vander Bruggen.

N° 110: Rapport de M. Janssen.

N° 134: Amendements proposés par M. Wiard.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 399 (27 juin 1961).

Discussion générale et renvoi en commission (19 juillet 1961).

Intervention de M. ROLIN (qui propose le renvoi en commission); p. 654.

Le renvoi en commission est décidé; p. 654.

Guerre (suite).**PRISONNIERS POLITIQUES.**

Proposition de loi attribuant aux bénéficiaires des lois organisant le statut du prisonnier politique, un pourcentage forfaitaire d'invalidité au titre de la pathologie concentrationnaire.

Doc. — N° 53 : Proposition de loi de M. Gendebien.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 364 (20 juin 1961).

Renvoi à la commission des Finances ; p. 481 (4 juillet 1961).

H**Habitations.**

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes.

Doc. — N° 65 : Proposition de loi de M. Smet.

N° 159 : Rapport de M. Vandermeulen.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 481 (4 juillet 1961).

Projet de loi prorogeant les délais fixés par la loi du 29 mai 1948 portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations sociales et à l'acquisition de petites propriétés terriennes et par la loi du 15 avril 1949 instituant un Fonds national du logement.

Doc. — N° 136 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 156 : Rapport de M. Stubbe.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ TERRIENNE.

Ann. — Bilan de la société pour l'exercice 1960 et rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 666 (10 octobre 1961).

SOCIÉTÉ NATIONALE DU LOGEMENT.

Ann. — Bilan de la société et rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires pour l'exercice 1960. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 314 (14 juin 1961).

Hypothèques. — V. Privilèges et hypothèques.**I****Impôts.****IMPOTS DIRECTS.****REVENUS.**

Proposition de loi tendant à améliorer la perception de la taxe mobilière par des simplifications des formalités administratives.

Doc. — N° 116 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 609 (19 juillet 1961).

FUSION DE SOCIÉTÉS.

Proposition de loi prorogeant l'application de la loi du 15 juillet 1959 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés et l'apport de branches d'activités.

Doc. — N° 139 : Proposition de loi de M. Van Houtte.

N° 160 : Rapport de M. De Baeck.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 667 (10 octobre 1961).

Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).**TAXE DE CIRCULATION.**

Proposition de loi portant réglementation de la durée de stationnement sur la voie publique.

Doc. — N° 60 : Proposition de loi de M. Dekeyzer.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 399 (27 juin 1961).

Interpellations.**DE BOODT.**

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères « sur les récents événements au Katanga et l'attitude du Gouvernement belge à l'égard de nos concitoyens y demeurant ».

Discussion jointe à celle de l'interpellation de M. LAHAYE « sur l'immixtion des forces de l'O.N.U. dans les affaires de politique intérieure de la République du Congo en général et de l'Etat du Katanga en particulier, et la nécessité pour le Ministre des Affaires étrangères de réagir immédiatement contre cette immixtion et sur l'inutilité de verser encore annuellement une lourde contribution financière à un organisme qui a failli à ses obligations internationales et a porté un préjudice matériel et moral considérable à notre pays ».

DESMET L.

Ann. — Interpellation au Premier Ministre et au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie « sur la fermeture annoncée des charbonnages de Maurage, situés dans la région du Centre ». — Demande ; p. 25 (25 avril 1961).

Discussion (18 mai 1961).

Discours de MM. L. DESMET (concernant l'amoinissement économique de la région du Centre, les déficiences structurelles de la région, l'absence de reconversion dans le Centre, les répercussions de la fermeture des charbonnages, l'annonce de la fermeture des charbonnages de Maurage non compris dans le plan d'assainissement, l'aide financière accordée aux charbonnages du Centre et aux charbonnages de Maurage ; le rendement supérieur des charbonnages de Maurage, la modernisation de ces charbonnages, la diminution de rendement au siège de La Garenne ; la situation financière des charbonnages de Maurage, la perte de capital, la vente des produits des charbonnages ; pose des questions concernant les possibilités d'amélioration des résultats techniques à Maurage, les mesures à prendre en vue d'obtenir ces améliorations, la situation actuelle de la société, la comparaison entre les charbonnages du Centre et les charbonnages de Maurage en matière de subventions ; concernant l'urgence de la reconversion de la région du Centre) ; pp. 152, 153, 154 à 157 ;

Observations de MM. HARMEGNIES et LEYNEN ; pp. 152 et 156 ;

DE BLOCK (affirme sa solidarité avec ses collègues wallons ; concernant les problèmes charbonniers qui subsistent, la reconversion nécessaire de la région du Centre, la nécessité de créer de grandes unités de production du charbon) ; pp. 157, 158 ;

LEYNEN (concernant la politique des subventions économiques, l'assurance d'une capacité de production de charbon couvrant les besoins normaux de la Belgique) ; p. 158 ;

Observations de MM. L. DESMET, DE BLOCK et VAN BUGGENHOUT ; p. 158 ;

SPINOY, m.a.éc.én. (concernant la situation des charbonnages de Maurage, les pertes enregistrées, la désignation d'une commission d'enquête par le Conseil national des Charbonnages ; la politique charbonnière du gouvernement ; poursuite du programme d'assainissement, mise en œuvre d'une vaste politique de reconversion, maintien d'une capacité de production suffisante pour l'approvisionnement de l'industrie belge, effort de réduction des coûts de la production) ; pp. 158 à 160 ;

L'incident est clos.

LAHAYE.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et aux Ministres des Finances, de l'Intérieur et de la Fonction publique, et du Commerce extérieur

terpellations. — LAHAYE (suite).

et de l'Assistance technique « sur la politique africaine du gouvernement, notamment en ce qui concerne nos relations avec la République fédérale du Congo, la libération de nos huit soldats prisonniers à Stanleyville, le retrait exigé des conseillers belges, l'indemnisation ou le retour éventuel de nos travailleurs indépendants, la reprise des relations diplomatiques ». — Demande ; p. 238 (30 mai 1961).

Discussion (15 juin 1961).

Discours de MM. LAHAYE (concernant l'emprisonnement de huit soldats belges à Stanleyville, les pourparlers en vue de leur libération ; le retrait des conseillers politiques et des militaires étrangers du Congo, la différenciation à faire entre conseillers et techniciens, la présence de conseillers belges ailleurs qu'au Katanga et au Sud-Kasaï, la désignation par l'O.N.U. de conseillers et techniciens belges, la non-reconnaissance du Katanga, la politique du gouvernement à l'égard des travailleurs indépendants installés au Congo, l'indemnisation des pertes qu'ils ont subies, le reclassement du personnel de l'administration africaine, des travailleurs indépendants et du personnel du secteur privé, l'émigration d'anciens colons au Brésil ou en Australie, la convention passée avec le C.I.M.E., la coordination de l'émigration et l'assistance technique, la création d'un organisme de crédit à l'émigration, la question de la dette publique congolaise, la reprise des relations diplomatiques avec le Congo) ; pp. 353 à 356 ;

Observations de MM. DE BOODT, ROLIN, GHEYSEN et le PRESIDENT ; pp. 353 à 356 ;

ROLIN (concernant la situation difficile dans laquelle se trouve un certain nombre de Belges revenus du Congo, la création d'un fonds d'aide) ; p. 356 ;

SPAAK, v.p.m. et m.a.étr. (concernant la suppression du Ministère des Affaires africaines, le partage des compétences dans la liquidation de ce ministère, l'arrestation de huit soldats belges à la frontière du Ruanda et du Kivu, le retrait des conseillers politiques, la reprise de relations diplomatiques avec le Congo) ; pp. 356, 357 ;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (concernant la politique du gouvernement à l'égard des travailleurs indépendants revenus du Congo, la création d'une coopérative agricole au Brésil, l'émigration d'anciens colons du Congo, l'action du C.I.M.E.) ; pp. 357, 358 ;

Observation de M. le PRESIDENT ; p. 358 ;

DEQUAE, m.f. (concernant l'aide accordée aux Belges revenus du Congo, le problème financier que pose le reclassement des indépendants, la question de la dette publique congolaise, la charge financière qui résultera pour la Belgique de la solution des divers problèmes) ; p. 358 ;

DUVIEUSART (concernant les problèmes du reclassement des agents revenus d'Afrique, le reclassement des colons, le problème financier, l'instauration au parlement d'un débat à la mesure des problèmes africains) ; pp. 358, 359 ;

Observations de MM. ROLIN et DEQUAE ; p. 359 ;

L'incident est clos.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères « sur l'immixtion des forces de l'O.N.U. dans les affaires de politique intérieure de la République du Congo en général et de l'Etat du Katanga en particulier et sur la nécessité pour le Ministre des Affaires étrangères de réagir immédiatement contre cette immixtion et sur l'inutilité de verser encore annuellement une lourde contribution financière à un organisme qui a failli à ses obligations internationales et a porté un préjudice matériel et moral considérable à notre pays ».

Discussion (12 octobre 1961).

A cette discussion est jointe celle de l'interpellation de M. DE BOODT « sur les récents événements au Katanga et l'attitude du gouvernement belge à l'égard de nos concitoyens y demeurant ».

Discours de MM. LAHAYE (concernant les événements tragiques au Katanga, le mépris de l'O.N.U. pour le principe de l'auto-détermination, la discrimination de l'O.N.U. à l'égard des conseillers et techniciens belges, l'agression de l'O.N.U. contre le Katanga, les infractions aux lois de la guerre, la création d'un camp pour réfugiés baluba à Elisabethville, l'intérêt de compagnies suédoises et américaines pour les exploitations minières au Katanga, le cessez-le-feu intervenu au Katanga, un éditorial d'un grand périodique américain consacré au malaise congolais, un discours d'un sénateur américain mettant l'accent sur les progrès du communisme en Afrique, la participation financière de la Bel-

Interpellations. — LAHAYE (suite).

gique à l'opération de l'O.N.U. au Congo ; demande que le Ministre des Affaires étrangères aille exposer le point de vue belge à l'O.N.U. et qu'il offre ses bons offices pour rapprocher les points de vue en opposition au Congo) ; pp. 714 à 717 ;

DE BOODT (concernant l'octroi de l'indépendance au Congo l'éclatement du Congo, les troubles dans le nord du Katanga, l'attitude des troupes de l'O.N.U., l'affaire des réfugiés baluba, les événements du 13 septembre, la violation des conventions de Genève et de La Haye, de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la Charte des Nations-Unies, l'intervention de l'O.N.U., les télégrammes envoyés par le gouvernement central du Congo à l'O.N.U. les 12 et 13 juillet 1960, l'additif n° 6 du deuxième rapport Hammarskjöld au Conseil de Sécurité confirmant le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures du Congo, la résolution du 21 février 1961, le recours à la force en vue d'empêcher la guerre civile au Congo, le blocage à Usumbura d'une quarantaine d'enseignants belges en route pour le Katanga, le danger que courent les Belges qui sont encore au Katanga, le paiement par l'O.N.U. du montant dû pour la prise de possession des bases de Kamina, Kitona et Banane, les crédits supplémentaires demandés pour la participation de la Belgique au financement de l'opération de l'O.N.U. au Congo ; demande le retrait de MM. O'Brien et Tombelaine du Katanga et demande que le Ministre des Affaires étrangères aille faire entendre la voix de la Belgique à l'O.N.U.) ; pp. 717 à 721 ;

Observation de M. HARMEGNIES ; p. 717 ;

ROLIN (concernant les sanctions et réparations pour les dommages que des Belges ont subis à la suite d'excès d'organes des Nations-Unies, l'expulsion des conseillers politiques et d'officiers belges de l'armée katangaise, les raisons de faire preuve de modération lorsque l'on met en question le fondement juridique de l'action de l'O.N.U. au Congo, l'ordre du jour qui lui a été soumis) ; pp. 721, 722 ;

Observations de MM. DE BOODT et ORBAN ; pp. 721, 722 ;

SPAAK, v.p.m. et m.a.étr. (concernant la méconnaissance de la situation internationale exacte dans l'intervention de M. LAHAYE, l'impossibilité d'offrir ses bons offices au Congo et au Katanga, la nécessité de dissiper l'accusation de jouer un double jeu au Congo, la situation dans laquelle la Belgique se serait trouvée si l'O.N.U. n'avait pas mis fin à la présence d'officiers belges dans la gendarmerie katangaise, la reconnaissance du gouvernement de Léopoldville comme le seul gouvernement légal du Congo ; l'évolution dangereuse des Nations-Unies, l'impuissance du Conseil de Sécurité, le transfert de la responsabilité du Conseil de Sécurité à l'Assemblée générale des Nations-Unies, la possibilité offerte au secrétariat général de l'O.N.U. d'avoir recours à la force pour empêcher une guerre civile au Congo, les dispositions prises de commun accord avec M. Hammarskjöld pour le rappel de conseillers politiques et le remplacement progressif des officiers belges au Katanga, les protestations adressées à l'O.N.U. à la suite de la mesure prise contre les officiers belges au Katanga et d'une déclaration de M. O'Brien, le blocage à Usumbura de gens allant au Katanga, l'indemnisation pour l'utilisation de la base de Kamina par l'O.N.U., le crédit supplémentaire pour la participation belge au financement de l'opération de l'O.N.U. au Congo, le rappel de certains agents de l'O.N.U., la discrimination à l'égard des Belges, les victimes belges des événements au Katanga) ; pp. 722 à 727 ;

Observations de MM. LAHAYE, DE BOODT, VAN BUGGENHOUT, ROLIN, VAN HOUTTE et ORBAN ; pp. 723 à 726 ;

Un ordre du jour est déposé par MM. GILLOIN, ROLIN, P. DE SMET, MAÏSSE, DE BLOCK et ADAM ; p. 727 ;

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité des 102 membres présents ; p. 727.

VANAUDENHOVE.

Ann. — Interpellation au Premier Ministre, chargé de la Coordination économique et de la Coordination de la Politique scientifique « sur le point de savoir s'il considère que le statut des agents de l'Etat n'exclut pas le droit de grève et que, dès lors, la participation à une grève régulièrement décidée par une organisation syndicale ne peut être considérée comme une faute ». — Demande ; p. 538 (11 juillet 1961).

Interpellations. — VANAUDENHOVE (suite).*Discussion* (13 juillet 1961).

Discours de MM. VANAUDENHOVE (concernant la levée par le Ministre des Travaux publics, M. MERLOT, de sanctions prises par son prédécesseur à l'égard de membres de son personnel qui ont participé aux grèves de décembre 1960 et janvier 1961, la position du Premier Ministre à l'égard de cette mesure, l'article 7 du statut des agents de l'Etat et l'article 236 du Code pénal, le principe de la continuité du service public, l'avis de M. Camille Huysmans au sujet de la grève des fonctionnaires, la jurisprudence en matière de sanctions contre des fonctionnaires grévistes, la position des auteurs belges de droit administratif, la promesse faite par des mandataires P.S.C. de garantir la liberté du travail et de renforcer l'autorité de l'Etat, l'octroi d'un certain droit de grève dans un nouveau statut des agents de l'Etat); pp. 582 à 585;

Observations de MM. ORBAN, DEKEYZER, DEVUYST, HANOTTE, VAN HEMELRIJCK et VANDER BRUGGEN; pp. 582 à 584;

GODIN (estime que le droit de grève ne peut être admis pour les fonctionnaires, l'avis du général de Gaulle); p. 585;

Observation de M. le PRESIDENT; p. 585;

ORBAN (concernant la reconnaissance du droit de grève aux fonctionnaires contenue dans la déclaration gouvernementale, l'avis de Duguit au sujet de l'inadmissibilité de la grève des services publics, l'exclusion du droit de grève politique, le caractère politique de la grève de décembre 1960 et janvier 1961, l'aide financière allouée par des syndicats communistes lors de cette grève, la solidarité du gouvernement avec l'attitude adoptée par le Ministre des Travaux publics); pp. 585, 586;

Observations de MM. GOOSSENS, le PRESIDENT et TRAPPENIERS; p. 586;

HOUSIAUX (concernant la prévision des modalités du droit de grève dans les statuts déposés par la C.G.S.P. dans chacun des départements, l'avis de M. LILAR lorsqu'il était vice-président du conseil, l'interdiction du droit de grève dans les démocraties dites « populaires », la distinction entre fonctionnaires de gestion et fonctionnaires détenteurs de l'*imperium*); pp. 586, 587;

Observations de MM. ORBAN et DEKEYZER; p. 587;

LEFEVRE, p.m. (concernant la note du Ministre des Travaux publics au secrétaire général de son département, note qui a été à l'origine de l'interpellation; la levée des sanctions, la conformité de la mesure aux décisions gouvernementales, l'absence de texte interdisant expressément le droit de grève des fonctionnaires, les mesures annoncées dans la déclaration gouvernementale pour assurer la liberté du travail et renforcer l'autorité de l'Etat, la définition des conditions du droit de grève des agents de l'Etat); pp. 587, 588;

Observations de MM. ORBAN et HOUIGARDY; p. 588;

VAN HEMELRIJCK (concernant le caractère controversé du droit de grève des agents de l'Etat; regrette qu'un ministre ait exprimé prématurément son avis en la matière); pp. 588, 589;

Des ordres du jour sont déposés par MM. VAN HEMELRIJCK et ROLIN, d'une part, par MM. GILLON, MOTZ, MERCHIERS et MATERNE, d'autre part; p. 589;

Discours de MM. VANAUDENHOVE (se déclare déçu par la réponse du Premier Ministre qui n'a pas précisé s'il partage l'opinion du Ministre des Travaux publics en la matière; concernant l'attitude des gouvernements précédents en matière de grèves dans les services publics, les promesses du gouvernement quant à la sécurité de l'Etat); pp. 589, 590;

Observations de MM. ROLIN, HOUSIAUX, ORBAN et DEKEYZER; pp. 589, 590;

GILLON (concernant l'absence de réponse du Premier Ministre à la question posée par M. VANAUDENHOVE, le désaveu que constitue le dépôt d'un ordre du jour pur et simple); p. 590;

Observations de MM. DELOR, VAN CAUWELAERT et LACROIX; p. 590;

VAN BUGGENHOUT (concernant la publication dans la presse d'une note d'un ministre à son secrétaire général, la nécessité de préciser les conditions d'un droit de grève dans les services publics); pp. 590, 591.

Vote sur l'ordre du jour (13 juillet 1961).

MM. GODIN, MOREAU de MELEN, ORBAN, NIHOUL, de STEXHE, HENCKAERTS et ADAM justifient leur vote;

Interpellations. — VANAUDENHOVE (suite).

L'ordre du jour pur et simple de MM. VAN HEMELRIJCK et ROLIN est adopté par 105 voix contre 23 et 9 abstentions; pp. 591, 592.

J**Jeu et pari.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu.

Doc. — N° 75: Proposition de loi de M. De Baeck.

Ann. — Prise en considération. — Renvoyé en commission; p. 364 (20 juin 1961).

L**Litiges de droit congolais. — V. Procédure civile/Décisions rendues au Congo.****M****Milice. — V. Armée.****Motion d'ordre.****CROMMEN.**

Ann. — M. CROMMEN propose au Sénat de limiter le temps de parole à dix minutes dans la discussion de la déclaration gouvernementale; intervention de MM. le PRESIDENT, VAN BUGGENHOUT et HARMEGNIES; M. le PRESIDENT propose de limiter le temps de parole à douze minutes; cette proposition est adoptée; p. 92 (10 mai 1961).

N**Nationalité. — V. Droit public.****Naturalisations.**

Projets de loi accordant la naturalisation.

Doc. — N° 41: Rapport de MM. Allard, De Bruyne, Delor, Knops, Neybergh, Oblin, Wiard et Mlle Wibaut.
N° 42: Feuilletons n°s 1 à 22.

Ann. — *Scrutin sur la prise en considération*; pp. 404, 409, 410, 416 à 428 (27 juin 1961).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles uniques (28 juin 1961).

Adoptés sans observations; pp. 434 à 447.

Vote (28 juin 1961).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 106 membres présents; pp. 447, 448.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale ou renvoyés à la Chambre des Représentants suivant le cas.

Navigation. — V. Communications.

O

Obligations sur biens immobiliers. — V. Epargne.

Office national du Dueroire. — V. Commerce et Industrie.

Ordre des travaux. — V. Chambres Législatives — Sénat.

Organisation de Coopération et de Développement Economique (O.C.D.E.). — V. Affaires étrangères.

Organisation judiciaire.

PERSONNEL JUDICIAIRE.

GREFFIERS.

Proposition de loi modifiant l'article 16 de la loi du 20 décembre 1957 portant révision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux.

Doc. — N° 72 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 481 (4 juillet 1961).

REGIE DU TRAVAIL PENITENTIAIRE.

Ann. — Rapport sur l'activité de l'institution ; bilan général et compte général de profits et pertes de la Régie ; bilans et comptes de profits et pertes particuliers des ateliers de la Régie disposant de 25.000 frs et plus de capital immobilisé en machines et outils (exercice 1959). — Transmis par le Ministre de la Justice ; p. 291 (13 juin 1961).

TRAITEMENTS.

Proposition de loi tendant à redresser certaines anomalies résultant de la loi du 31 juillet 1952, modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne le traitement des magistrats, des greffiers et des employés des cours et tribunaux.

Doc. — N° 89 : Proposition de loi de M. Vandekerckhove.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 537 (11 juillet 1961).

Organismes et services déclarés nuls. — V. Finances.

Ouverture de la session. — V. Chambres Législatives — Sénat.

Ouvriers. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

Ouvriers mineurs. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

P

Paternité et filiation. — V. Droit civil.

Pêche. — V. Affaires étrangères.

Pensions.

PENSIONS CIVILES ET ECCLESIASTIQUES.

Proposition de loi modifiant la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Doc. — N° 12 : Proposition de loi de M. Deruelles.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 218 (30 mai 1961).

Pensions (suite).

PENSIONS DE REPARATION.

Proposition de loi complétant l'article 45 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

Doc. — N° 64 : Proposition de loi de M. Allard.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 399 (27 juin 1961).

Proposition de loi modifiant les articles 1^{er} et 3 de l'arrêté royal n° 15963ter du 1^{er} août 1923, relatif à la majoration de pension, à titre d'indemnité spéciale, pour aide d'une tierce personne, de certains invalides de la guerre 1914-1918.

Doc. — N° 109 : Proposition de loi de M. Allard.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 608 (19 juillet 1961).

PENSIONS MILITAIRES.

Proposition de loi relative à la détermination, pour le calcul des pensions militaires d'ancienneté, de la supputation des services accomplis pendant la guerre 1940-1945 et pendant la campagne de Corée.

Doc. — N° 103 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 608 (19 juillet 1961).

VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 21 mai 1955 relative aux pensions de retraite et de survie pour ouvriers, ainsi que l'article 29 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.

Doc. — N° 22 : Proposition de loi de M. Deruelles.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 291 (13 juin 1961).

AGENTS DES POUVOIRS PUBLICS.

Proposition de loi établissant en faveur des agents de l'Etat démisionnaires, le droit à la pension proportionnelle.

Doc. — N° 144 : Proposition de loi de M. Jennard.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 667 (10 octobre 1961).

MAJORATION.

Projet de loi portant majoration des montants de la pension de retraite et de survie des ouvriers, employés et assurés libres.

Doc. — N° 81 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 92 : Rapport de M. Smet.

Ann. — Discussion générale (11 juillet 1961).

Discours de MM. TROCLET (concernant le redressement de certaines anomalies dans le régime des pensions, l'amélioration de la pension des veuves, les deux phases ultérieures de l'augmentation des pensions, les problèmes du financement) ; pp. 538, 539 ;

MOULIN (concernant la deuxième augmentation des pensions, l'assouplissement des règles administratives, les retards dans l'octroi des pensions notamment aux ouvriers frontaliers, la situation de ceux qui bénéficient d'une pension partielle et des travailleurs indépendants, le cumul des pensions des conjoints) ; pp. 539, 540 ;

MERCHIERS (concernant les conséquences financières de l'adoption du projet, la couverture des dépenses nouvelles résultant de l'augmentation des pensions, les réserves du groupe libéral quant à la deuxième phase de l'augmentation) ; p. 540 ;

Observations de MM. REMSON et MOULIN ; p. 540 ;

R. HOUBEN (concernant la nécessité de voir le problème des pensions dans l'ensemble de la politique sociale, le financement des pensions et la constitution de réserves, les divers statuts de pension, l'âge de la mise à la pension, la poursuite d'une activité professionnelle après la mise à la pension) ; p. 541 ;

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE (suite).

LEBURTON, m.p.s. (répond aux orateurs ; traite notamment de la réalisation du programme gouvernemental en matière de pensions, de l'adaptation du minimum de pension à l'évolution du revenu national, du financement de l'augmentation des pensions, de la simplification de la procédure et de la révision des conditions d'octroi des pensions); pp. 541, 542 ;

Observation de M. MOULIN ; p. 542 ;

R. HOUBEN (concernant la constitution de réserves raisonnables, les plans de financement) ; pp. 542, 543 ;

LEBURTON, m.p.s. (annonce la présentation prochaine d'un plan de financement) ; p. 543 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 543, 544.

Vote (12 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 118 membres présents ; p. 565.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

OUVRIERS.

Proposition de loi sur la liberté de travail des pensionnés.

Doc. — N° 10 : Proposition de loi de M. de Stexhe.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 162 (24 mai 1961).

OUVRIERS MINEURS.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds National de Retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pension de retraite et de veuve.

Doc. — N° 35 : Proposition de loi de M. Deruelles.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 363 (20 juin 1961).

PERSONNEL ENSEIGNANT.

Proposition de loi tendant à permettre aux membres du personnel enseignant des provinces de conserver le bénéfice des règlements qui leur sont actuellement applicables en matière de pension de retraite et de survie.

Nouvel intitulé : *Proposition de loi portant modification de l'article 47 de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique.*

Doc. — N° 61 : Proposition de loi de M. Scolaert.
N° 105 : Rapport de M. Vandekerckhove.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 399 (27 juin 1961).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (12 juillet 1961).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 560.

Le nouvel intitulé, présenté par la commission, est adopté ; p. 560.

Vote (12 juillet 1961).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 118 membres présents ; p. 565.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi complétant la loi du 29 mai 1959 et fixant les règles de cumul d'une pension à charge du Trésor public avec une pension découlant d'un règlement provincial ou communal.

Doc. — N° 77 : Proposition de loi de M. Van Cauwenberghe.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 481 (4 juillet 1961).

Personnel. — V. Administrations publiques.

Personnel d'Afrique. — V. Affaires africaines.

Personnel enseignant. — V. Enseignement. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

Personnel judiciaire. — V. Organisation judiciaire.

Postes. — V. Communications.

Prisonniers politiques. — V. Guerre.

Privilèges et hypothèques.

Proposition de loi étendant les possibilités en matière de crédit par nantissement de grosses hypothécaires et modifiant les statuts de l'Office central de Crédit hypothécaire.

Doc. — N° 8 : Proposition de loi de M. Vandekerckhove.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 110 (16 mai 1961).

Procédure civile.

DECISIONS RENDUES AU CONGO.

Projet de loi donnant compétence aux tribunaux belges pour certains litiges de droit congolais.

Nouvel intitulé : *Projet de loi introduisant des dispositions temporaires dans le livre préliminaire du Code de procédure civile.*

Doc. — N° 121 : Rapport de M. Housiaux.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (19 juillet 1961).

(Texte présenté par la commission).

Adopté sans observations ; pp. 656, 657.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 657.

Vote (19 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix et 1 abstention ; pp. 658, 659.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

SAISIE DE NAVIRES.

Proposition de loi modifiant la loi du 4 septembre 1908 sur la saisie conservatoire des navires de mer et la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.

Doc. — N° 48 : Proposition de loi de M. Lilar.
N° 68 : Rapport de M. Deruelles.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 364 (20 juin 1961).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (5 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations ; pp. 518 à 520.

Vote (5 juillet 1961).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 103 voix et 2 abstentions ; p. 531.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Professions.

URBANISTES.

Proposition de loi sur la protection du titre et de la profession d'urbaniste.

Doc. — N° 95 : Proposition de loi de M. Vandenberghe.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 608 (19 juillet 1961).

Projets et propositions caducs. — V. Chambres législatives.**Provinces.****FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 131 de la loi communale du 30 mars 1836, l'article 69 de la loi provinciale du 30 avril 1836 et l'article 2 de la loi du 22 janvier 1931 relative à la fiscalité provinciale et communale.

Doc. — N° 25 : Proposition de loi de M. Deruelles.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 242 (6 juin 1961).

Q**Questions orales. — V. Chambres législatives — Sénat.****R****Radiodiffusion-Télévision.**

Ann. — Rapport annuel de l'Institut national de Radiodiffusion belge pour l'exercice 1959. — Transmis par le Ministre des Affaires culturelles ; p. 25 (25 avril 1961).

Rapport annuel de l'Institut des Emissions néerlandaises pour l'exercice 1960. — Transmis par le Ministre, Adjoint à l'Education nationale et à la Chambre ; p. 666 (10 octobre 1961).

REDEVANCES.

Projet de loi portant modification de l'article 13 de la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.

Doc. — N° 83 : Exposé des motifs et projet de loi.
N° 108 : Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Discussion générale (13 juillet 1961).

Discours de MM. DEKEYZER, rapp. (concernant la portée du projet, la soumission de tout système de radio- ou télédistribution à l'article 13 de la loi du 26 janvier 1960) ; p. 581 ;

USELDING (concernant le maintien des prérogatives et responsabilités des administrations communales et de la liberté commerciale, le cas des antennes collectives, la protection des abonnés aux réseaux de radiodistribution) ; p. 581 ;

DEKEYZER (répond à M. USELDING) ; p. 581 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (13 juillet 1961).

Adopté sans observations ; p. 582.

Vote (13 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 94 membres présents ; p. 603.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Recensement.

Projet de loi prescrivant l'exécution en 1961 des recensements généraux de la population, de l'industrie et du commerce.

Doc. — N° 82 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
N° 97 : Rapport de M. De Winter.
N° 98 : Amendement proposé par M. De Grauw.

Ann. — Renvoi en commission (4 juillet 1961).

M. HARMEGNIES propose le renvoi du projet à la commission de l'Intérieur comme à celle des Affaires économiques ;

Intervention de MM. DE BLOCK, le PRÉSIDENT, VERMEYLEN, m.j., et de STEXHE ;

Recensement (suite).

Observations de MM. DE BOODT, WIARD, DE WINTER et LEYNEN ;

La proposition de M. HARMEGNIES est rejetée ; pp. 479 à 481.

Discussion générale (12 juillet 1961).

Discours de MM. DE WINTER, rapp. (concernant la dissociation des recensements généraux et du recensement linguistique, le rejet en commission de l'amendement tendant à l'organisation d'un recensement linguistique dans l'agglomération bruxelloise et les communes limitrophes) ; p. 561 ;

DE GRAUW (regrette la suppression du recensement linguistique ; concernant l'avis du Conseil d'Etat à ce sujet, la contestation de la valeur objective du dernier recensement, la promesse du dépôt d'un projet de loi sur le recensement linguistique, l'amendement à l'article 3) ; p. 561 ;

Observation de M. WIARD ; p. 561 ;

de STEXHE (concernant la suspension du recensement linguistique, les recensements linguistiques de 1846 à 1900, l'introduction en 1910 de la notion de la langue utilisée le plus fréquemment, le bouleversement de la législation linguistique des communes mixtes par la loi de 1932, l'opportunité de la modification de cette loi par la suppression des effets automatiques du recensement linguistique, le régime linguistique des communes mixtes, l'instauration d'un régime de minorité protégée dans les communes de la périphérie bruxelloise, l'amendement tendant à l'organisation d'un recensement linguistique dans l'agglomération et la périphérie bruxelloise) ; pp. 562 à 564 ;

DE BLOCK (concernant la nécessité de l'approbation du projet, la divergence de vues au sujet du recensement linguistique, la recherche d'une solution qui donne satisfaction aux Belges tant d'expression française que d'expression flamande) ; pp. 564, 565 ;

Observations de MM. REMSON, HARMEGNIES, HOUGARDY, DELOR et DE GRAUW ; pp. 564, 565 ;

NIHOUL (déclare qu'il votera le projet dans l'intérêt du pays et parce que le gouvernement a promis le dépôt d'un projet tendant à régler les problèmes d'ordre linguistique) ; p. 565 ;

HARMEGNIES (concernant l'article 3 du projet et l'amendement y relatif, la situation à l'aérodrome national de Zaventem au point de vue linguistique) ; p. 567 ;

Observations de Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. CROMMEN, ORBAN et le PRÉSIDENT ; p. 567 ;

WIARD (concernant le *modus vivendi* linguistique étudié par la Fédération bruxelloise du parti socialiste, la remise en question de la loi de 1932 par l'article 3 du projet) ; pp. 567, 568 ;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT, HARMEGNIES, VREVEN, DE WINTER, LEYNEN et ORBAN ; p. 568 ;

FRANCK (concernant l'urgence du recensement économique, les modalités d'organisation du recensement, la nécessité d'un recensement linguistique) ; pp. 568, 569 ;

VAN CAUWELAERT (concernant la tenue d'un colloque général sur l'ensemble du problème wallon-flamand) ; p. 569 ;

Observations de MM. HARMEGNIES et VREVEN ; p. 569 ;

SPINOY, m.a.éc.én. (répond aux orateurs et traite notamment de la nécessité du recensement, de la dissociation du recensement linguistique, du dépôt avant la fin de l'année d'un projet sur l'emploi des langues, des garanties demandées par certains membres de la gauche socialiste, de la désignation des agents recenseurs ; demande le rejet de l'amendement proposé à l'article 3) ; pp. 569, 570 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (12 juillet 1961).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 570.

Art. 3.

Intervention de MM. DUVIEUSART, JANNE, ROLIN et DIEPENDAELE ; observations de MM. SLEDSSENS, HARMEGNIES, P. DE SMET, ORBAN, VAN CAUWELAERT, VAN HEMELRIJCK, VANDEKERCKHOVE, DE BOODT et WIARD ; l'amendement de M. DE GRAUW et consorts est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de MM. VERSE et SPINOY ; l'amendement de M. VERSE est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 570 à 577.

Art. 4.

Adopté sans observations ; p. 577.

Recensement (suite).

Vote (12 juillet 1961).

M. de la VALLEE POUSSIN et Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE justifient leur vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 97 voix contre 8 et 9 abstentions ; pp. 577, 578.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Redevances. — V. Radiodiffusion-Télévision.**Redressement financier. — V. Finances.****Régie des Voies aériennes. — V. Communications/Aviation.****Régie du travail pénitentiaire. — V. Organisation judiciaire.****Réglementation du commerce. — V. Commerce et Industrie.****Réhabilitation. — V. Droit pénal.****Relations extérieures. — V. Chambres Législatives. — Sénat.****Rente de déportation. — V. Guerre/Déportés.****Revenus. — V. Impôts/Impôts directs.****Ruanda-Urundi. — V. Affaires africaines.****S****Saisie de navires. — V. Procédure civile.****Séance extraordinaire. — V. Chambres Législatives. — Sénat.****Sécurité sociale.**

Projet de loi modifiant et complétant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et portant modification de la loi du 16 mars 1954.

Doc. — N° 63 : Rapport de M. Moulin + Annexes.

Ann. — *Discussion générale* (5 juillet 1961).

Discours de MM. MOULIN, rapp. (demande au Sénat d'approuver le projet à l'unanimité) ; p. 527 ;

HAMBYE (concernant l'application rétroactive de la loi envisagée) ; pp. 527, 528 ;

LACROIX (concernant la situation des personnes qui ne travailleront pas plus de deux heures par jour) ; p. 528 ;

TROCLET (concernant l'application des lois sur les assurances sociales aux travailleurs domestiques, la durée du privilège) ; p. 528 ;

LEBURTON, m.p.s. (répond aux orateurs) ; p. 528 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 528 à 530.

Vote (5 juillet 1960).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents ; p. 533.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Sécurité sociale (suite).**ACCIDENTS DU TRAVAIL.**

Proposition de loi complétant l'article 6 de la loi relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Doc. — N° 15 : Proposition de loi de M. Roelants.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 218 (30 mai 1961).

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Proposition de loi visant à l'extension de la loi du 4 août 1930 sur les allocations familiales des travailleurs salariés, en faveur des travailleurs arrêtés, détenus ou internés en vertu de la loi de défense sociale du 9 avril 1930.

Doc. — N° 39 : Proposition de loi de M. Gendebien.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 363 (20 juin 1961).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Doc. — N° 80 : Rapport de Mlle Driessen.

Ann. — *Discussion générale* (5 juillet 1961).

Discours de Mlle DRIESSEN, rapp. (demande qu'il soit mis fin aux actions en répétition d'allocations payées indûment pour les enfants placés dans une institution) ; p. 530 ;

M. LEBURTON, m.p.s. (répond à Mlle DRIESSEN) ; p. 530 ; La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 juillet 1961).
(Texte présenté par la commission).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 531.

Vote (5 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 103 voix et 2 abstentions ; pp. 531, 532.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

OFFICE NATIONAL DE SECURITE SOCIALE.

Ann. — Rapport sur l'activité de l'Office pour l'exercice 1960. — Transmis par l'Administrateur général de l'Office ; p. 684 (11 octobre 1961).

Servitudes. — V. Agriculture.**Société nationale de la Petite Propriété terrienne. — V. Habitations.****Société Nationale des Chemins de fer Belges (S.N.C.B.). — V. Communications/Chemins de fer.****Société nationale du Logement. — V. Habitations.****Sociétés. — V. Droit commercial.****Sociétés de droit colonial belge. — V. Droit commercial/Sociétés.****Sociétés d'investissement. — V. Commerce et Industrie/Expansion économique.****Soins médicaux et pharmaceutiques. — V. Guerre/Anciens combattants.****Stationnement sur la voie publique. — V. Impôts/Impôts directs — Taxe de circulation.****Sûreté de l'Etat. — V. Droit pénal.**

T

Taxe de circulation. — V. Impôts/Impôts directs.

Traitements. — V. Administrations publiques. — V. Organisation judiciaire.

Travail.

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, les lois relatives au contrat d'emploi coordonnées le 20 juillet 1955 et l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires, en vue de promouvoir l'accueil des travailleurs dans l'entreprise.

Doc. — N° 51 : Rapport de M. Smet.

Ann. — *Discussion générale* (5 juillet 1961).

Discours de MM. SMET, rapp. (concernant la portée du projet) ; p. 525 ;

HAMBYE (doute de la portée pratique du projet en discussion) ; p. 525 ;

SERVAIS, m.e.t. (concernant l'utilité du projet, la promotion humaine des travailleurs) ; p. 525 ;

Observations de MM. MOULIN et HARMEGNIES ; p. 525 ; de STEKHE (concernant l'absence d'obligation précise et de sanction dans le projet) ; pp. 525, 526 ;

Observation de M. MOULIN ; p. 526 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; p. 526.

Vote (5 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 104 voix contre 1 et 4 abstentions ; p. 533.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CONGES CULTURELS.

Proposition de loi instituant les « congés culturels » en faveur des jeunes travailleurs.

Doc. — N° 16 : Proposition de loi de M. Debucquoy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 242 (6 juin 1961).

CONTRAT DE TRAVAIL.

Proposition de loi portant modification de l'article 13 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

Doc. — N° 87 : Proposition de loi de M. Derore.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 608 (19 juillet 1961).

DUREE DU TRAVAIL.

Proposition de loi tendant à généraliser le régime des 45 heures et à autoriser la réduction progressive jusqu'à 40 heures de la durée hebdomadaire du travail.

Doc. — N° 26 : Proposition de loi de M. Deruelles + Annexes.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 399 (27 juin 1961).

Travail (suite).**PROTECTION DU TRAVAIL.**

Projet de loi relatif aux garanties de sécurité indispensables que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils et les récipients.

Doc. — N° 79 : Rapport de M. Bertinchamps.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (5 juillet 1961).

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations ; pp. 526, 527.

Vote (5 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 103 voix et 2 abstentions ; p. 531.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TRAVAIL NOIR.

Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 6 avril 1960 concernant l'exécution de travaux de construction.

Doc. — N° 52 : Rapport de M. Martens + Annexe.

Ann. — *Discussion générale* (5 juillet 1961).

Discours de MM. PAIRON (demande une plus grande vigilance de la part des agents chargés de veiller au respect de la loi du 6 avril 1960) ; p. 524 ;

SERVAIS, m.e.t. (concernant la surveillance exercée en vue de l'application de la loi du 6 avril 1960) ; p. 524 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (5 juillet 1961).

Adopté sans observations ; pp. 524, 525.

Vote (5 juillet 1961).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 103 voix et 2 abstentions ; pp. 531, 532.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Travail/Contrat d'emploi (de droit congolais). — V. Procédure civile/Décisions rendues au Congo.

Tutelle. — V. Droit civil.

U

Union de l'Europe Occidentale. — V. Affaires étrangères/Forces armées.

Urbanistes. — V. Professions.

V

Validation des pouvoirs. — V. Chambres Législatives — Sénat.

Vente. — V. Droit civil.

Ventes publiques. — V. Commerce et Industrie/Réglementation du commerce.

Viellissement et décès prématuré. — V. Pensions.

Vin. — V. Affaires étrangères/Agriculture et horticulture.